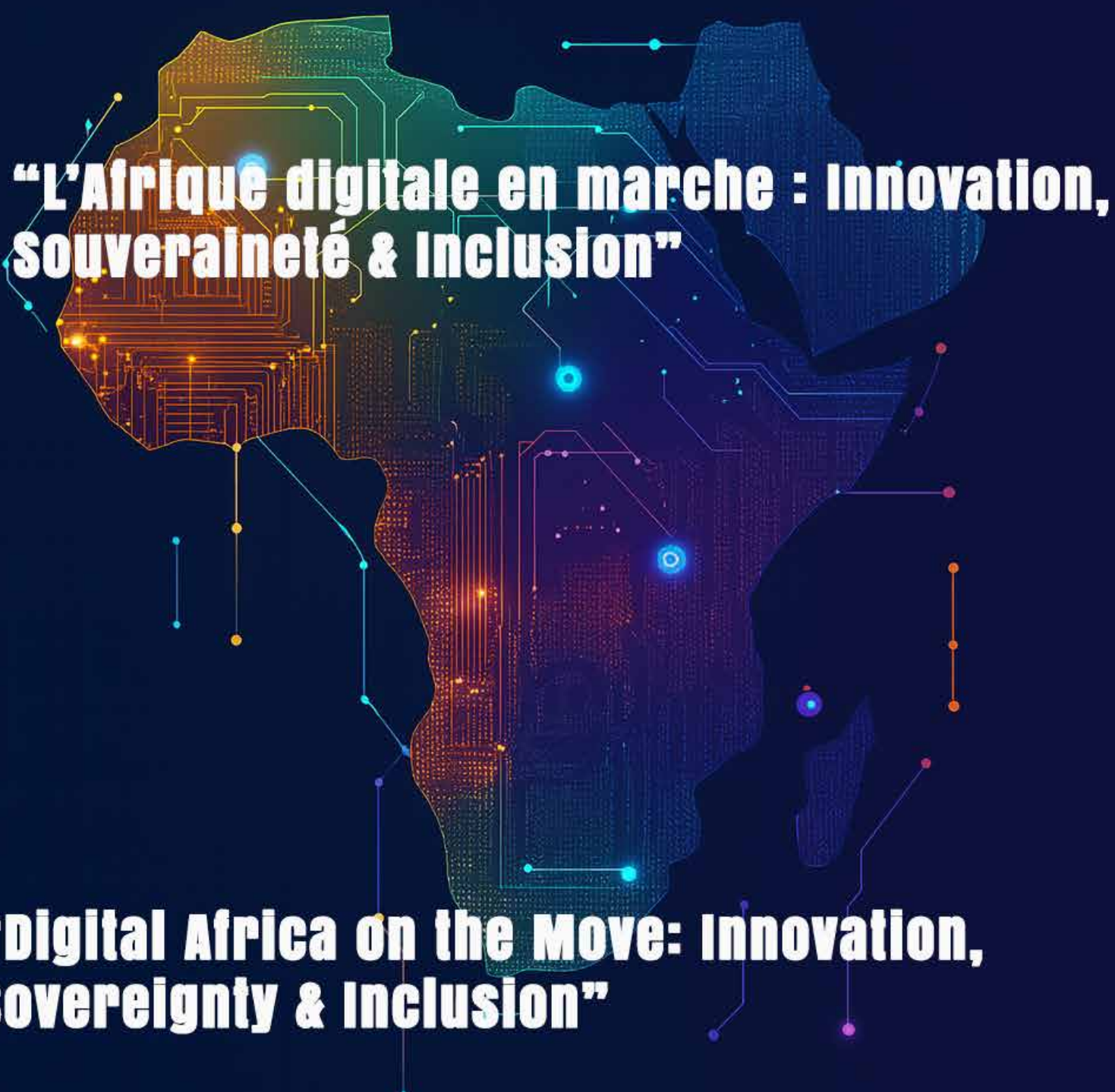




**“L’Afrique digitale en marche : Innovation,
souveraineté & Inclusion”**

**“Digital Africa on the Move: Innovation,
sovereignty & Inclusion”**

THOP

DIGITAL AFRICA MOVES FAST.

YOUR COMMUNICATIONS
MUST MOVE FASTER.

THOP advises leaders shaping the continent's digital transformation: strategic communications, reputation, public affairs built on insight, foresight, and execution. We help organizations earn trust and drive impact across West & Central Africa.

Trust.
Influence.
Africa.



wearethop.com

SOMMAIRE

P05I EDITO



P31 I ROSE POLA PRICEMOU

P81I GRANDES TENDANCES
TECH AFRIQUE 2025P126I TOP 10 DES
APPLICATIONS

P05I Editorial « L'intelligence artificielle africaine doit être inclusive et ancrée dans nos réalités », par Lacina Koné, CEO de Smart Africa

P10I Analyse : L'Afrique digitale en marche : cap sur l'innovation, la souveraineté et l'inclusion, Par Dounia Ben Mohamed

IA : L'Afrique accélère le rythme

P15I Reportage- TAS 2025 L'Afrique en marche vers une intelligence artificielle inclusive

P25I Jean-Baptiste Millogo : « Le numérique peut transformer nos sociétés »

P27I Conrad Tucker, CMU-Africa : « Former des innovateurs africains est essentiel »

P31I Rose Pola Pricemou : « L'intelligence artificielle et le numérique vont transformer l'écosystème guinéen »

P35I Guinée : de l'exploitation minière à la souveraineté numérique

P39I Zoom sur 5 start-ups africaines qui transforment leurs écosystèmes

P41I Focus Smart Africa : quand l'Afrique prend son destin numérique en main

Mobile : Une révolution technologique, économique... et sociale

P48I Mobile : un moteur de croissance et d'inclusion

P56I MWC Kigali : les télécoms acteurs de la transformation africaine

P64I Caroline Mbugua : « L'inclusion numérique est essentielle, nous devons nous assurer que tout le monde puisse participer à l'économie numérique de l'Afrique »

P76I Mourad Mnif : "L'infrastructure existe, mais l'accessibilité et l'usage restent limités"

Grandes tendances Tech Afrique 2025

P81I 5G : L'Afrique dans la course ou à la traîne ?

P85I Écosystèmes numériques : Les initiatives qui transforment le continent

P91I Tech et startups : un marché toujours en transformation

P97I Souveraineté numérique : L'Afrique investit dans ses data centers

P101I Cybersécurité : l'urgence

P105I EdTech & Skills : former 10 millions de talents numériques pour 2030

P109I Europe-Afrique : À Emerging Valley, c'est l'Afrique qui invente ses propres modèles

P115I Incubateurs africains : là où naissent des modèles qui n'existent nulle part ailleurs

P121I Afrique-Moyen-Orient : Les Émirats vont investir 1 milliard de dollars dans les infrastructures d'IA du continent

P126I Portfolio Top 10 des applications africaines qui transforment le quotidien

P133I Opinion L'Afrique réécrit son récit à l'ère numérique, Kwame Senou

P15I IA : L'AFRIQUE ACCÉLÈRE
LE RYTHMEP39I ZOOM SUR 5 START-UPS
AFRICAINES

P103 I EUROPE-AFRIQUE



P133I OPINION



ANA
AFRICA NEWS AGENCY MAG

ANAMag- Special Tech - 2025

Produit par : ANA

Avec la collaboration de Smart Africa Alliance

Responsable éditorial : **Dounia Ben Mohamed**Secrétaire de rédaction : **Byl-iss Mentari**Traducteur : **Samir Ben Romdhane**Maquettiste : **Joseph Kamzok**

www.africa-news-agency.com

redaction@africa-news-agency.com

SOMMARY



ANAMag – Special Tech – 2025

Produced by : **ANA**

In collaboration with **Smart Africa Alliance**

Editorial manager : **Dounia Ben Mohamed**

Editorial secretary : **Bylkiss Mentari**

Translator : **Samir Ben Romdhane**

Layout designer : **Joseph Kamzok**

P07I EDITO



P33I ROSE POLA PRICEMOU



P81I TECH TRENDS AFRICA 2025



P126I TOP 10 AFRICAN APPLICATIONS



P07I Editorial- “African Artificial Intelligence Must Be Inclusive and Rooted in Our Realities”, by Lacina Koné

P12I Analysis- Digital Africa on the Move: Towards Innovation, Sovereignty, and Inclusion, By Dounia Ben Mohamed

AI: Africa Speeds Up

P20I Feature- TAS 2025 : Africa on the Move Toward Inclusive Artificial Intelligence

P26I Jean-Baptiste Millogo: ‘Digital technology can transform our societies’

P29I Conrad Tucker, CMU-Africa: ‘Training African innovators is essential’

P33I Rose Pola Pricemou: ‘Artificial intelligence and digital technology will transform Guinea’s ecosystem’

P37I Guinea: from mining to digital sovereignty

P40I Spotlight on 5 African start-ups transforming their ecosystems

P44I Focus on Smart Africa: when Africa takes control of its digital destiny

Mobile: A Technological, Economic... and Social Revolution

P52I Mobile : a driver of growth and inclusion

P60I Mwc kigali : telecoms at the heart of africa’s transformation

P70I Caroline Mbugua : “Digital inclusion is key, we must ensure everyone can participate in Africa’s digital economy”

P78I Mourad Mnif : “Infrastructure exists, but accessibility and usage remain limited”

Tech Trends Africa 2025

P83I 5G in Africa in 2025: In the Race... or Lagging Behind?

P88I Digital Ecosystems: Initiatives Transforming the Continent

P94I Tech and Startups: A Market in Constant Transformation

P99I Digital Sovereignty: Africa Invests in Its Data Centers

P103I Cybersecurity: The Urgency

P107I EdTech & Skills: Strengthening Digital Skills in Africa

P112I Europe–Africa : At Emerging Valley, Africa Is Inventing Its Own Models

P118I African Incubators: Where Models Are Born That Exist Nowhere Else

P123I Africa-Middle East: UAE to Invest \$1 Billion in AI Infrastructure Across the Continent

P129I Portfolio Top 10 African Applications Transforming Daily Life

P136I Opinion Africa Rewrites Its Narrative in the Digital Age By Kwame Senou



P20I AI: AFRICA SPEEDS UP

P40I SPOTLIGHT ON 5 AFRICAN START-UPS



P112I EUROPE-AFRICA



P136I OPINION



www.africa-news-agency.com

redaction@africa-news-agency.com

Lacina Koné : “ L’intelligence artificielle africaine doit être inclusive et ancrée dans nos réalités ”

À l’occasion du Transform Africa Summit 2025, Lacina Koné, Directeur Général de Smart Africa, partage sa vision d’une intelligence artificielle véritablement africaine, capable de transformer le continent tout en respectant ses langues, cultures et valeurs.



Cette septième édition du sommet est historique à plus d’un titre. Pour la première fois, elle se tient en Afrique de l’Ouest, dans un pays francophone, et place l’intelligence artificielle au cœur de ses débats. Depuis l’année dernière, nous avons commencé à explorer cette thématique au sein de Smart Africa, convaincus que l’IA est un outil de transformation majeure pour l’Afrique.

“

L’IA ne doit pas se limiter à une technologie de puissance : elle doit être un outil accessible et utilisable au quotidien, capable de servir d’égaliseur social et économique

Il est essentiel que l’Afrique développe sa propre IA. Elle ne doit pas se limiter à une technologie de puis-

Lacina Koné, Directeur Général de Smart Africa @Smart Africa

sance : elle doit être un outil accessible et utilisable au quotidien, capable de servir d'égaliseur social et économique. Même dans les zones rurales ou parmi les populations non scolarisées, l'IA peut permettre à chacun de participer activement au développement.

Aujourd'hui, posséder un diplôme universitaire ne suffit plus : si l'on ne sait pas manipuler la technologie, on devient illettré en numérique. Même un docteur en littérature, s'il ne sait pas utiliser l'IA, est en quelque sorte démuné.

C'est pourquoi nous entraînons nos Large Language Models dans des langues africaines – arabe, berbère, wolof, français et anglais – pour toucher toutes les populations, y compris celles qui n'ont jamais eu accès à Internet ou à l'école. Cette approche permet à chacun de participer au développement socio-économique.

Les défis sont nombreux. L'intelligence artificielle est perçue comme une révolution, et c'est vrai. Mais dans le contexte africain, c'est avant tout une évolution des systèmes numériques. Les fondements de l'IA reposent sur l'infrastructure, la puissance informatique, la gouvernance des données, les talents et le renforcement des capacités. Smart Africa travaille sur ces bases depuis longtemps. L'IA accélère simplement

notre objectif : renforcer les infrastructures, développer les talents et construire des datasets africains pour préserver nos cultures, valeurs et langues.

L'inclusion via l'IA en Afrique sera différente de celle d'autres nations. Il ne s'agit pas seulement de connecter ceux qui ont déjà accès à la technologie, mais d'apporter l'outil aux populations éloignées, rurales ou non scolarisées. C'est un levier pour réduire les inégalités et générer un impact concret sur le terrain.



L'inclusion via l'IA en Afrique sera différente de celle d'autres nations. Il ne s'agit pas seulement de connecter ceux qui ont déjà accès à la technologie, mais d'apporter l'outil aux populations éloignées, rurales ou non scolarisées

Depuis sa création en 2013 et son opérationnalisation en 2016, Smart Africa rassemble aujourd'hui 42 États membres et couvre environ 1,2 milliard d'Africains. Nos fonds ont plus que triplé et nous coordonnons près de 18 à 19 projets continentaux sur les technologies émergentes. Parmi nos initiatives,

l'Académie numérique de Smart Africa, le réseau Roaming Free et des structures de cybersécurité continentales montrent que Smart Africa n'est plus seulement une alliance de concertation, mais une institution opérationnelle concrétisant les ambitions numériques du continent.

"L'opportunité est immense, et nous devons former une génération capable de créer l'IA de demain, et non seulement de la consommer"

L'IA est un véritable catalyseur. Elle attire l'attention sur la nécessité d'infrastructures robustes, de talents qualifiés et de données africaines. Elle permet de créer des solutions adaptées aux réalités locales, que ce soit dans l'éducation – où des étudiants éloignés peuvent bénéficier de feedbacks personnalisés – ou dans la santé, où l'IA peut détecter des anomalies avant un diagnostic médical. L'opportunité est immense, et nous devons former une génération capable de créer l'IA de demain, et non seulement de la consommer.

La prochaine édition de Smart Africa, prévue en 2026, poursuivra cette trajectoire ambitieuse, avec toujours pour objectif de construire une intelligence artificielle africaine inclusive et ancrée dans nos réalités.

Lacina Koné : “ African Artificial Intelligence Must Be Inclusive and Rooted in Our Realities ”

On the occasion of the Transform Africa Summit 2025, I wish to share my vision of a truly African artificial intelligence, capable of transforming the continent while respecting its languages, cultures, and values.



Lacina Koné, Director General of Smart Africa @Smart Africa

“

AI should not be limited to a technology of power; it must be an accessible and usable tool in everyday life, capable of serving as a social and economic equalizer

This seventh edition of the summit is historic on multiple levels. For the first time, it is held in West Africa, in a Francophone country, and places artificial intelligence at the center of its discussions. Since last year, we have begun exploring this theme within Smart Africa, convinced that AI is a major

transformative tool for Africa.

It is essential that Africa develops its own AI. It should not be limited to a technology of power; it must be an accessible and usable tool in everyday life, capable of serving as a social and economic equalizer. Even in rural areas or among populations without formal schooling, AI can enable everyone to actively participate in development. Today, having a university degree is no longer enough: if one cannot use technology, one becomes digitally illiterate. Even a doctor of literature, if unable to use AI, is in a sense disadvantaged.

That is why we train our Large Language Models in African languages—Arabic, Berber, Wolof, French, and English—to reach all populations, including those who have never had access to the Internet or formal schooling. This approach allows everyone to participate in socio-economic development.

The challenges are significant. AI is perceived as a revolution, and rightly so. But in the African context, it is above all an evolution of digital systems. The foundations of AI rely on infrastructure, computing power, data governance, talent, and capacity building. Smart Africa has been working on these foundations for a long time. AI simply accelerates our goal:

strengthening infrastructure, developing talent, and building African datasets to preserve our cultures, values, and languages.



Inclusion through AI in Africa will differ from that in other nations. It is not just about connecting those who already have access to technology, but about bringing the tool to remote, rural, or non-schooled populations

Inclusion through AI in Africa will differ from that in other nations. It is not just about connecting those who already have access to technology, but about bringing the tool to remote, rural, or non-schooled populations. It is a lever to reduce inequalities and ge-

nerate tangible impact on the ground.

Since its creation in 2013 and operational launch in 2016, Smart Africa now brings together 42 member states and covers approximately 1.2 billion Africans. Our funds have more than tripled, and we coordinate nearly 18 to 19 continental projects on emerging technologies. Among our initiatives, the Smart Africa Digital Academy, the Rooming Free network, and continental cybersecurity structures demonstrate that Smart Africa is no longer merely a consultation alliance, but an operational institution realizing the continent's digital ambitions.

AI is a true catalyst. It highlights the need for robust infrastructure, skilled talent, and African datasets. It enables solutions tailored to local realities, whether in education—where students in remote areas can receive personalized feedback—or in health, where AI can detect anomalies before medical diagnosis. The opportunity is immense, and we must train a generation capable of creating the AI of tomorrow, not just consuming it.

The next edition of Smart Africa, planned for 2026, will continue on this ambitious trajectory, always with the goal of building an African artificial intelligence that is inclusive and deeply rooted in our realities.

ANA

AFRICA NEWS AGENCY

African economic news,
by Africans, for the world

✓ Our Added Value



Pan-African presence

Over 40 correspondents
across the continent



100+ partner media outlets

across Africa



Multimedia & multilingual agency

(text, photo, video - French,
English, Arabic)



Direct access to decision- makers, entrepreneurs, and institutions



ANA PR Wire

Fast and targeted distribution
of your economic news

Kigali · Dakar · Abidjan · Libreville
Douala · Rabat · Tunis · Paris · London

L'Afrique digitale en marche : cap sur l'innovation, la souveraineté et l'inclusion

La transformation numérique africaine se déploie à grande vitesse, potée par des ambitions technologiques audacieuses. De Conakry à Kigali, en passant par Abidjan et Nairobi, startups, gouvernements et institutions continentales investissent dans l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la connectivité mobile et la souveraineté digitale. L'objectif : transformer les sociétés, créer des emplois et offrir à des millions de jeunes Africains un accès aux services essentiels. Mais au-delà de la croissance, c'est la question de la souveraineté des données, ainsi que l'accès équitable au numérique, qui s'imposent désormais comme des priorités stratégiques.

Par Dounia Ben Mohamed

L'Afrique n'a jamais été aussi proche d'une véritable révolution digitale. Selon la Banque africaine de développement, le continent compte plus de 700 millions d'utilisateurs mobiles, dont près de 60 % sont connectés à Internet, un chiffre en constante progression depuis cinq ans. Cette dynamique transforme profondément les secteurs de l'éducation, de la santé, de la finance et de l'administration publique. "La digitalisation peut

transformer nos économies et rapprocher les services publics de nos citoyens" rappelle Blade Nzimande, ministre sud-africain des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation.

Cette inclusion numérique passe par la démocratisation de l'accès aux infrastructures et services. Aujourd'hui, plus de 30 % des gouvernements africains ont lancé des plateformes digitales permettant aux citoyens d'accéder



“

cette inclusion numérique passe par la démocratisation de l'accès aux infrastructures et services

à des services publics en ligne, selon l'Union africaine.

Dans le même temps, la fintech et les solutions mobiles continuent de réduire les fractures financières : les transactions mobiles ont représenté plus de 400 milliards de dollars en 2024, touchant des populations jusque-là exclues du système bancaire traditionnel.

Souveraineté numérique : un enjeu stratégique

L'Afrique ne rêve plus seulement d'être connectée : elle aspire à contrôler ses propres infrastructures numériques, ses données et son avenir technologique. "Nous ne pouvons pas laisser nos données être contrôlées par n'importe qui, n'importe où... Sans souveraineté numérique, nous n'avons pas de souveraineté nationale" avertit Blade Nzimande.



Quand les données africaines résident sur des serveurs africains, nous maîtrisons notre destin numérique. Nous ne sommes plus soumis aux décisions de Silicon Valley

Cette prise de parole est reprise par Solly Malatsi, ministre sud-africain des Communications et des Technologies numériques : "Il est important que nous protégeons notre pays et nos systèmes des intrusions qui pourraient compromettre la souveraineté

de nos données". Sans infrastructures locales solides, l'Afrique risque de dépendre encore longtemps d'acteurs étrangers pour héberger ses données. Wole Abu, directeur d'Equinix Afrique de l'Ouest, insiste : "Quand les données africaines résident sur des serveurs africains, nous maîtrisons notre destin numérique. Nous ne sommes plus soumis aux décisions de Silicon Valley."

Innovation locale et impact global

Mais l'innovation seule ne suffit pas. Développer des data centers locaux, sécuriser les infrastructures et créer des logiciels africains sont des priorités pour réduire la dépendance et protéger les données des citoyens. La montée des centres de données "made in Africa" permet de créer des emplois, de renforcer l'autonomie technologique et de stimuler l'innovation locale.

Entre 2020 et 2025, les investissements dans les startups africaines ont dépassé 6 milliards de dollars, selon le African Tech Observatory, un chiffre record qui reflète la confiance des investisseurs internationaux et la maturité croissante des entreprises africaines.

"La souveraineté numérique passe autant par la construction physique de

centres de données que par la formation d'écosystèmes technologiques locaux" souligne Wole Abu, Directeur général d'Equinix pour l'Afrique de l'Ouest.

Des entreprises africaines développent déjà des solutions adaptées aux réalités locales — applications d'e-santé, plateformes d'e-éducation, fintechs inclusives — tout en reposant sur une infrastructure résiliente et locale. Ce double mouvement infrastructure + innovation est la clé d'une digitalisation qui ne reproduit pas les schémas néocoloniaux.

L'AFRIQUE DIGITALE EN CHIFFRE

Utilisateurs mobiles : 700 millions
Internautes : 60 % des utilisateurs mobiles
Transactions mobiles 2024 : 400 milliards de \$
Gouvernements avec plateformes digitales : 30 %
Investissements startups africaines 2020-2025 : 6 milliards de \$
Startups fintech actives : >200
Centres de données en projet / construction : 25+
Taux d'adoption du cloud local : 18 % (en moyenne continentale)
Nombre de jeunes formés au numérique 2024 : 1,2 million

Digital Africa on the Move: Towards Innovation, Sovereignty, and Inclusion



The digital transformation of Africa is unfolding at high speed, driven by bold technological ambitions. From Conakry to Kigali, via Abidjan and Nairobi, startups, governments, and continental institutions are investing in artificial intelligence, cybersecurity, mobile connectivity, and digital sovereignty. The goal: to reshape societies, create jobs, and provide millions of young Africans with access to essential digital services. But beyond growth, the control of data and equitable access to digital tools are emerging as strategic priorities.

By Dounia Ben Mohamed

Africa has never been closer to a true digital revolution. According to the African Development Bank, the continent now counts more than 700 million mobile users, of whom nearly 60 percent are connected to the Internet, a figure that has steadily grown over the past five years. This trend is profoundly transforming the sectors of education, health, finance, and public administration.

"The digitalization can

transform our economies and bring public services closer to our citizens," recalls Blade Nzimande, South Africa's Minister of Science, Technology, and Innovation.

This inclusion is being driven by broader access to digital infrastructure and services. Today, more than 30 percent of African governments have launched digital platforms allowing citizens to access public services online, according to the African Union.

“

This digital inclusion requires the democratization of access to infrastructure and services

At the same time, fintech and mobile solutions continue to bridge financial gaps: mobile transactions represented more than 400 billion USD in 2024, reaching populations previously excluded from traditional banking systems.

Digital Sovereignty : A Strategic Challenge

Africa no longer dreams merely of being connected: it aims to control its own digital infrastructure,

its data, and its technological future.

“We cannot allow our data to be controlled by anyone, anywhere... Without digital sovereignty, we have no national sovereignty,” warns Blade Nzimande.



When African data resides on African servers, we control our digital destiny. We are no longer subject to decisions made in Silicon Valley

This stance is echoed by Solly Malatsi, South Africa’s Minister of Communications and Digital Technologies: “It is important that we protect our country and our systems from intrusions that could compromise the sovereignty of our data.”

Without robust local infrastructure, Africa risks

remaining dependent on foreign actors for data hosting. Wole Abu, Managing Director of Equinix West Africa, emphasizes: “When African data resides on African servers, we control our digital destiny. We are no longer subject to decisions made in Silicon Valley.”

Local Innovation and Global Impact

But innovation alone is not enough. Developing local data centers, securing infrastructure, and creating African software are priorities to reduce dependency and safeguard citizens’ data.

The rise of “made in Africa” data centers creates jobs, strengthens technological autonomy, and stimulates local innovation. Between 2020 and 2025, investments in African startups exceeded 6 billion USD, according to the African Tech Observatory, a record figure reflecting the confidence of international investors and the growing maturity of African companies.

“Digital sovereignty depends as much on building physical data centers as on nurturing local technology ecosystems,” highlights Andile Ngcaba, Executive Chairman

of Convergence Partners and President of the Digital Council Africa.

African companies are already developing solutions adapted to local realities — e-health applications, e-education platforms, inclusive fintech — all supported by resilient, locally rooted infrastructure. This dual movement — infrastructure plus innovation — is the key to a digitalization that does not reproduce neocolonial patterns.

DIGITAL AFRICA IN NUMBERS

Mobile users : 700 million
Internet penetration : 60 percent of mobile users
Mobile transaction volume 2024 : 400 billion USD
Governments with digital service platforms: 30 percent
Startup investment 2020–2025 : 6 billion USD
Active fintech startups : more than 200
Data centers planned or under construction : 25+
Average local cloud adoption: 18 percent
Young people trained in digital skills in 2024 : 1.2 million

IA : l'Afrique accélère le rythme



AI : Africa picks up the pace

TAS 2025 : l'Afrique en marche vers une intelligence artificielle inclusive

Du 12 au 14 novembre 2025, Conakry a accueilli la 7^e édition du Transform Africa Summit (TAS 2025), sous le thème : « IA pour l'Afrique : innover localement, impacter globalement ». Pour la première fois en Afrique de l'Ouest et dans un pays francophone, l'événement a réuni plus de 2 000 participants venus de 40 pays : chefs d'État, ministres, entrepreneurs, investisseurs, chercheurs et startups afin de définir la place de l'Afrique dans la révolution mondiale de l'intelligence artificielle.

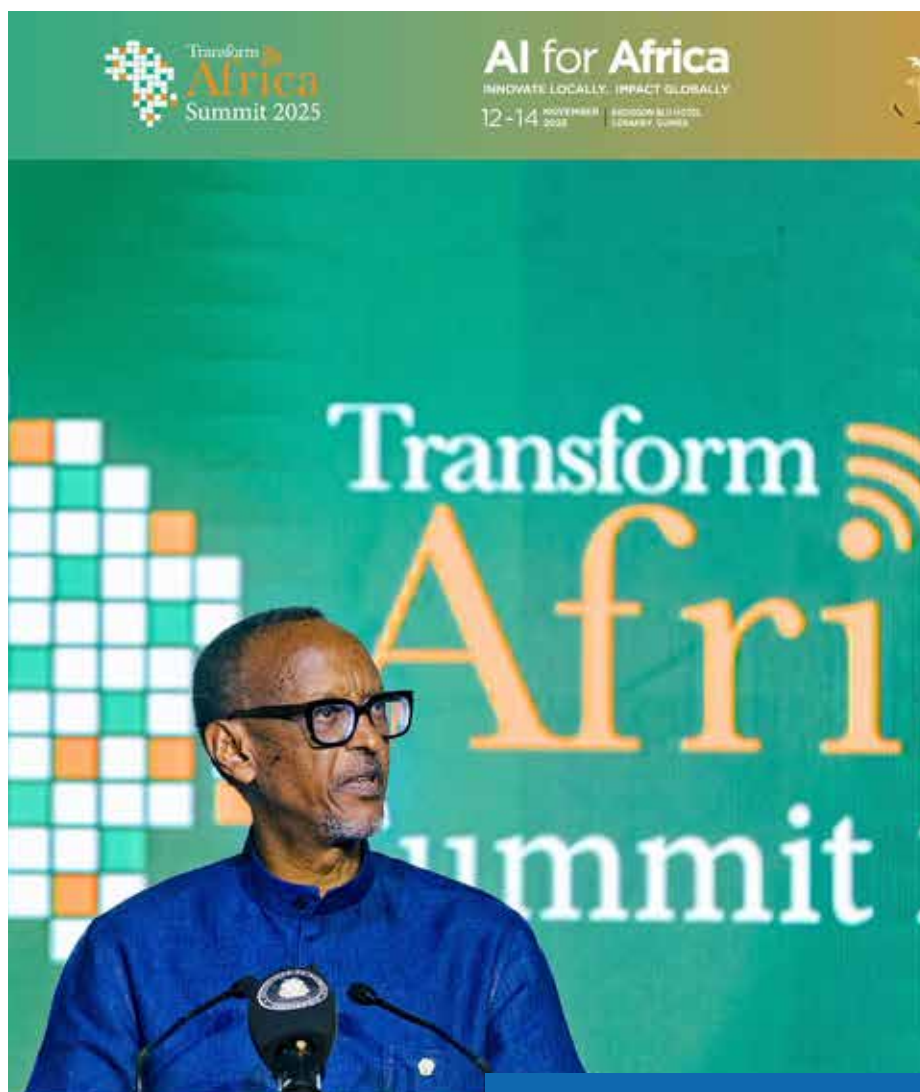
Par Dounia Ben Mohamed, à Conakry



Sous le haut patronage du président guinéen Mamadi Doumbouya et de Paul Kagame, président du Conseil d'administration de Smart Africa, le sommet a été marqué par un fort enthousiasme et une volonté commune de placer le numérique au cœur du développement africain. « Nous sommes honorés d'accueillir cette 7^e édition du Transform Africa Summit, parfaitement alignée avec ma vision d'un développement socio-économique durable et responsable pour les quinze prochaines années », a déclaré le président Doumbouya. Il a ajouté : « Bienvenue sur la terre africaine de Guinée, notre paradis, terre de richesse et d'innovation », réaffirmant sa volonté de faire du numérique un pilier de souveraineté et de croissance pour le pays et le continent.

Paul Kagame a souligné la dimension stratégique de l'intelligence artificielle pour l'Afrique : « Nous devons apprendre à vivre avec l'intelligence artificielle. Ce n'est ni la première ni la dernière vague de progrès technologiques. La science et la technologie sont des moteurs puissants de créativité et de performance – pas des menaces.

Saisissons pleinement les opportunités de notre époque. Nos succès ne se mesureront pas seulement à la vitesse de nos avancées, mais à la pertinence



“

La science et la technologie sont des moteurs puissants de créativité et de performance – pas des menaces. Saisissons pleinement les opportunités de notre époque !

des problèmes que nous choisissons de résoudre. »

L'IA, un catalyseur pour l'Afrique

Pour Lacina Koné, Directeur Général de Smart Africa, TAS 2025 représente un jalon historique dans la concrétisation de la vision panafricaine : « L'IA n'est pas simplement une technologie pour nous ; c'est une flèche africaine qui, lancée avec les bons cadres éthiques et inclusifs, peut percer le chemin de la prospérité numérique pour chaque citoyen. » Il insiste sur le rôle de l'IA comme outil d'égalisation : « Même dans les zones rurales ou parmi les popula-

tions non scolarisées, elle peut permettre à chacun de participer activement au développement économique et social. »

Cette édition du sommet a réaffirmé la nécessité d'une IA multilingue, respectueuse des cultures et adaptée aux réalités locales. Smart Africa travaille à intégrer des langues africaines telles que le wolof, le berbère et l'arabe dans ses modèles de Large Language Models afin d'atteindre des populations jusque-là exclues du numérique.

Cette approche garantit que le développement technologique profite à tous, de la santé à l'éduca-

tion, en passant par l'agriculture et l'inclusion financière.

Dans l'éducation, l'IA offre un suivi personnalisé aux étudiants, même à distance, et facilite l'accès à la connaissance pour des populations éloignées. Dans la santé, des systèmes de diagnostic assistés par IA permettent de détecter rapidement des anomalies et d'orienter les patients vers un suivi médical adapté. Dans l'économie, les plateformes numériques permettent aux entrepreneurs, notamment les femmes rurales, de créer et gérer leurs activités tout en restant connectés au marché global.



Les présidents Doumbouya et Kagame ont ouvert la 7ème édition de TAS @Smart Africa

Former, réguler, investir : les clés du succès africain

La formation est au cœur de la stratégie. Selon Conrad Tucker, de Carnegie Mellon Africa : « Nous ne voulons pas seulement des consommateurs d'IA, mais des créateurs : des ingénieurs capables de concevoir des algorithmes, de gérer les datasets et de bâtir une IA adaptée à l'Afrique. » La régulation, de son côté, vise à protéger les données et garantir un usage éthique de la technologie, tandis que l'investissement permettra aux innovations africaines de se déployer à l'échelle mondiale.

La Guinée a montré la voie en matière de stratégie nationale pour l'IA. Rose Pola Pricemou, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, a souligné que « le numérique doit porter chaque secteur : énergie, éducation, industrie, santé ». Le pays a investi dans la formation de 1 500 femmes, la création de technopoles, le raccordement au câble sous-marin et l'interconnexion de plus de 500 écoles. Le lancement de TÉLÉmo, la plateforme nationale des marchés publics développée avec le Rwanda, illustre également la coopération continentale et la capacité de l'Afrique à produire des solutions concrètes.



Moment fort de la cérémonie : l'enfant du pays, Black M a galvanisé l'assistance avec une performance symbolisant le panafricanisme et l'unité africaine @Smart Africa

Smart Africa : d'une plateforme de concertation à une institution opérationnelle

Depuis sa création en 2013 et son opérationnalisation en 2016, Smart Africa regroupe 42 États membres et représente plus de 2,2 milliards de personnes. L'organisation coordonne plus de 18 projets continents sur les technologies émergentes, allant des infrastructures numériques à la cybersécurité, en passant par l'éducation et le renforcement des capacités. Comme le rappelle Lacina Koné : « Nous avons trans-

formé Smart Africa d'une plateforme de concertation en une institution opérationnelle. Notre mission est claire : faire du numérique africain une réussite collective et durable. »

L'Alliance développe des projets structurants tels que One Africa Network, Smart Broadband 2025 et la Smart Africa Digital Academy. Elle encourage également l'inclusion et l'autonomisation des jeunes et des femmes à travers des programmes comme YouthConnekt Africa, visant à mobiliser la jeunesse dans l'innovation et l'entrepreneuriat numérique.

Vers une souveraineté numérique africaine

Le sommet a insisté sur la souveraineté technologique : il ne s'agit pas seulement d'utiliser l'IA, mais de la produire localement, de créer des datasets africains, de former des talents et d'héberger les données sur le continent. « Nous devons préserver nos langues, nos valeurs, notre culture », a insisté Lacina Koné. Cette approche vise à renforcer la convergence africaine, à éviter la fragmentation et à garantir que les technologies émergentes profitent au continent dans son ensemble.

Le futur de l'IA africaine se construit dès aujourd'hui...

L'édition 2025 du Transform Africa Summit a été plus qu'un sommet : elle a été la démonstration que l'Afrique peut produire sa propre intelligence artificielle, adaptée à ses besoins et à ses valeurs. La Guinée, avec Conakry comme moteur, illustre la volonté du continent de transformer les talents, les infrastructures et les initiatives locales en une IA inclusive et souveraine. L'Afrique numérique est en marche, et cette édition a montré que le futur de l'IA africaine se construit dès aujourd'hui.

Smart Africa crée le conseil africain



Smart Africa franchit une étape majeure dans la transformation numérique du continent en lançant le premier Conseil Africain de l'IA.

Smart Africa marque un tournant décisif pour l'avenir numérique de l'Afrique en lançant officiellement le Conseil Africain de l'Intelligence Artificielle.

Présidé par Paul Kagamé, le Conseil rassemble 42 Chefs d'État africains, des représentants de l'Union Africaine et de l'Union internationale des télécommunications, ainsi que des leaders du secteur privé et des experts indépendants. Sa mission : proposer des recommandations stratégiques et opérationnelles pour un usage responsable et inclusif de l'IA, renforcer la souveraineté numérique et stimuler l'innovation au service des populations africaines.

Lacina Koné, CEO de Smart Africa, souligne : « Avec ce Conseil, l'Afrique devient créatrice de technologies, pas seulement consommatrice. » La sélection des membres a couvert six domaines clés —

infrastructures, données, marchés, talents, investissements et gouvernance — assurant diversité, expertise et représentativité continentale.

Ce Conseil pose les bases d'une Afrique leader de l'IA et moteur d'une croissance numérique durable.

Le Conseil Africain de l'IA réunit Paul Kagamé (Président du Rwanda et Président du Conseil d'Administration de Smart Africa), Paula Ingabire (Ministre des TIC et de l'Innovation, Rwanda), Cina Lawson (Ministre de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale, Togo), Dr. Bosun Tijani (Ministre des Communications, de l'Innovation et de l'Économie Numérique, Nigeria), Lacina Koné (CEO, Smart Africa), Karim Beguir (Fondateur et CEO, InstaDeep), Yasser Shaker (CEO, Orange Moyen-Orient et Afrique), Akua Gyekye (Directrice Senior, Microsoft), Alex Okosi (Directeur Général Afrique subsaharienne, Google) et Prof. Vukosi Marivate (Directeur Data Science, Université de Pretoria / Co-fondateur Lelapa AI).

TAS 2025 : Africa on the Move Toward Inclusive Artificial Intelligence

From November 12 to 14, 2025, Conakry hosted the 7th edition of the Transform Africa Summit (TAS 2025), under the theme: “AI for Africa: Innovate Locally, Impact Globally.” For the first time in West Africa and in a Francophone country, the event brought together more than 2,000 participants from 40 countries—heads of state, ministers, entrepreneurs, investors, researchers, and startups—to define Africa’s role in the global artificial intelligence revolution.

By Dounia Ben Mohamed, in Conakry



Under the high patronage of Guinean President Mamadi Doumbouya and Paul Kagame, Chairperson of Smart Africa, the summit was marked by great enthusiasm and a shared commitment to place digital technology at the heart of Africa's development. "We are honored to host this 7th edition of the Transform Africa Summit, perfectly aligned with my vision for sustainable and responsible socio-economic development over the next fifteen years," declared President Doumbouya. He added: "Welcome to the African land of Guinea, our paradise, a land of wealth and innovation," reaffirming his commitment to make digital technology a pillar of sovereignty and growth for the country and the continent.

Paul Kagame emphasized the strategic dimension of artificial intelligence for Africa: "We must learn to live with artificial intelligence. This is neither the first nor the last wave of technological progress. Science and technology are powerful engines of creativity and performance—not threats.

Let us fully seize the opportunities of our time. Our success will not only be measured by the speed of our advances but by the relevance of the problems we choose to solve."



AI, a catalyst for Africa

For Lacina Koné, Director General of Smart Africa, TAS 2025 marked a historic milestone in realizing the Pan-African vision: "AI is not just a technology for us; it is an African arrow which, launched with the right ethical and inclusive frameworks, can pierce the path to digital prosperity for every citizen." He emphasized the role of AI as an equalizer: "Even in rural areas or among uneducated populations, it can allow everyone to actively participate in economic and social development."

This edition of the summit reaffirmed the need for multilingual AI, respectful of cultures and adapted to local realities. Smart Africa is working to integrate African languages such as Wolof, Berber, and Arabic into its Large Language Model frameworks to reach populations previously excluded from the digital world. This approach ensures that technological development benefits all sectors, from health to education, agriculture, and financial inclusion.

In education, AI provides personalized support to students, even remotely, and facilitates access to

knowledge for populations far from schools. In health, AI-assisted diagnostic systems can quickly detect anomalies and direct patients to appropriate medical follow-up. In the economy, digital platforms allow entrepreneurs—particularly rural women—to create and manage their businesses while staying connected to the global market.

Train, Regulate, Invest: Keys to African Success

Training is at the heart of the strategy. According to



AI for Africa

INNOVATE LOCALLY. IMPACT GLOBALLY.

12-14 NOVEMBER 2025 | RADDISON BLU HOTEL
CONAKRY, GUINEA



Les présidents Doumbouya et Kagame ont ouvert la 7ème édition de TAS @Smart Africa

Conrad Tucker from Carnegie Mellon Africa: “We don’t want just consumers of AI, but creators: engineers capable of designing algorithms, managing datasets, and building AI adapted to Africa.” Regulation, on the other hand, aims to protect data and ensure ethical use of technology, while investment enables African innovations to scale globally.

Guinea has shown the way with its national AI strategy. Rose Pola Pricemou, Minister of Posts, Telecommunications, and Digital Economy, emphasized: “Digital technology must support every sector: energy, education, industry, health.” The country has invested in training 1,500 women, establishing tech hubs, connecting to the submarine cable, and interconnecting more than 500 schools. The launch of Télémô, the national public procurement platform developed with Rwanda, also illustrates continental cooperation and Africa’s ability to produce concrete solutions.



High point of the ceremony: local boy Black M galvanised the audience with a performance symbolising pan-Africanism and African unity @Smart Africa

Smart Africa: From Consultation Platform to Operational Institution

Since its creation in 2013 and operationalization in 2016, Smart Africa brings together 42 member states representing over 2.2 billion people. The organiza-

tion coordinates more than 18 continental projects on emerging technologies, ranging from digital infrastructure to cybersecurity, education, and capacity building. As Lacina Koné notes: “We have transformed Smart Africa from a consultation platform into an operational institution. Our mission is clear: to make African digital deve-

lopment a collective and sustainable success.”

The Alliance develops flagship projects such as One Africa Network, Smart Broadband 2025, and the Smart Africa Digital Academy. It also promotes youth and women’s inclusion and empowerment through programs like Youth-Connex Africa, mobilizing

young people in digital innovation and entrepreneurship.

Toward African Digital Sovereignty

The summit emphasized technological sovereignty: it is not only about using AI but producing it locally, creating African datasets, training talent, and hosting data on the continent. “We must preserve our languages, our values, our culture,” stressed Lacina Koné. This approach aims to strengthen African convergence, avoid fragmentation, and ensure emerging technologies benefit the continent as a whole.

The Future of African AI Is Being Built Today

The 2025 edition of the Transform Africa Summit was more than a summit: it demonstrated that Africa can produce its own artificial intelligence, tailored to its needs and values. Guinea, with Conakry as a driving force, illustrates the continent’s commitment to transforming talent, infrastructure, and local initiatives into inclusive and sovereign AI.

Africa’s digital transformation is underway, and this edition showed that the future of African AI is being built today.

Smart Africa launches African council



Smart Africa marks a decisive milestone for Africa’s digital future with the official launch of the African Artificial Intelligence Council.

Chaired by Paul Kagame, the Council brings together 42 African Heads of State, representatives from the African Union and the International Telecommunication Union, as well as private sector leaders and independent experts.

Its mission: to provide strategic and operational guidance for responsible, inclusive AI use, strengthen digital sovereignty, and drive innovation that benefits African populations.

Lacina Koné, CEO of Smart Africa, emphasized: “With this Council, Africa becomes a creator of technology, not just a consumer.” Member selection covered six key areas—infrastructure, data, markets, talent, investment, and governance—ensuring diversity,

expertise, and continental representation.

The Council lays the foundation for Africa to lead in AI and drive sustainable digital growth.

The African AI Council brings together Paul Kagame (President of Rwanda and Chair of the Smart Africa Board), Paula Ingabire (Minister of ICT and Innovation, Rwanda), Cina Lawson (Minister of Digital Economy and Digital Transformation, Togo), Dr. Bosun Tijani (Minister of Communications, Innovation and Digital Economy, Nigeria), Lacina Koné (CEO, Smart Africa), Karim Beguir (Founder & CEO, InstaDeep), Yasser Shaker (CEO, Orange Middle East & Africa), Akua Gyekye (Senior Director, Microsoft), Alex Okosi (Managing Director Sub-Saharan Africa, Google), and Prof. Vukosi Marivate (Director of Data Science, University of Pretoria / Co-founder Lelapa AI).

Jean-Baptiste Millogo : « Le numérique peut transformer nos sociétés »

Jean-Baptiste Millogo, Directeur en charge des technologies et du développement de l'Internet à l'ONG Internet Society, explique le rôle de son organisation dans la promotion d'un Internet accessible à tous et le développement de l'intelligence artificielle sur le continent africain.



Pouvez-vous nous présenter l'Internet Society et expliquer ses missions principales ?

Internet Society est une ONG vieille de plus de 30 ans, fondée par l'un des pionniers de l'Internet. Son objectif est simple : apporter l'Internet à tout le monde. Pour cela, nous intervenons sur plusieurs fronts : l'infrastructure, les politiques publiques et le renforcement des capacités.

Nous formons les futurs champions qui continueront de développer cette technologie dans le futur.

Cette édition du sommet porte sur l'intelligence artificielle (IA). Qu'est-ce que cela vous inspire et pourquoi faut-il développer une IA africaine ?

Pour nous qui travaillons dans le secteur de l'Inter-

net, l'IA est une technologie qui peut apporter une valeur ajoutée à la vie des gens. Elle peut générer des solutions nouvelles dans de nombreux domaines : l'agriculture, l'éducation, la culture... Développer l'IA en Afrique nous permet d'améliorer nos vies, de progresser différemment et de protéger la planète plus efficacement.

Concrètement, comment votre organisation accompagne-t-elle les États et institutions dans l'adoption de l'IA ?

L'adoption de l'IA passe par plusieurs volets. Nous faisons de la sensibilisation et contribuons à la mise en place de cadres juridiques et réglementaires adaptés pour encadrer l'usage de cette technologie.

Nous facilitons également la mise en réseau d'experts

et l'adaptation de solutions existantes à nos contextes africains. L'objectif est d'accompagner le développement tout en s'appuyant sur les expériences déjà existantes ailleurs.

Dans le cadre du renforcement des capacités, nous mettons à disposition des contenus pédagogiques sur des plateformes numériques. Avec l'IA, on peut suivre la diffusion de ces contenus, le nombre de personnes qui les utilisent, et produire un tableau de bord rapide sur l'état de l'enseignement ou de la formation dans un pays.

Même dans le domaine de la santé, l'IA permet des analyses poussées et l'identification de solutions adaptées à des problématiques complexes.

Jean-Baptiste Millogo : « Digital technology can transform our societies »

On the occasion of the Transform Africa Summit 2025, Jean-Baptiste Millogo, Director of Internet Technology and Development at the NGO Internet Society, explains the role of his organization in promoting an Internet accessible to all and in fostering the development of artificial intelligence across the African continent.



Can you introduce the Internet Society and explain its main missions?

Internet Society is an NGO over 30 years old, founded by one of the pioneers of the Internet. Its goal is simple: to bring the Internet to everyone. To achieve this, we work on several fronts: infrastructure, public policy, and capacity building. We train future champions who will continue to develop this technology in the years to come.

This edition of the summit focuses on artificial intelligence (AI). What does this inspire in you, and why is it important to develop African AI ?

For us working in the Internet sector, AI is a technology that can add value to people's lives. It can generate new solutions in many areas: agriculture, education, culture... Developing AI in Africa allows us to improve our lives, progress differently, and protect the planet more efficiently.

Specifically, how does your organization support governments and institutions in adopting AI ?

Adopting AI involves several aspects. We raise awareness and contribute to the development of legal and regulatory frameworks to guide the use of this technology. We also facilitate the networking of experts and the adaptation of existing solutions to our African contexts. The goal is to support development while leveraging experiences already in place elsewhere.

As part of capacity building, we provide educational content on digital platforms. With AI, it is possible to track the distribution of these contents, the number of people using them, and produce a quick dashboard on the state of education or training in a country. Even in the health sector, AI enables advanced analyses and the identification of solutions adapted to complex challenges.

Conrad Tucker, CMU-Africa : « Former des innovateurs africains est essentiel »

Depuis plus d'une décennie, Carnegie Mellon University Africa (CMU-Africa) à Kigali forme les futurs leaders de l'intelligence artificielle et des technologies de l'information sur le continent. Avec des étudiants venus de plus de 25 pays africains, l'institution panafricaine offre une expertise unique pour développer une IA adaptée aux besoins, langues et réalités africaines. Interview de Conrad Tucker, Directeur de CMU-Africa.



Pouvez-vous nous présenter CMU-Africa et sa mission sur le continent ?

CMU-Africa fonctionne depuis plus d'une décennie et se positionne comme une université pan-africaine. Nous accueillons des étudiants de plus de 25 pays africains, francophones, anglophones et lusophones, offrant ainsi une diversité culturelle et linguistique unique.

Nos programmes se concentrent exclusivement sur les cycles de master : informatique (ICT), ingénierie électrique et, plus récemment, intelligence artificielle.

Que signifie pour vous l'intelligence artificielle africaine ? Qu'est ce que cela vous inspire ?

Il s'agit de créer de la valeur à travers l'IA pour résoudre les défis spécifiques à l'Afrique. Dans l'éducation, par exemple, l'IA permet aux étudiants éloignés

@CMU



de leurs écoles d'obtenir un retour personnalisé via des agents intelligents qui adaptent les contenus à leurs besoins. Cela accélère l'apprentissage et démocratise l'accès à la connaissance. Dans le domaine de la santé, l'IA peut servir de système de triage avancé, identifiant les anomalies potentielles chez un patient pour les transmettre à un médecin pour diagnostic.

L'objectif est de rendre ces outils accessibles et utiles à tous, dans tous les secteurs clés, de l'agriculture à l'inclusion financière.

Comment CMU-Africa contribue-t-elle à l'avènement de cette IA africaine ?

Développer une IA africaine nécessite une compréhension profonde des algorithmes, de l'infrastructure, des données et des processus. À CMU-Africa, nous formons les étudiants pour qu'ils maîtrisent tous ces

aspects et puissent contribuer activement à l'écosystème global de l'IA. Nous voulons qu'ils dépassent le stade de consommateurs et deviennent des innovateurs capables de créer des solutions adaptées aux réalités africaines.

Quels défis voyez-vous pour le développement de l'IA en Afrique ?

L'un des principaux défis est l'accès aux talents et aux infrastructures adéquates. Il faut également constituer des datasets africains fiables, développer des normes éthiques et assurer la préservation des langues et cultures locales. L'inclusion est essentielle : chaque citoyen, y compris ceux vivant dans des zones rurales ou non scolarisés, doit pouvoir bénéficier de l'IA.

Comment CMU-Africa contribue-t-elle concrètement à relever ces défis ?

Nous proposons des programmes de formation intensifs et techniques, adaptés aux besoins du continent, et nous collaborons avec des institutions publiques et privées pour créer un écosystème durable. Nos étudiants sont ainsi équipés pour développer des solutions innovantes et inclusives, capables d'impacter positivement les économies et sociétés africaines.

Quel impact espérez-vous sur l'avenir de l'IA africaine ?

Nous voulons que l'Afrique devienne un acteur clé de l'intelligence artificielle mondiale, avec des solutions créées localement et exportables globalement. L'éducation, l'innovation et l'inclusion sont les piliers de cette vision.

Conrad Tucker, CMU-Africa : « Training African innovators is essential »

For more than a decade, Carnegie Mellon University Africa (CMU-Africa) in Kigali has been training the future leaders of artificial intelligence and information technology on the continent. With students from over 25 African countries, the pan-African institution offers unique expertise to develop AI tailored to African needs, languages, and realities. Interview with Conrad Tucker, Director of CMU-Africa.



@CMU

Can you introduce CMU-Africa and its mission on the continent ?

CMU-Africa has been operating for more than a decade and positions itself as a pan-African university. We welcome students from over 25 African countries, including Francophone, Anglophone, and Lusophone nations, offering a unique cultural and linguistic diversity. Our programs focus exclusively on master's degrees: information and communication technology (ICT), electrical engineering, and more recently, artificial intelligence.

What does African artificial intelligence mean to you? What does it inspire in you ?

It is about creating value through AI to address challenges specific to Africa. In education, for example, AI allows students far from their schools to receive personalized feedback through intelligent agents



that adapt content to their needs. This accelerates learning and democratizes access to knowledge.

In the health sector, AI can serve as an advanced triage system, identifying potential anomalies in a patient and forwarding them to a doctor for diagnosis. The goal is to make these tools accessible and useful to everyone across key sectors, from agriculture to financial inclusion.

How does CMU-Africa contribute to the emergence of this African AI ?

Developing African AI requires a deep understanding of algorithms, infrastructure, data, and processes. At CMU-Africa, we train students to master all these aspects and actively contribute to the global AI ecosystem. We

want them to move beyond being consumers and become innovators capable of creating solutions adapted to African realities.

What challenges do you see for the development of AI in Africa ?

One of the main challenges is access to talent and adequate infrastructure. It is also necessary to build reliable African datasets, develop ethical standards, and ensure the preservation of local languages and cultures. Inclusion is essential: every citizen, including those living in rural or non-schooled areas, must be able to benefit from AI.

How does CMU-Africa concretely help address these challenges ?

We offer intensive and technical training programs

tailored to the continent's needs, and we collaborate with public and private institutions to create a sustainable ecosystem. Our students are thus equipped to develop innovative and inclusive solutions capable of positively impacting African economies and societies.

What impact do you hope to have on the future of African AI ?

We want Africa to become a key player in global artificial intelligence, with solutions created locally and exportable globally. Education, innovation, and inclusion are the pillars of this vision.

Rose Pola Pricemou : « L'intelligence artificielle et le numérique vont transformer l'écosystème guinéen »



La Guinée a longtemps misé sur ses mines pour bâtir sa richesse. Aujourd'hui, elle parie sur le numérique pour dessiner son avenir. Rose Pola Pricemou, Ministre des Postes, des Télécoms et de l'Économie numérique, explique comment le pays transforme son potentiel minier en un véritable écosystème digital, en développant les compétences locales, en soutenant les start-up et en préparant l'émergence d'une intelligence artificielle africaine adaptée aux réalités du continent.

Madame la Ministre, quel rôle le numérique joue-t-il dans le programme de transformation socio-économique de la Guinée, notamment autour du projet minier Simandou ?

Le programme Simandou 2040 a été conçu pour transformer notre écosystème socio-économique dont l'axe 3 porte sur la technologie. Le numérique, en tant qu'élément transversal, pourra soutenir chaque secteur, que ce soit l'énergie, les infrastructures, l'industrie, l'éducation ou la culture.

A ce titre, Transform Africa Summit a servi de vitrine à ce programme. Quels résultats concrets attendez-vous de ce sommet et de la coopération internationale ?

Abriter un tel sommet est pour nous une fierté : il re-

connaît les efforts de la Guinée et sa position sur l'échiquier international. Accueillir chercheurs, présidents d'institutions et chefs d'État est à la fois magique et un moment de réjouissance : c'est l'occasion de mettre l'accélérateur et de montrer que nous pouvons avancer rapidement avec nos partenaires.

Nous avons présenté des projets, et plusieurs investisseurs se sont montrés intéressés. La Guinée seule ne pourra pas tout réaliser ; nous avons besoin des partenaires pour accompagner ce changement et montrer que notre trajectoire mène vers une destination prometteuse.

Quel est l'état actuel de l'écosystème numérique guinéen ?

L'écosystème existe déjà, avec des start-up qui ont un réel impact social et

des initiatives d'intégration régionale et de backbone numérique. Aujourd'hui, notre ambition est encore plus grande : augmenter la contribution du numérique au PIB et développer les compétences locales.

Vous avez parlé du soutien aux start-up. Quelles types d'initiative sont mises en place ?

Nous voulons former l'écosystème des start-up. Lors du Grand Prix, nous avons reçu plus de 300 candidatures. Parmi elles, 10 lauréats seront financièrement et techniquement accompagnés. L'an dernier, 4 lauréats ont été primés au niveau international, au Sommet Mondial de la Société de l'Information à Genève. D'autres ont été récompensés au concours mondial de Huawei. Ces succès montrent que nous créons de la valeur et que le monde reconnaît notre tra-

vail.

La Guinée a lancé plusieurs chantiers en parallèle pour atteindre ces ambitions. Des réalisations ont déjà été faites, en termes d'accessibilité notamment...

Nous investissons dans les backbones, les centres numériques d'apprentissage et dans la réforme du système éducatif à tous les niveaux. Même les enfants à la maternelle sont initiés à l'informatique. Pour ceux qui n'ont pas accès à l'école, nous offrons des formations en numérique, en mettant l'accent sur la création de contenus dans nos langues et nos cultures. Par exemple, lors du programme national R-Cun, nous avons formé 300 femmes à l'usage du numérique : elles ont ap-

pris à gérer leur emballage, à commander et vendre en ligne tout en restant chez elles, créant ainsi une économie de valeur locale. Cette année, nous visons 1 500 femmes, en collaboration avec les centres d'autonomisation.

Nous montrons notre ambition à travers un cadre légal et institutionnel solide, incluant la protection des données et des lois qui régissent l'écosystème. Nous mettons en place des incitations fiscales et des technopoles, comme le projet de Symphonia sur 20 hectares, pour créer un environnement favorable aux investissements. Nous révisons aussi le code des investissements avec un accent sur le numérique et la

Startup Act, afin de rendre notre pays attractif.

Enfin, que signifie pour vous une IA africaine et comment la Guinée s'y prépare-t-elle ?

Une IA africaine, c'est créer des solutions adaptées à nos besoins, avec la recherche locale qui se conforme aux standards internationaux. Nous développons déjà de l'IA en Guinée, dans l'administration publique et au sein de la Cité des sciences. Cela permet de créer des talents qui renforceront le dispositif de l'IA guinéenne et africaine. Nous sommes prêts et déterminés à poursuivre cette ambition.



Rose Pola Pricemou : “ Artificial Intelligence and digital technologies will transform Guinea’s ecosystem ”



Guinea has long relied on its mining sector to build its wealth. Today, the country is betting on digital technology to shape its future. Rose Pola Pricemou, Minister of Posts, Telecommunications, and the Digital Economy, explains how Guinea is transforming its mining potential into a genuine digital ecosystem by developing local skills, supporting startups, and preparing the emergence of African artificial intelligence adapted to the continent’s realities.

Madam Minister, what role does digital technology play in Guinea’s socio-economic transformation program, particularly regarding the Simandou mining project ?

“The Simandou 2040 program was designed to transform our socio-economic ecosystem, with Axis 3 focusing on technology. Digital technology, as a cross-cutting element, can support every sector, whether energy, infrastructure, industry, education, or culture.”

In this regard, the Transform Africa Summit served as a showcase for this program. What concrete results do you expect from this summit and international cooperation ?

“Hosting such a summit is a source of pride for us: it recognizes Guinea’s efforts and its position on the inter-

national stage. Welcoming researchers, heads of institutions, and heads of state is both magical and celebratory: it is an opportunity to accelerate progress and demonstrate that we can move quickly with our partners.

We presented projects, and several investors expressed interest. Guinea alone cannot achieve everything; we need partners to support this change and show that our trajectory leads to a promising destination.”

What is the current state of Guinea’s digital ecosystem ?

“The ecosystem already exists, with startups having a real social impact and initiatives for regional integration and digital backbone development. Today, our ambition is even greater: to increase the contribution of digital technology to GDP

and develop local skills.”

You mentioned support for startups. What kinds of initiatives are being implemented ?

“We want to nurture the startup ecosystem. During the Grand Prix, we received over 300 applications. Among them, 10 winners will receive financial and technical support. Last year, 4 winners were recognized internationally at the World Summit on the Information Society in Geneva. Others were awarded in Huawei’s global competition. These successes show that we are creating value and that the world recognizes our work.”

Guinea has launched several parallel projects to achieve these ambitions. Some achievements have already been made, particularly in terms of accessibility...

"We are investing in backbones, digital learning centers, and reforming the education system at all levels. Even children in kindergarten are introduced to computing. For those without access to school, we offer digital training, focusing on content creation in our languages and cultures. For example, through the national R-Cun program, we trained 300 women in digital skills: they learned to manage packaging, order, and sell online from home, thus creating local economic value. This year, we aim to reach 1,500 women

in collaboration with empowerment centers.

We demonstrate our ambition through a solid legal and institutional framework, including data protection and laws governing the ecosystem. We are implementing fiscal incentives and tech hubs, such as the 20-hectare Symphonia project, to create an investment-friendly environment. We are also revising the investment code with a focus on digital technology and the Startup Act to make our country more attractive."

Finally, what does African AI mean to you, and how is Guinea preparing for it ?

"African AI means creating solutions adapted to our needs, with local research complying with international standards. We are already developing AI in Guinea, within public administration and at the City of Sciences. This allows us to create talent that will strengthen Guinea's and Africa's AI ecosystem. We are ready and determined to pursue this ambition."



Guinée : de l'exploitation minière à la souveraineté numérique

Longtemps dépendante de ses ressources minières, la Guinée mise aujourd'hui sur le numérique pour transformer son économie et renforcer sa souveraineté. Le Transform Africa Summit 2025 à Conakry a été l'occasion de dévoiler le Pilier 3 du programme Simandou 2040, symbole de cette ambition.

Hier encore, la Guinée comptait sur ses minerais pour générer sa richesse. Aujourd'hui, elle investit dans ses talents, ses idées et ses infrastructures digitales pour bâtir son futur. « Autour du projet minier Simandou 2040, nous avons bâti un programme de transformation socio-économique. Aujourd'hui, l'axe 3 porte sur la technologie », explique Rose Pola Price-mou, Ministre des Postes, des Télécoms et de l'Économie numérique.



Des infrastructures solides pour soutenir la transformation

La Guinée a déployé un réseau numérique ambitieux : 12 000 km de fibre optique à travers le pays, un Data Center national Tier III pour garantir l'indépendance technologique, et plus de 500 écoles déjà connectées grâce au projet GIGA mené avec l'UIT et l'UNICEF. Un second câble sous-marin est en cours de raccordement avec le soutien de la Banque mondiale, tandis que des interconnexions ré-

gionales sont déjà actives avec le Mali, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire, avec des discussions avancées pour le Sénégal, le Libéria et la Guinée-Bissau. Chaque capitale régionale se dote de hubs numériques, véritables pôles d'innovation et de formation pour la jeunesse, tandis qu'un Technopôle national de 20 hectares à Symphonia accueillera start-up et investisseurs internationaux.

« Élaborer un programme, c'est 5 %; l'exécution, c'est 95 %. La Guinée s'est dotée

d'une Delivery unit pour lever les blocages et garantir les résultats », rappelle Maimouna Diakhaby, conseillère du président sur Simandou 2040.

Capital humain et inclusion numérique

Le numérique devient un levier transversal, soutenant l'éducation, l'industrie, la culture et l'énergie. La Guinée investit massivement dans le capital humain. Le programme R-CUN illustre cette priorité : plus de 300 femmes ont déjà été for-



mées aux outils numériques pour développer leur activité depuis leur domicile, avec un objectif ambitieux de 1 500 participantes cette année, surtout dans les zones rurales. « Ces femmes repartent avec des projets concrets et créent une économie de valeur depuis chez elles », souligne Rose Pola Pricemou.

Les start-up guinéennes bénéficient d'un accompagnement technique et financier : plus de 300 candidatures ont été reçues pour le Grand Prix Suède cette année, dont 10 lauréats seront soutenus. L'année dernière, quatre start-up locales ont été primées au Sommet mondial de la Société de l'information à Genève, preuve d'un potentiel reconnu à l'international.

Pilier 3 du Simandou 2040 : numérique et souveraineté

Le Pilier 3 comprend 12 projets pour un investissement

total de 3,4 milliards de dollars, combinant digitalisation, infrastructures et industrialisation. L'objectif est de créer une économie numérique robuste capable de soutenir les entreprises locales, d'améliorer l'accès à la connectivité et de développer une intelligence artificielle africaine, adaptée aux standards internationaux et nourrie par des données locales. « La constitution, si vous voulez la lire dans n'importe quelle langue, c'est à travers l'IA », précise la ministre.

La Guinée s'est dotée d'un cadre institutionnel moderne, avec la création d'agences dédiées à la digitalisation, à la cybersécurité et à l'inclusion numérique, ainsi que des incitations fiscales pour attirer les investisseurs. La coopération avec le Rwanda illustre la volonté du pays de produire des solutions africaines aux défis africains.

Aujourd'hui, plus de 200 services publics sont digitalisés, le taux de pénétration mobile atteint 102 %, et la part du numérique dans le PIB devrait passer de 4 % à 14-20 % d'ici 2040. Ces résultats témoignent de l'ampleur de la transformation et de l'engagement du pays pour que le numérique devienne un moteur de croissance inclusive.

Une vision pour l'Afrique

Selon Thierno Habib Hann, CEO de Shelter Afrique, « le numérique est un facilitateur du développement. Il ne s'agit pas seulement de mines ou d'infrastructures, mais de construire des villes intelligentes et une économie inclusive ». La Guinée montre qu'un pays riche en ressources naturelles peut réussir sa diversification économique en investissant simultanément dans l'infrastructure, le capital humain et la technologie. L'inclusion des femmes, la formation de la jeunesse, l'accompagnement des start-up et le renforcement des infrastructures digitales sont les piliers d'une transformation durable.

La Guinée affirme ainsi son rôle de hub régional de connectivité et d'innovation, illustrant comment l'Afrique peut construire son propre futur numérique, fondé sur l'inclusion, l'innovation et la souveraineté technologique.

Guinea : from mining to digital sovereignty

Long dependent on its mineral resources, Guinea is now betting on digital technology to transform its economy and strengthen its sovereignty. The 2025 Transform Africa Summit in Conakry provided the occasion to unveil Pillar 3 of the Simandou 2040 program, a symbol of this ambition.

Until recently, Guinea relied on its minerals to generate wealth. Today, it invests in its talents, ideas, and digital infrastructure to build its future. Around the Simandou 2040 mining project, “we have built a socio-economic transformation program. Today, Axis 3 focuses on technology,” explains Rose Pola Pricemou, Minister of Posts, Telecommunications, and the Digital Economy.

Strong Infrastructure to Support Transformation

Guinea has deployed an ambitious digital network: 12,000 km of fiber optic across the country, a national Tier III Data Center to ensure technological independence, and over 500 schools already connected through the GIGA project led with ITU and UNICEF. A second submarine cable is being connected with support from the World Bank, while regional interconnections are already operational with Mali, Sierra Leone, and Côte d’Ivoire, and advanced discussions are ongoing with Senegal, Liberia, and Guinea-Bissau. Each



regional capital is equipped with digital hubs, real innovation and training centers for Guinean youth, while a 20-hectare national Technopole in Symphonia will host start-ups and international investors.

“Developing a program is 5%; execution is 95%. Guinea has set up a Delivery Unit to remove bottlenecks and ensure results,” recalls Maimouna Diakhaby, presidential advisor on Simandou 2040.

Human Capital and Digital Inclusion

Digital technology is becoming a cross-cutting lever, supporting education, industry, culture, and energy. Guinea invests heavily in human capital. The R-CUN program illustrates this priority: more than 300 women have already been trained in digital tools to develop their business from home, with an ambitious target of 1,500 participants this year, especially in rural



areas. "These women leave with concrete projects and create a value-driven economy from their homes," emphasizes Rose Pola Pricemou.

Guinean start-ups also benefit from technical and financial support: over 300 applications were received for the Sweden Grand Prix this year, with 10 winners to be supported. Last year, four local start-ups were awarded at the World Summit on the Information Society in Geneva, demonstrating their internationally recognized potential.

Pillar 3 of Simandou 2040: Digital Technology and Sovereignty

Pillar 3 includes 12 projects with a total investment of 3.4 billion dollars, com-

binning digitalization, infrastructure, and industrialization. The goal is to create a robust digital economy capable of supporting local businesses, improving connectivity, and developing African artificial intelligence adapted to international standards and fueled by local data. "The constitution, if you want to read it in any language, is through AI," notes the minister.

Guinea has established a modern institutional framework, creating agencies dedicated to digitalization, cybersecurity, and digital inclusion, along with fiscal incentives to attract investors. Cooperation with Rwanda demonstrates the country's commitment to producing African solutions to African challenges.

Key Figures and Outlook

Today, more than 200 public services are digitalized, mobile penetration reaches 102%, and the digital sector's share of GDP is expected to grow from 4% to 14-20% by 2040. These results illustrate the scale of the transformation and the country's commitment to making digital technology a driver of inclusive growth.

A Vision for Africa

According to Thierno Habib Hann, CEO of Shelter Afrique, "Digital technology is a facilitator of development. It's not just about mines or infrastructure, but about building smart cities and an inclusive economy." Guinea demonstrates that a country rich in natural resources can successfully diversify its economy by investing simultaneously in infrastructure, human capital, and technology. Inclusion of women, youth training, start-up support, and strengthened digital infrastructure are the pillars of sustainable transformation.

Guinea thus asserts itself as a regional hub for connectivity and innovation, illustrating how Africa can shape its own digital future, built on inclusion, innovation, and technological sovereignty.

Zoom sur 5 start-ups africaines qui transforment leurs écosystèmes

Innover localement pour impacter globalement, c'était le thème central de la 7^e édition du Transform Africa Summit. ANA est allée à la rencontre de cinq startups africaines pour comprendre comment elles combinent innovation locale et rayonnement international.



Club Scientifique de Guinée

Cette initiative se concentre sur l'innovation éducative et pratique, en transformant les connaissances scientifiques des enfants en solutions concrètes pour l'agriculture intelligente, la domotique et la gestion de l'environnement. Ces solutions sont mises à disposition de la population, générant un impact à la fois local et global.

NeoLedge – Tunisie

NeoLedge développe des solutions numériques pour le secteur public en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en adaptant des technologies avancées aux besoins locaux. L'entreprise travaille sur l'automatisation, la gestion documentaire et la transformation digitale des administrations, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité et l'accessibilité des services publics.



IDA LINK – Sénégal

IDA LINK adapte des technologies existantes au contexte sénégalais, notamment à travers l'intelligence artificielle appliquée à la gestion des données et de la sécurité. La startup croise des informations locales et internationales pour proposer des solutions innovantes au service des gouvernements et des institutions régionales.

GFO – Bénin

GFO privilégie l'innovation locale en développant ses propres solutions technologiques tout en collaborant avec d'autres startups régionales. L'entreprise a un impact sur l'écosystème des télécommunications et contribue à rendre les services technologiques plus accessibles aux populations et aux institutions locales, tout en exportant progressivement ses solutions à l'international.



QT Global Software Ltd – Rwanda

QT Global développe des solutions numériques pour les secteurs de la santé, de l'éducation et du gouvernement local, en s'appuyant sur les talents rwandais. L'entreprise mise sur le transfert de compétences pour assurer la durabilité de ses solutions, formant les équipes locales afin qu'elles puissent maintenir et développer les projets même après l'intervention directe de QT.

Ces startups illustrent la capacité de l'Afrique à créer des solutions innovantes qui répondent aux défis locaux tout en ayant un impact à l'échelle mondiale.

Spotlight on 5 African start-ups transforming their ecosystems

Local innovation for global impact, was the central theme of the 7th Transform Africa Summit. ANA met with five African startups to explore how they combine local innovation with international reach.



Club Scientifique de Guinée

This initiative turns children's scientific knowledge into practical solutions for smart agriculture, home automation, and environmental management. These solutions are shared with the population, creating both local and global impact.

NeoLedge – Tunisia

NeoLedge develops digital solutions for the public sector in North Africa and the Middle East, adapting advanced technologies to local needs. The startup works on automation, document management, and digital transformation of administrations to improve efficiency and service accessibility.



IDA LINK – Senegal

IDA LINK adapts existing technologies to the Senegalese context, using AI for data management and security. The startup combines local and international information to provide innovative solutions for governments and regional institutions.

GFO – Bénin

GFO focuses on local innovation by creating its own technological solutions while partnering with regional startups. The company impacts the telecom ecosystem, making technology services more accessible locally, while gradually exporting solutions internationally.



QT Global Software Ltd – Rwanda

QT Global develops digital solutions for health, education, and local government, leveraging Rwandan talent. The company emphasizes knowledge transfer to ensure sustainable solutions, training local teams to maintain and expand projects beyond QT's direct involvement.

These startups showcase Africa's ability to generate innovative solutions addressing local challenges while having a global reach.

Focus Smart Africa : quand l'Afrique prend son destin numérique en main

Créée en 2013 sous l'impulsion de 8 États fondateurs, l'initiative Smart Africa est devenue l'un des leviers les plus ambitieux de la transformation numérique du continent. Aujourd'hui, elle rassemble plus de 40 États membres, des institutions financières et des partenaires techniques, avec l'ambition de bâtir un marché numérique unique en Afrique d'ici 2030. L'accès au haut débit, le développement de l'intelligence artificielle, l'e-gouvernance et l'innovation constituent ses piliers stratégiques.



Depuis sa création, Smart Africa a multiplié les initiatives structurantes : le lancement du One Africa Network (OAN) pour relier les États membres via un réseau à haut débit, la mise en place du Smart Africa Digital Academy pour former des milliers de jeunes Africains aux compétences numériques, et la création du Blueprint africain sur l'IA pour guider le développement d'une intelligence artificielle adaptée aux réalités locales.

Selon Lacina Koné, Directeur général de Smart Africa, « l'intelligence artificielle ne doit pas être une vague qui nous submerge, mais un dévié que nous maîtrisons ». Cette vision traduit la volonté de l'alliance de ne plus subir passivement les révolutions technologiques, mais de poser les jalons d'une souveraineté numérique africaine, capable de définir ses propres standards et de former ses expert-es.

Création du Conseil africain de l'intelligence artificielle

Lors de son 20^{ème} comité de pilotage, Smart Africa a officiellement approuvé la création du Conseil africain de l'intelligence artificielle, chargé de coordonner l'infrastructure IA, la formation des talents, les datasets, la gouvernance et les cas d'usage sur le continent. Parallèlement, un plan directeur continental pour la cybersécurité a été mis en place, structuré autour de trois axes — talents, processus, technologie — avec le soutien d'un centre d'in-

novation à Abidjan et la création de l'ANCA (African Network of Cybersecurity Authorities), un réseau panafricain visant à renforcer la cybersécurité et l'échange de bonnes pratiques.

Dans le domaine de la santé numérique, Smart Africa vise l'interopérabilité des systèmes de santé d'ici 2027, pour permettre à tout citoyen africain d'accéder à ses données médicales de manière sécurisée, même au-delà des frontières.

Une priorité commune : l'Afrique doit passer de la consommation de technologies à leur production

Lors de la 12^{ème} réunion du conseil d'administration de Smart Africa, qui se tenait le 12 novembre en marge de Transform Africa Summit, les dirigeants ont réaffirmé l'engagement unifié du continent à développer la transformation numérique et à accélérer la préparation à l'intelligence artificielle. Les interventions ont mis en lumière une priorité commune : l'Afrique doit passer de la consommation de technologies à leur production. Le renforcement de la connectivité, l'investissement dans les compétences et la création de centres d'IA sur tout le continent ont été identifiés comme des étapes essentielles pour permettre aux jeunes de participer pleinement à l'économie numérique.

La réunion a également souligné l'impact de Smart Africa sur la formation des ta-

lents, des pays comme la Sierra Leone formant déjà des centaines de jeunes et de professionnels grâce au Smart Africa Digital Academy. Les réflexions du Conseil d'administration ont montré l'évolution de Smart Africa vers un écosystème axé sur les résultats, soutenu par un nombre croissant de membres et la confiance de ses partenaires. De nouvelles étapes importantes en matière de gouvernance ont été annoncées, notamment la présélection des ministres des TIC et des membres indépendants du Conseil d'administration afin de renforcer la supervision et l'orientation stratégique.

Un message clair s'est dégagé : l'Afrique a la capacité de façonner son avenir numérique, et Smart Africa demeure le moteur continental qui guide cette ambition.

L'accessibilité, le défi majeur

Malgré ces avancées, plusieurs obstacles structurels subsistent. L'accessibilité à Internet reste limitée : selon le rapport Foresight Africa 2025-2030, seulement 37 % des Africains utilisaient Internet en 2023, avec des coûts encore très élevés en zones rurales. L'électricité instable est un autre frein : plus de 600 millions de personnes n'ont pas un accès fiable à l'énergie, rendant l'exploitation de data centers coûteuse et risquée.

L'Afrique ne dispose encore que de moins de 1 % de la capacité mondiale des data

centers, ce qui ralentit le déploiement des applications IA. Le manque de talents spécialisés est criant : de nombreux jeunes formés dans les universités africaines migrent vers des hubs technologiques plus avancés. Sur le plan de la gouvernance, la dépendance aux investissements étrangers et la fragmentation réglementaire compliquent la création d'un marché numérique unifié. La crise de gouvernance concernant AFRINIC en juillet 2025 illustre ces risques : selon Smart Africa, une défaillance du registre régional des adresses IP pourrait fragiliser la souveraineté numérique du continent.

Enfin, le financement reste un défi majeur : construire les infrastructures, former les talents et déployer les solutions numériques nécessite des investissements très élevés, que les modèles actuels (subventions, partenariats public-privé) peinent à couvrir.

Une vision politique et stratégique

Smart Africa ne se limite pas à un projet technique : elle incarne un manifeste politique pour l'autonomie numérique africaine. Selon ses promoteurs, l'Afrique doit créer ses propres standards numériques pour ne pas dépendre des technologies importées. L'initiative pose ainsi les bases d'une Afrique capable de gérer ses données, protéger ses infrastructures et former les expert·es dont elle a besoin.

Si Smart Africa parvient à mobiliser efficacement les États membres, les institutions financières et le secteur privé, elle pourra favoriser l'émergence d'un numérique souverain et inclusif. Sinon, le risque demeure que les progrès restent concentrés dans quelques pays mieux équipés, creusant le fossé numérique entre ceux qui maîtrisent les technologies et ceux qui en demeurent dépendants.

Des succès et défis qui reflètent les ambitions et les contraintes de l'Afrique numérique

Avec plus de 40 États membres, plusieurs hubs régionaux et projets phares déjà en cours, Smart Africa est désormais un acteur central de l'intégration numérique continentale. Ses succès et défis reflètent les ambitions et les contraintes de l'Afrique numérique : souveraineté, inclusion, innovation et résilience face aux contraintes énergétiques et financières.

« Nous ne sommes pas dans une course. Nous ne rattrapons pas le retard. L'Afrique redéfinit la ligne d'arrivée selon ses propres termes » juge Lacina Koné.

Avec Smart Africa, l'Afrique pose les bases d'un avenir numérique souverain et inclusif — non pas en suivant, mais en redéfinissant les règles du jeu technologique à son rythme, selon ses propres valeurs et besoins.

Smart Africa et YouthConnekt Africa unissent leurs forces – Impact des initiatives axées sur la jeunesse



Smart Africa et YouthConnekt Africa ont signé un accord de partenariat le 13 novembre 2025 lors du Transform Africa Summit (TAS) à Conakry pour renforcer la transformation digitale des jeunes en Afrique.

Cet accord vise à soutenir l'innovation, l'entrepreneuriat et la participation inclusive via les programmes phares des deux institutions, dont le Transform Africa Summit et le YouthConnekt Africa Summit. Les initiatives incluront mentorat, co-organisation d'événements et renforcement des capacités des jeunes leaders du numérique.

Focus on Smart Africa : when Africa takes control of its digital destiny

Created in 2013 under the impetus of 8 founding states, the Smart Africa initiative has become one of the most ambitious levers of the continent's digital transformation. Today, it brings together more than 40 member states, financial institutions, and technical partners, with the ambition of building a single digital market in Africa by 2030. Access to high-speed broadband, the development of artificial intelligence, e-government, and innovation constitute its strategic pillars.



Since its creation, Smart Africa has multiplied structuring initiatives: the launch of the One Africa Network (OAN) to connect member states via a high-speed network, the establishment of the Smart Africa Digital Academy to train thousands of young Africans in digital skills, and the creation of the African AI Blueprint to guide the development of artificial intelligence adapted to local realities.

According to Lacina Koné, CEO of Smart Africa, “Artificial intelligence must not be a wave that overwhelms us, but a current that we master.” This vision reflects the alliance’s intention to no longer passively undergo technological revolutions, but to lay the foundations of African digital sovereignty, capable of defining its own standards and training its experts.

Creation of the Africa Artificial Intelligence Council

During its 20th Steering Committee, Smart Africa officially approved the creation of the Africa Artificial Intelligence Council, tasked with coordinating AI infrastructure, talent training, datasets, governance, and use cases across the continent. At the same time, a continental cybersecurity master plan was implemented, structured around three axes — talent, process, technology — with the support of an

innovation center in Abidjan and the creation of ANCA (African Network of Cybersecurity Authorities), a pan-African network aimed at strengthening cybersecurity and sharing best practices.

In the field of digital health, Smart Africa aims for the interoperability of health systems by 2027, to allow every African citizen to securely access their medical data, even across borders.

A common priority: Africa must move from consuming technology to producing it

During the 12th Smart Africa Board Meeting, held on November 12 on the sidelines of the Transform Africa Summit, leaders reaffirmed the continent’s unified commitment to advancing digital transformation and accelerating artificial intelligence readiness. Interventions highlighted a common priority: Africa must shift from technology consumption to production. Strengthening connectivity, investing in skills, and creating AI centers across the continent were identified as essential steps to enable young people to fully participate in the digital economy.

The meeting also highlighted Smart Africa’s impact on talent development, with countries such as Sierra Leone

already training hundreds of youth and professionals through the Smart Africa Digital Academy. The Board’s discussions showed Smart Africa’s evolution into a results-oriented ecosystem, supported by a growing number of members and trusted partners. New governance milestones were announced, including the pre-selection of ICT ministers and independent board members to strengthen oversight and strategic guidance.

A clear message emerged: Africa has the capacity to shape its digital future, and Smart Africa remains the continental engine guiding this ambition.

Accessibility, the major challenge

Despite these advances, several structural obstacles remain. Internet access is still limited: according to the Foresight Africa 2025–2030 report, only 37% of Africans used the Internet in 2023, with costs remaining very high, especially in rural areas. Unstable electricity is another barrier: more than 600 million people lack reliable energy access, making the operation of data centers costly and risky.

Africa still accounts for less than 1% of the world’s data center capacity, which slows the deployment of AI applications. The short-

tage of specialized talent is acute: many young professionals trained in African universities migrate to more advanced technology hubs. On the governance side, dependence on foreign investment and regulatory fragmentation complicate the creation of a unified digital market. The governance crisis concerning AFRINIC in July 2025 illustrates these risks: according to Smart Africa, a failure of the regional IP address registry could undermine the continent's digital sovereignty.

Finally, financing remains a major challenge: building infrastructure, training talent, and deploying digital solutions require very high investments, which current models (grants, public-private partnerships) struggle to cover.

A political and strategic vision

Smart Africa is not merely a technical project: it embodies a political manifesto for African digital autonomy. Its proponents argue that Africa must create its own digital standards to avoid dependency on imported technologies. The initiative thus lays the foundation for an Africa capable of managing its data, protecting its infrastructure, and training the experts it needs.

If Smart Africa succeeds

in effectively mobilizing member states, financial institutions, and the private sector, it can foster the emergence of a sovereign and inclusive digital ecosystem. Otherwise, there is a risk that progress will remain concentrated in a few better-equipped countries, widening the digital divide between those who master technology and those who remain dependent on it.

Successes and challenges reflecting the ambitions and constraints of digital Africa

With more than 40 member states, several regional hubs, and flagship projects already underway, Smart Africa has become a central player in continental digital integration. Its successes and challenges reflect the ambitions and constraints of digital Africa: sovereignty, inclusion, innovation, and resilience in the face of energy and financial constraints.

« We are not in a race. We are not catching up. Africa is redefining the finish line on its own terms, » says Lacina Koné.

With Smart Africa, the continent is laying the foundations for a sovereign and inclusive digital future — not by following, but by redefining the rules of the technological game at its own pace, according to its own values and needs.

Smart Africa and YouthConnekt Africa Join Forces to Boost Youth-led Digital Transformation in Africa



Smart Africa and YouthConnekt Africa signed a partnership agreement on November 13, 2025, during the Transform Africa Summit (TAS) in Conakry to boost youth-led digital transformation in Africa.

The MoU focuses on fostering innovation, entrepreneurship, and inclusive participation through flagship programs such as the Transform Africa Summit and YouthConnekt Africa Summit, offering mentorship, co-organized events, and capacity building for young digital leaders.

Mobile : Une révolution technologique, économique... et sociale

Mobile : A technological, economic... and social revolution



Mobile : un moteur de croissance et d'inclusion

En 2025, l'économie mobile en Afrique représente 220 milliards de dollars, soit 7,7 % du PIB continental. Ces chiffres ne sont pas que des statistiques : ils racontent l'histoire d'un continent où le téléphone portable est devenu bien plus qu'un outil de communication. Il est aujourd'hui un levier de développement, un passeport vers l'inclusion numérique et sociale.



Selon le rapport The Mobile Economy Africa 2025 de la GSMA, le secteur mobile a injecté 220 milliards de dollars dans l'économie africaine en 2024, représentant ainsi 7,7 % du PIB du continent. Cette contribution devrait atteindre 270 milliards de dollars d'ici 2030, soutenue par l'expansion des services mobiles, la numérisation des entreprises et l'adoption plus large des technologies numériques, dont la 5G.

Cette dynamique est alimentée par la croissance continue du nombre d'abonnés uniques, qui devrait passer de 710 millions en 2024 à 915 millions en 2030, représentant respectivement 47 % et 53 % de la population africaine. Parallèlement, le nombre d'utilisateurs d'Internet mobile devrait augmenter de 416 millions à 576 millions, soit une progression de 28 % à 33 % de la population.

Derrière ces chiffres se dessine une Afrique connectée, où l'accès à la 4G, à la 5G et à l'intelligence artificielle change concrètement la vie des citoyens.

Dans les campagnes rwandaises, des programmes comme ConnectRwanda 2.0 d'Airtel offrent des smartphones abordables à des populations qui, il y a quelques années, n'auraient jamais imaginé pouvoir se connecter au

monde. « Le mobile n'est plus un luxe », explique un responsable d'Airtel, « c'est un outil de transformation sociale et économique ».

Cette transformation ne se limite pas aux grandes villes. Au Kenya, M-KOPA permet à des milliers de foyers hors réseau d'accéder à l'énergie solaire et à Internet grâce à des paiements mobiles adaptés à leurs revenus. En Zambie, Liquid Intelligent Technologies accompagne les petites entreprises dans leur passage au numérique, donnant à des entrepreneurs souvent isolés les moyens de vendre, d'acheter et de se développer comme jamais auparavant. Ces initiatives prouvent que l'innovation africaine n'est pas seulement technologique : elle est sociale et inclusive.

Pour les opérateurs traditionnels aussi, l'inclusion est devenue une priorité. MTN en Afrique du Sud distribue des smartphones à prix réduits pour permettre aux ménages à faible revenu de profiter de la 4G. Airtel, en partenariat avec SpaceX, étend l'Internet par satellite dans les zones rurales, donnant enfin un accès haut débit à des écoles, des hôpitaux et des commerces éloignés des centres urbains.

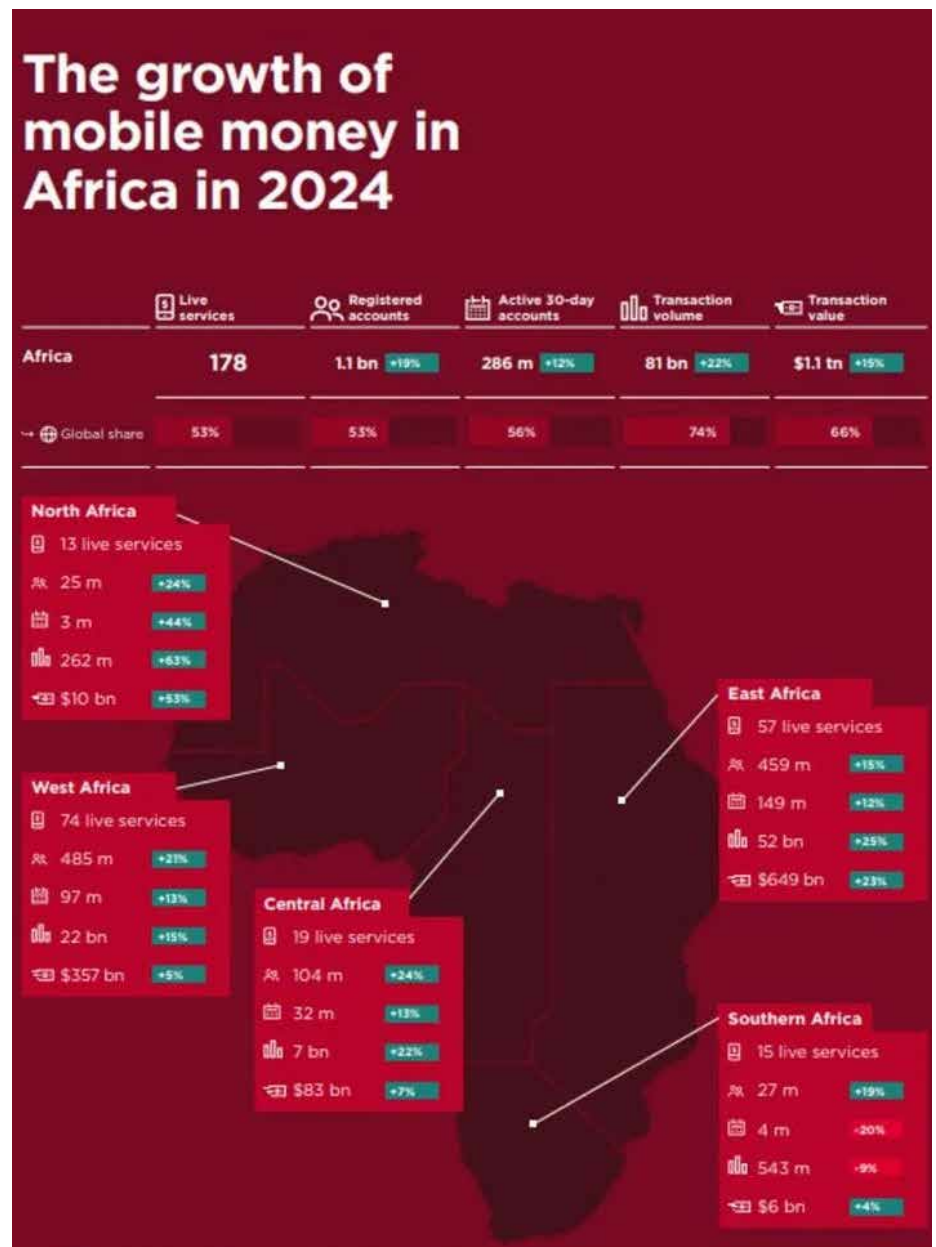
De jeunes startups africaines jouent également un rôle clé dans cette inclusion numérique. Wave, en Afrique de l'Ouest, per-

met des transferts d'argent mobiles gratuits et instantanés, facilitant l'accès aux services financiers pour les populations non bancarisées. Au Nigeria, Paylater (Carbon) offre des crédits rapides via mobile à ceux qui n'ont pas accès aux banques traditionnelles. En Afrique de l'Est, SafeBoda combine application mobile et mobilité urbaine pour créer des emplois pour des chauffeurs tout en proposant un transport sûr aux citoyens. Ces initiatives démontrent que le mobile

n'est pas seulement un outil technique : il transforme la vie quotidienne, stimule l'entrepreneuriat et réduit les inégalités.

L'intelligence artificielle, catalyseur de croissance

L'intelligence artificielle (IA) émerge comme un moteur clé de la transformation numérique en Afrique. La stratégie continentale de l'Union africaine en matière d'IA souligne son potentiel pour stimuler la croissance économique, l'inclusion



sociale et l'innovation en matière de gouvernance. Plusieurs pays africains ont déjà élaboré ou lancé des stratégies nationales en matière d'IA, tandis que d'autres sont en phase de consultation avancée, témoignant de l'élan croissant pour le développement de cette technologie à travers le continent.

La modernisation des réseaux mobiles en Afrique, avec l'expansion des réseaux 4G et 5G, joue un rôle crucial dans l'élargissement de l'accès aux solutions d'IA pour les utilisateurs à travers le continent. Ces infrastructures permettent

une connectivité plus rapide et plus fiable, facilitant ainsi l'adoption de technologies avancées telles que l'IA dans divers secteurs, notamment l'agriculture, la santé, l'éducation et les services financiers.

La numérisation des entreprises : un levier pour la compétitivité

Les opérateurs mobiles jouent un rôle double dans la numérisation des entreprises en Afrique : non seulement en tant que fournisseurs de connectivité, mais aussi en tant que facilitateurs de services numériques, soutenant des

solutions spécifiques à des secteurs tels que la finance, le commerce de détail, l'agriculture, la logistique, la santé et la fabrication. Des services tels que l'argent mobile, les API ouvertes, le cloud computing et les outils d'IA permettent aux entreprises de surmonter divers défis opérationnels, notamment la facilitation des paiements, la réduction de la fraude et l'amélioration de l'efficacité. Cela renforce l'importance de ces secteurs au sein de la société tout en améliorant la compétitivité des entreprises africaines sur les marchés mondiaux.



“

Le mobile n'est plus un luxe, c'est un outil de transformation sociale et économique

Les opérateurs mobiles virtuels : une réponse aux besoins spécifiques

Les opérateurs de réseau mobile virtuel (MVNO) connaissent un regain d'intérêt en Afrique ces dernières années, avec des développements notables, notamment en matière de

licences, dans plusieurs pays. Actuellement, il existe plus de 60 MVNO dans 11 pays africains. Le modèle commercial des MVNO cible souvent des segments de marché de niche dans des marchés mobiles matures, en s'appuyant sur des partenariats solides avec les opérateurs de réseaux mobiles. Concrètement, cela signifie cibler des démographies mal desservies avec des offres personnalisées qui complètent plutôt que cannibalisent les services des opérateurs. Le déploiement réussi nécessite un alignement stratégique avec les opérateurs, des cadres réglementaires clairs et une viabilité commerciale.

L'inclusion numérique : un défi à relever

Malgré les progrès réalisés, des défis subsistent en matière d'inclusion numérique en Afrique. En 2023, 58 % des Africains non connectés vivaient déjà dans des zones couvertes par la bande large mobile, ce qui suggère que le principal obstacle à l'inclusion numérique est l'écart d'utilisation. Ce phénomène est attribuable à des facteurs tels que l'accessibilité financière, le coût élevé des appareils et des services, les taxes spécifiques au secteur et le faible niveau de littératie numérique. Cela souligne la nécessité pour les décideurs politiques et autres parties prenantes d'intensifier leurs efforts pour relever ces dé-

fis et connecter davantage de personnes.

Pour remédier à cette situation, la Banque mondiale a lancé le programme IDEA (Inclusion Digitale pour l'Afrique de l'Est et Australe), visant à accélérer l'inclusion numérique pour 180 millions de personnes d'ici 2032. Ce programme se concentre sur le développement de l'accès à Internet et l'utilisation inclusive des services numériques, en mettant l'accent sur les infrastructures, la littératie numérique et l'accessibilité financière.



L'obstacle n'est pas toujours technique : le coût des appareils, la faible littératie numérique ou les taxes pèsent sur l'inclusion

Pourtant, malgré ces progrès, l'Afrique reste confrontée à des défis. Près de 60 % des Africains non connectés vivent dans des zones déjà couvertes par le réseau mobile. L'obstacle n'est donc pas toujours technique : le coût des appareils, la faible littératie numérique ou les taxes pèsent sur l'inclusion.

La Banque mondiale, à travers le programme IDEA, entend connecter 180 millions de personnes en Afrique de l'Est et Australe d'ici 2032, en mettant l'accent sur l'accès abordable, l'éducation numérique et les services financiers.

L'avenir de l'économie mobile en Afrique s'annonce prometteur, avec des investissements continus dans les infrastructures, une adoption croissante des technologies numériques et une attention accrue à l'inclusion numérique. Cependant, pour réaliser pleinement le potentiel de cette économie, il est essentiel de surmonter les défis existants, notamment en matière d'infrastructure, de réglementation et d'éducation numérique. Les partenariats entre les secteurs public et privé, ainsi que les initiatives continentales telles que la ZLECAf, joueront un rôle crucial dans la création d'un environnement propice à la croissance et à l'inclusion numériques.

Le mobile en Afrique n'est pas seulement une histoire de chiffres ou de technologie : c'est un levier concret pour rapprocher les citoyens du savoir, des services et des opportunités économiques.

Consulter le rapport [The Mobile Economy Africa 2025](#)

Mobile : a driver of growth and inclusion

In 2025, Africa's mobile economy is worth \$220 billion, representing 7.7% of the continent's GDP. These figures are more than statistics: they tell the story of a continent where the mobile phone has become much more than a communication tool. Today, it is a driver of development and a passport to digital and social inclusion.



According to the GSMA's The Mobile Economy Africa 2025 report, the mobile sector contributed \$220 billion to Africa's economy in 2024, representing 7.7% of the continent's GDP. This contribution is expected to reach \$270 billion by 2030, supported by the expansion of mobile services, business digitization, and wider adoption of digital technologies, including 5G.

This growth is fueled by

the continuous increase in unique subscribers, expected to rise from 710 million in 2024 to 915 million in 2030, representing 47% and 53% of Africa's population, respectively. At the same time, the number of mobile internet users is expected to increase from 416 million to 576 million, a rise from 28% to 33% of the population.

Behind these numbers lies a connected Africa, where

access to 4G, 5G, and artificial intelligence is tangibly changing citizens' lives.

In Rwanda, programs such as Airtel's ConnectRwanda 2.0 provide affordable smartphones to populations who, just a few years ago, could never have imagined connecting to the world. « Mobile is no longer a luxury, » reiterates the Airtel representative, « it is a tool for social and

economic transformation.
»

This transformation is not limited to major cities. In Kenya, M-KOPA enables thousands of off-grid households to access solar energy and the Internet through mobile payments adapted to their incomes. In Zambia, Liquid Intelligent Technologies supports small businesses in their digital transition, giving often isolated entrepreneurs the means to sell, buy, and grow like never before. These initiatives show that African innovation is not just technological: it is social and inclusive.

For traditional operators, inclusion has also become a priority. MTN in South Africa distributes discounted smartphones to allow low-income households to access 4G. Airtel, in partnership with SpaceX, is expanding satellite Internet in rural areas, finally providing high-speed access to schools, hospitals, and businesses far from urban centers.

Young African startups also play a key role in digital inclusion. Wave in West Africa allows free, instant mobile money transfers, facilitating access to financial services for the unbanked. In Nigeria, Paylater (Carbon) provides fast mobile-based credit to those without access to

traditional banks. In East Africa, SafeBoda combines a mobile app with urban mobility to create jobs for drivers while offering safe transportation for city residents. These initiatives demonstrate that mobile is not just a technical tool: it transforms daily life, stimulates entrepreneurship, and reduces inequalities.

Artificial Intelligence: A Catalyst for Growth

Artificial intelligence (AI) is emerging as a key driver

of digital transformation in Africa. The African Union's continental AI strategy emphasizes its potential to boost economic growth, social inclusion, and governance innovation. Several African countries have already developed or launched national AI strategies, while others are in advanced consultation phases, reflecting growing momentum for AI development across the continent.

The modernization of mo-



mobile networks in Africa, with the expansion of 4G and 5G networks, plays a crucial role in widening access to AI solutions for users across the continent. These infrastructures provide faster and more reliable connectivity, facilitating the adoption of advanced technologies such as AI in sectors including agriculture, health, education, and financial services.

Business Digitization: A Lever for Competitiveness

Mobile operators play a dual role in business digitization in Africa: not only as connectivity providers but also as facilitators of digital services, supporting sector-specific solutions in finance, retail, agriculture, logistics, health, and manufacturing. Services such as mobile money, open APIs, cloud computing, and AI tools help businesses overcome operational challenges, including payment facilitation, fraud reduction, and efficiency

“

Mobile is no longer a luxury, it is a tool for social and economic transformation



improvements. This strengthens the importance of these sectors within society while enhancing the competitiveness of African businesses in global markets.

Virtual Mobile Operators : Addressing Specific Needs

Virtual Mobile Network Operators (MVNOs) have seen renewed interest in Africa in recent years, with notable developments in licensing in several countries. Currently, there are more than 60 MVNOs across 11 African countries. MVNO business models often target niche market segments in mature mobile markets, relying on strong partnerships with network operators. Practically, this means reaching underserved demographics with personalized offerings that complement rather than cannibalize operator services. Successful deployment requires strategic alignment with operators, clear regulatory frameworks, and commercial viability.

Digital Inclusion : A Challenge to Overcome

Despite progress, challenges remain in digital inclusion in Africa. In 2023, 58% of unconnected Africans already lived in areas covered by mobile broadband, suggesting that the main barrier is not infrastructure

but usage gaps. Factors such as affordability, high device and service costs, sector-specific taxes, and low digital literacy contribute to this gap. Policy-makers and stakeholders must intensify efforts to address these challenges and connect more people.



The obstacle is not always technical: device costs, low digital literacy, and taxes weigh on inclusion

To address this, the World Bank launched the IDEA program (Digital Inclusion for East and Southern Africa), aiming to accelerate digital inclusion for 180 million people by 2032. The program focuses on expanding Internet access and inclusive use of digital services, emphasizing infrastructure, digital literacy, and financial accessibility.

Yet, despite these advances, Africa still faces hurdles. Nearly 60% of unconnected Africans live

in areas already served by mobile networks. Thus, the obstacle is not always technical: device costs, low digital literacy, and taxes impede inclusion. Through the IDEA program, the World Bank aims to connect 180 million people in East and Southern Africa by 2032, focusing on affordable access, digital education, and financial services.

The future of Africa's mobile economy looks promising, with continued investment in infrastructure, growing adoption of digital technologies, and increased attention to digital inclusion. However, to fully realize this economy's potential, it is essential to overcome existing challenges, including infrastructure, regulation, and digital education. Partnerships between public and private sectors, along with continental initiatives such as the AfCFTA, will play a crucial role in creating an environment conducive to growth and digital inclusion.

Mobile in Africa is not just a story of numbers or technology: it is a tangible lever to bring citizens closer to knowledge, services, and economic opportunities.

Consult the report [The Mobile Economy Africa 2025](#)



MWC Kigali : les télécoms acteurs de la transformation africaine

À Kigali, le Mobile World Congress Africa 2025 a confirmé le rôle stratégique des télécoms dans la transformation économique du continent. Entre expansion du mobile, essor de l'intelligence artificielle et inclusion numérique, les opérateurs africains redéfinissent leur impact sur le développement, tout en appelant à des politiques plus équitables et à un investissement massif dans les compétences locales.

L'industrie mobile demeure un moteur central de la croissance du continent, représentant près de 8 % du PIB de l'Afrique subsaharienne, soit 140 milliards de dollars en 2023, et soutenant 4 millions d'emplois. À l'horizon 2030, son potentiel pourrait atteindre 280 milliards de dollars, à condition de politiques publiques adaptées. C'est dans ce contexte que s'est tenu, du 21 au 23 octobre à Kigali, le Mobile World Congress Africa 2025 (MWC), rendez-vous majeur des acteurs de la transformation numérique du continent, organisé par la Global System for Mobile Communications (GSMA).

« Au cœur de cette transformation se trouve la puissance du mobile », a déclaré Vivek Badrinath, directeur général de la GSMA, saluant la vision du président rwandais Paul Kagame, dont les politiques numériques « ont propulsé l'économie du Rwanda ».

Le Rwanda, vitrine d'une Afrique connectée, affiche aujourd'hui 99 % de couverture mobile et 13 millions de connexions actives. Sa ministre des TIC, Paula Ingabire, a rappelé que le pays compte désormais 5 millions d'utilisateurs 4G, contre 500 000 il y a deux ans, et a formé 4,5 millions de citoyens aux compétences numériques. « Nous devons créer des solutions conçues en Afrique, construites pour l'Afrique et

prêtes pour le monde », a-t-elle insisté.

Mais derrière ces réussites, les défis persistent. Comme l'a souligné Mourad Mnif, directeur conseil chez PWC, Bureau Tunis, « la couverture 4G atteint 65 % en Afrique subsaharienne, mais seulement 23 % de la population y accède réellement ». Le coût des smartphones, la faible littératie numérique et le manque de stabilité réglementaire freinent encore le potentiel du secteur. Mnif ajoute : « La saturation du marché, la hausse des coûts d'énergie et la baisse de rentabilité limitent les investissements et donc la

qualité de service. »

Face à cela, plusieurs leviers sont identifiés : rendre les smartphones plus abordables, réduire les taxes sectorielles, encourager le partage d'infrastructures et renforcer les compétences locales. Autant d'actions nécessaires pour que la révolution mobile profite à tous.

Appel à une « concurrence équitable »

C'est aussi le message porté par Yasser Shaker, PDG d'Orange Middle East and Africa, présent dans 18 pays et au service de 148 millions



@MWC Kigali

de clients. Il appelle à une « concurrence équitable » : « Nous ne rivalisons plus seulement avec d'autres opérateurs, mais aussi avec les fintechs, les OTT et les satellites. Nous avons besoin des mêmes règles pour tous afin de continuer à investir », a-t-il affirmé.

Cette transformation s'étend désormais à l'intelligence artificielle. En marge du MWC Kigali, la GSMA, aux côtés d'opérateurs comme Airtel, MTN, Orange, Vodacom, Ethio Telecom, Axian Telecom et de partenaires tels que Cassava Technologies, Masakhane African Languages Hub ou Lelapa AI, a annoncé le 20 octobre 2025 une initiative panafricaine pour développer des

modèles linguistiques d'IA africains, inclusifs et souverains.

“AI Language Models in Africa, by Africa, for Africa” : bâtir des capacités africaines en IA

Sous la bannière “AI Language Models in Africa, by Africa, for Africa”, ce projet vise à combler le fossé linguistique dans l'IA mondiale, où seules quelques langues dominent les grands modèles. En Afrique, plus de 2 000 langues sont parlées, mais une infime partie est représentée dans les systèmes numériques. « Cette diversité linguistique et culturelle est l'une de nos plus grandes forces, mais elle a trop souvent été igno-

rée », a déclaré Angela Wamola, directrice Afrique de la GSMA. « Ce programme veut transformer ce défi en opportunité : bâtir des capacités africaines en IA, stimuler l'innovation locale et permettre à l'Afrique de façonner son avenir numérique selon ses propres termes. »

“

Nous devons créer des solutions conçues en Afrique, construites pour l'Afrique et prêtes pour le monde



@ANA

L'initiative, soutenue par une étude de faisabilité de la GSMA, repose sur quatre priorités : les données, la puissance de calcul, les talents et la politique publique. Des groupes de travail seront créés pour accélérer la co-création et le partage des résultats lors des prochains événements GSMA.

L'essor du modèle “Techco” en Afrique : l'exemple d'Ethio Telecom

De son côté, Ethio Telecom illustre la transition du modèle d'opérateur tra-

ditionnel (telco) vers celui de société technologique intégrée (techco). Longtemps perçue comme un acteur public centré sur les infrastructures, l'entreprise éthiopienne s'est réinventée pour devenir un pilier de la transformation numérique du pays.

Son responsable du mobile money, Bruk Adhana, explique : « Nous avons digitalisé les paiements de carburant, soutenu les agriculteurs à travers des solutions de paiement mobile adaptées, et lancé Nexus, un smartphone éthiopien abordable conçu pour démocratiser l'accès au numérique. »

Mais la stratégie d'Ethio Telecom va plus loin. L'entreprise investit dans les centres de données, les services cloud, et le développement d'applications locales pour les PME et les administrations. Elle s'appuie sur sa plateforme de paiement Telebirr, utilisée par plus de 50 millions d'Éthiopiens, pour favoriser l'inclusion financière. Ce modèle intégré, mêlant connectivité, services financiers et solutions numériques, incarne la nouvelle génération d'opérateurs africains capables d'impulser la transformation économique et sociale à grande échelle.

Pour Lou Major, directeur d'ANSYS Rwanda, filiale de la société américaine ANSYS, la clé réside dans le renforcement durable

des compétences locales. Il rappelle que la véritable indépendance numérique du continent ne viendra pas seulement de l'accès à la technologie, mais de la maîtrise de celle-ci : « Nous formons les ingénieurs africains pour qu'ils puissent concevoir les réseaux de demain sans dépendre de l'expertise étrangère. »

“

Le coût des smartphones, la faible littératie numérique et le manque de stabilité réglementaire freinent encore le potentiel du secteur

Sous sa direction, ANSYS Rwanda, branche locale de ce leader américain des logiciels de simulation et d'ingénierie, a lancé plusieurs programmes de formation avancée en télécommunications, en IA appliquée et en cybersécurité, en partenariat avec des universités africaines et des opérateurs régionaux. L'objectif est clair : créer une génération d'ingénieurs africains capables de concevoir, maintenir et faire évoluer les infrastruc-

tures numériques locales, tout en innovant pour répondre aux besoins spécifiques du continent.

Cette montée en compétence est avant tout une question de souveraineté technologique et économique souligne Lou. « Tant que nos talents ne maîtriseront pas l'ensemble de la chaîne de valeur — de la conception à la maintenance des réseaux —, l'Afrique restera dépendante. Or, nous avons le potentiel humain et intellectuel pour changer cela. »

En marge du MWC Kigali, une certitude se dégage : le mobile et l'IA sont désormais les deux poumons du futur africain. Mais pour que cette double révolution soit véritablement transformatrice, l'Afrique doit miser sur ses forces vives — ses talents, ses données, ses langues.

Car l'enjeu n'est plus seulement de connecter le continent, mais de lui permettre de créer, coder et innover pour lui-même.

L'Afrique numérique n'est plus une promesse : elle devient une puissance en construction, déterminée à façonner sa propre révolution technologique.

[*MWC Kigali: Telecoms at the Heart of Africa's Transformation*](#)



Mwc kigali : telecoms at the heart of africa's transformation

At the Mobile World Congress Africa 2025 in Kigali, the telecom industry reaffirmed its central role in driving Africa's economic transformation. Between mobile expansion, the rise of artificial intelligence, and the pursuit of digital inclusion, African operators are redefining their impact on development — while calling for fairer policies and stronger investment in local talent.

The mobile industry remains a cornerstone of Africa's growth, accounting for nearly 8% of Sub-Saharan Africa's GDP — around \$140 billion in 2023 — and supporting 4 million jobs. By 2030, that contribution could rise to \$280 billion, provided enabling policies are in place. It was in this context that the Mobile World Congress Africa 2025 (MWC) — organized by the Global System for Mobile Communications (GSMA) — took place from October 21–23 in Kigali, gathering the key players shaping Africa's digital future.

"At the heart of this transformation lies the power of mobile," said Vivek Badrinath, CEO of the GSMA, praising President Paul Kagame's vision, whose digital policies "have propelled Rwanda's economy."

Rwanda, a showcase of a connected Africa, now boasts 99% mobile coverage and 13 million active connections. According to Paula Ingabire, Minister of ICT, the country has grown from 500,000 to 5 million 4G users in just two years and trained 4.5 million citizens in digital skills. "We must create solutions designed in Africa, built for Africa, and ready for the world," she emphasized.

Persistent gaps

Yet challenges remain. As Mourad Mnif, Consulting Director at PwC Tunisia,

pointed out: "4G coverage reaches 65% of Sub-Saharan Africa, but only 23% of the population actually uses it." The cost of smartphones, low digital literacy, and unstable regulations continue to hinder the sector's full potential. Mnif added, "Market saturation, rising energy costs, and declining profitability limit investment — and therefore service quality."

Several levers are identified: making smartphones more affordable, reducing sector taxes, encouraging infrastructure sharing, and building local skills — all essential steps to ensure that

the mobile revolution benefits everyone.



Mobile and AI are the two engines of Africa's future

A call for "fair competition"

That's also the message from Yasser Shaker, CEO of Orange Middle East and



@MWC Kigali

Africa, which operates in 18 countries and serves 148 million customers. “We no longer compete only with other operators but also with fintechs, OTTs, and satellites,” he noted. “We need a level playing field to keep investing.”

Beyond telecom, the rise of artificial intelligence is opening a new chapter. On the sidelines of MWC Kigali, the GSMA, together with operators such as Airtel, MTN, Orange, Vodacom, Ethio Telecom, Axian Telecom and partners including Cassava Technologies, Masakhane African Languages Hub, and Lelapa AI, announced a pan-African initiative to develop inclusive and sovereign AI language models.

“This linguistic and cultural diversity is one of our greatest strengths — but it has too often been ignored,” said Angela Wamola, Head of GSMA Africa. “This program aims to turn that challenge into an opportunity: to build African AI capabilities, stimulate local innovation, and allow Africa to shape its digital future on its own terms.”

Backed by a GSMA feasibility study, the initiative focuses on four pillars: data, computing power, talent, and policy. Working groups will be set up to co-create tools and share outcomes at upcoming GSMA events.

Ethio Telecom : From telco to techco

Ethio Telecom exemplifies Africa’s shift from traditional telco to integrated “techco”. Once seen as a public infrastructure provider, the 131-year-old Ethiopian operator has reinvented itself as a digital transformation enabler.

“

We must create solutions designed in Africa, built for Africa, and ready for the world

“We’ve digitalized fuel payments, supported farmers through tailored mobile money solutions, and launched Nexus, an affordable Ethiopian smartphone to democratize access to digital tools,” explained Bruk Adhana, Head of Mobile Money at Ethio Telecom.

The company is also investing in data centers, cloud services, and local app development for SMEs and governments. Its Telebirr payment platform now has over 50 million users, driving financial inclusion. Ethio Telecom’s integrated model — combining connectivity, fintech, and digital services — represents the new ge-



@ANA

neration of African operators driving economic and social transformation.



AI Language Models in Africa, by Africa, for Africa

Building Africa's engineering independence

For Lou Major, Director of ANSYS Rwanda, a subsidiary of the US-based engineering software leader ANSYS, the key lies in sustainable local capacity building.

"We train African engineers to design the networks of tomorrow without relying on foreign expertise," he said.

Under his leadership, ANSYS Rwanda has launched advanced training programs in telecommunications, applied AI, and cybersecurity, in partnership with African universities and regional operators. The goal is clear: to build a generation of African engineers capable of designing, maintaining, and evolving local digital infrastructure, while innovating to meet the continent's unique needs.



As Lou emphasized, this is not just about skills — it's about technological and economic sovereignty. "As long as our talent doesn't master the full value chain — from design to maintenance — Africa will remain dependent. But we have the human and intellectual potential to change that."

As the MWC Kigali wraps up, one conviction stands out: mobile and AI are now the twin engines of Africa's future.

But for this double revolution to be truly transfor-

mative, Africa must invest boldly in its people, its data, and its languages.

The challenge is no longer just to connect the continent — but to enable it to create, code, and innovate for itself.

Africa's digital rise is no longer a promise: it's a power in the making, determined to shape its own technological revolution.

[*MWC Kigali: Telecoms at the Heart of Africa's Transformation*](#)

Caroline Mbugua : « L'inclusion numérique est essentielle, nous devons nous assurer que tout le monde puisse participer à l'économie numérique de l'Afrique »



Caroline Mbugua, Directrice de la politique publique chez GSMA Africa @GSMA

Alors que l'écosystème numérique de l'Afrique continue de se développer, les ambitions du continent vont bien au-delà de l'adoption de la technologie. De la connectivité mobile à l'inclusion numérique, l'Afrique façonne son propre agenda d'innovation. Avant le MWC Kigali 2025, nous avons échangé avec Caroline Mbugua, Directrice de la politique publique chez GSMA Africa, sur la connectivité, l'accessibilité, les politiques et le rôle de la collaboration dans la transformation numérique de l'Afrique.

Comment évalueriez-vous l'état actuel de l'écosystème numérique africain, notamment en matière d'accès à Internet et de connectivité mobile ?

Si l'on se base sur les derniers rapports, et plus particulièrement sur le [Mobile Internet Connectivity Report 2025](#), nous suivons trois principaux éléments : les utilisateurs connectés, le déficit d'usage et le déficit de couverture. Cela nous permet d'identifier clairement les lacunes.

Les utilisateurs connectés sont les consommateurs actifs sur les services de haut débit mobile (3G et plus). À l'échelle mondiale, 58 % de la population, soit 4,7 milliards de personnes, utilisent désormais Internet mobile sur leur propre appareil. En Afrique subsaharienne, environ 25 % de la population est connectée, soit près de 300 millions de personnes.

Le déficit d'usage reste significatif : 38 % à l'échelle mondiale (3,1 milliards de personnes) vivent dans une zone couverte mais n'utilisent pas Internet mobile. En Afrique subsaharienne, ce déficit d'usage est également d'environ 38 %, ce qui souligne la nécessité d'interventions ciblées de la part des décideurs politiques, des régulateurs et des acteurs industriels.

Le déficit de couverture — les personnes sans accès à

la 3G ou plus — a diminué à 4 % au niveau mondial (300 millions de personnes) mais reste à 10 % en Afrique subsaharienne, soit environ 120 millions de personnes. Cela montre le besoin continu d'investissements pour que chacun puisse participer à l'économie numérique.

L'industrie mobile continue de stimuler la croissance économique, contribuant à environ 8 % du PIB de l'Afrique subsaharienne — près de 140 milliards USD en 2023 — et soutenant 4 millions d'emplois, avec un potentiel de génération de 280 milliards USD d'ici 2030 si les bonnes politiques sont mises en œuvre.

L'Indice Afrique Numérique, lancé en 2024, montre que des pays comme le Kenya,

Maurice, les Seychelles et l'Afrique du Sud ont des scores de préparation numérique supérieurs à 50 %, mesurant la numérisation des consommateurs, des entreprises et des gouvernements. Cela met en évidence à la fois les progrès réalisés et le travail important restant à accomplir à travers l'Afrique.

Quels sont les principaux obstacles à l'adoption des technologies numériques dans les pays africains à faible revenu ?

Notre Mobile Internet Connectivity Report met en évidence les principales barrières contribuant au déficit d'usage. La première, et la plus critique en Afrique et en Afrique subsaharienne, est l'accessi-

Maintenant c'est possible entre M-Pesa et Orange Money

M-Pesa ↔ Orange Money
Envoi et réception d'argent

Faites *1122# ou Téléchargez l'application M-Pesa RDC sur

Ensemble, tout devient possible

Google play | m-pesa

bilité des appareils et des services.

Par exemple, les appareils intelligents restent coûteux, ce qui entraîne une pénétration très faible des smartphones en Afrique, notamment dans les ménages à faible revenu, limitant l'accès aux services numériques. Or, les smartphones sont la porte d'entrée du monde numérique. Une solution est une réduction significative de la fiscalité, en particulier sur les appareils d'entrée de gamme. Un bon exemple est l'Afrique du Sud, où le gouvernement a supprimé la taxe dite de luxe sur les smartphones à 2 500 R ou moins, témoignant de son engagement à accélérer la transformation numérique et l'adoption des smartphones.

Un autre domaine critique est l'alphabétisation numérique. Elle est nécessaire pour que les utilisateurs comprennent comment naviguer dans le monde numérique et l'interpréter dans leurs langues locales ou de la manière qui leur convient le mieux. Les compétences limitées et le manque de sensibilisation freinent l'adoption, surtout dans les zones rurales et parmi les groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées. Des programmes très ciblés sont nécessaires pour développer l'alphabétisation numérique. Avec l'émergence de technologies comme l'IA, le défi devient encore plus important car l'alphabétisation numérique doit s'étendre de

l'usage de base aux technologies avancées.

Nous observons également des défis liés au contenu – garantir que le contenu soit pertinent et disponible dans les langues locales, offrant aux consommateurs des raisons convaincantes de se connecter. Dans les zones rurales, les coûts élevés de déploiement des infrastructures, le coût de la vie et le faible pouvoir économique rendent les services encore plus coûteux. Des solutions telles que les fonds de service universel peuvent aider, mais doivent être plus efficaces. Dans notre rapport 2023, nous avons étudié des réformes politiques pour améliorer l'efficacité de ces fonds et assurer une meilleure utilisation pour stimuler la connectivité dans les zones



rurales et sous-desservies.

Un autre domaine clé est la mise en œuvre des politiques. La volonté politique est essentielle pour combler ces lacunes, car l'adoption de politiques et de réformes réglementaires soutient la levée des barrières identifiées et stimule l'investissement continu sur le continent.

Comment les réglementations locales impactent-elles l'investissement et l'innovation dans les secteurs des télécoms et du numérique en Afrique ?

Le point clé est la volonté politique. Il faut un environnement et des priorités adéquates pour promouvoir les politiques et réformes réglementaires qui soutiennent l'avancement du numérique et l'innovation en Afrique. Par exemple, l'incertitude réglementaire, avec des changements fréquents, crée de la peur et impacte négativement l'investissement. Assurer une certitude réglementaire est essentiel.

Cela inclut des périodes de licence plus longues, des redevances et frais de spectre raisonnables, des taxes sectorielles adaptées et des processus d'approbation simplifiés pour le déploiement des infrastructures. Des cadres de soutien tels que les bac à sable réglementaires et le partage d'infrastructures sont également très importants.

Les télécoms dépendent du spectre, leur ressource vitale. Garantir des politiques de gestion et des cadres réglementaires appropriés est crucial. La neutralité technologique, des conditions de licence claires et prévisibles, la disponibilité du spectre au bon moment, à un prix adéquat et dans les bonnes combinaisons sont essentiels.



La volonté politique est essentielle

GSMA collabore avec les régulateurs et décideurs pour harmoniser les politiques afin d'attirer et de retenir les investissements et garantir un environnement stable. Les réussites incluent la réforme du Universal Service Fund au Kenya, qui soutient désormais le CAPEX et l'OPEX pour le déploiement d'infrastructures ; la suppression des taxes sur les smartphones en Afrique du Sud ; le retour sur la hausse de la taxe d'accise au Kenya ; et la désignation des infrastructures télécoms comme infrastructures nationales critiques au Nigeria pour les protéger contre le vandalisme.

Ces exemples montrent des résultats politiques positifs, mais davantage d'interventions dans cette direction sont nécessaires.

Quel rôle joue GSMA dans la promotion de l'inclusion numérique et de l'accès mobile sur le continent ?

GSMA rassemble différents acteurs de l'écosystème numérique pour garantir la prospérité de la société et des entreprises.

Nous avons divers programmes, par exemple GSMAMobileConnected Society, qui collabore avec les gouvernements, opérateurs et ONG pour étendre l'accès et l'adoption, en particulier dans les zones sous-desservies. Nous sommes également connus pour fournir des analyses basées sur les données à travers des rapports comme le Mobile Economy Report et des rapports de numérisation au niveau national.

Cela soutient les réformes politiques basées sur les données. Nous offrons aussi des plateformes comme MWC Kigali et d'autres événements pour favoriser le dialogue sur des enjeux critiques. GSMA est un catalyseur, réunissant les parties prenantes, fournissant des informations pour la prise de décision et encourageant l'apprentissage à partir de différents pays grâce aux indices. Enfin, nous plaçons pour des

politiques qui améliorent la connectivité, l'accessibilité et l'innovation afin de réduire la fracture numérique.

Quels partenariats public-privé ont été les plus efficaces pour développer l'infrastructure numérique de l'Afrique ?

Un exemple clair est la collaboration entre l'industrie et les régulateurs nationaux pour garantir un spectre suffisant et un déploiement d'infrastructures clair. Par exemple, MTN Group a travaillé avec la Nigeria Communications Commission pour permettre le déploiement de la 5G au Nigeria, stimulant les services fintech et e-santé.

Nous avons également observé des modèles de partage d'infrastructure, comme Vodacom et Orange au Nigeria, et Airtel et d'autres opérateurs sur le continent, pour rendre le déploiement plus abordable et durable. La collaboration

permet de combiner fonds publics et expertise privée pour une infrastructure numérique inclusive et scalable.

Comment les opérateurs mobiles peuvent-ils contribuer à la transformation économique et sociale de l'Afrique ?

Les opérateurs contribuent jusqu'à 8 % du PIB de l'Afrique subsaharienne, et jusqu'à 13,5 % au Nigeria. L'industrie mobile est un moteur clé de croissance économique.

Des plateformes comme M-Pesa, Airtel Money, MoMo et Orange Money favorisent l'inclusion financière en réduisant les coûts de transaction et en soutenant les PME dans les communautés informelles. Les opérateurs permettent également des services dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agritech — comme MTBA au Kenya par Safaricom.

Les partenariats avec les gouvernements et ONG délivrent des services comme des alertes santé par SMS et des systèmes d'alerte précoce en cas de catastrophe. Les opérateurs jouent un rôle clé dans la numérisation d'autres secteurs, en utilisant des technologies comme la 5G et le network slicing pour des réseaux spécialisés, par exemple dans les mines avec EthioTel, et dans l'éducation avec des solutions numériques ciblées.

Quels secteurs (santé, éducation, fintech, agriculture, énergie) ont le plus grand potentiel de numérisation en Afrique ?

Cela dépend des priorités des gouvernements. L'agriculture est centrale — la plupart des pays africains dépendent des terres et de l'agriculture pour l'emploi et les exportations. Les services de conseil mobile, les données météorologiques et les solutions d'assurance



@MWC Kigali

peuvent améliorer la productivité et la résilience des agriculteurs.

La santé offre aussi des opportunités grâce à la télémédecine, la surveillance mobile de la santé, le suivi de la vaccination et l'amélioration de l'efficacité des services. Par exemple, une université singapourienne a piloté la télémédecine à Kumasi, Ghana, où des médecins ont soutenu les hôpitaux locaux via la 4G pour améliorer les procédures médicales.

L'énergie est un autre défi — des solutions comme les systèmes solaires peuvent améliorer l'accès. Les plateformes mobiles sont centrales pour développer ces secteurs.

Selon vous, comment les start-ups et l'innovation locales peuvent-elles accélérer la transition numérique de l'Afrique ?

Les start-ups sont cruciales. M-Pesa était autrefois une start-up. Elles ont besoin de cadres juridiques clairs définissant droits et obligations, ainsi qu'un environnement favorable pour se développer, incluant infrastructures et hubs reliant aux investisseurs.

Les fonds de défi, accélérateurs, financements à risque et seed funding de GSMA stimulent l'innovation dans les zones sous-servies. Les hubs soutenus par les opérateurs et les

programmes GSMA favorisent l'IA, l'IoT et les solutions analytiques pour les marchés africains, garantissant des solutions par les Africains, pour les Africains, avec le soutien des politiques de startup.

Quelles leçons peut-on tirer d'autres régions pour accélérer le développement numérique de l'Afrique ?

La présence mondiale de GSMA permet le partage d'expériences.

Southeast Asia démontre une forte coordination public-privé et des régulations agiles, accélérant l'adoption des paiements mobiles. Latin America montre des modèles de libéralisation des télécoms et d'investissement en fibre. India illustre les plateformes gouvernementales d'identité numérique et de paiement promouvant l'innovation et l'inclusion.

Une leçon clé est l'importance d'une politique harmonisée. L'Afrique souffre souvent d'approches fragmentées au niveau national. Les politiques numériques doivent refléter la nature transfrontalière du numérique.

Qu'est-ce qui rend le MWC Kigali 2025 unique et comment ce forum favorise-t-il l'innovation et la collaboration numérique en Afrique ?

MWC Kigali est le principal

événement africain sur la connectivité, qui se tiendra du 21 au 23 octobre 2025 au Kigali Convention Centre. Les éditions précédentes ont rassemblé plus de 3 400 participants, 230 intervenants et des participants de plus de 90 pays. Pour la troisième année consécutive, l'événement sera ouvert officiellement par Son Excellence Paul Kagame, Président du Rwanda, marquant un engagement politique de haut niveau.

Les thèmes incluent l'IA, la fintech et la connectivité continentale pour faire avancer le numérique en Afrique. L'inclusion numérique reste centrale, mise en avant à travers le programme ministériel — une session sur invitation uniquement pour les décideurs et régulateurs afin de discuter des réformes visant à réduire la fracture numérique. Les sessions porteront sur la transformation numérique, la synergie entre investissements énergétiques et infrastructures numériques, et la gestion du spectre.

Lors du programme ministériel, une task force pour la protection des enfants en ligne sera lancée afin de garantir la sécurité des enfants dans le cadre de la transformation numérique africaine. MWC Kigali favorise la collaboration, l'innovation et une croissance numérique inclusive, avec un engagement à ne laisser personne de côté à l'ère numérique.

Caroline Mbugua : “Digital inclusion is key, we must ensure everyone can participate in Africa’s digital economy”



Caroline Mbugua, Head of Public Policy at GSMA Africa @GSMA

As Africa’s digital ecosystem continues to expand, the continent’s ambitions go far beyond technology adoption. From mobile connectivity to digital inclusion, Africa is shaping its own innovation agenda. Ahead of MWC Kigali 2025, we spoke with Caroline Mbugua, Director of Public Policy at GSMA Africa, about connectivity, affordability, policy, and the role of collaboration in driving Africa’s digital transformation.

How would you assess the current state of Africa's digital ecosystem, particularly regarding Internet access and mobile connectivity?

If we look at the latest reports, specifically the Mobile Internet Connectivity Report 2025, we track three main elements: connected users, the usage gap, and the coverage gap. This allows us to clearly identify where the gaps are.

Connected users are consumers active on mobile broadband services (3G and above). Globally, 58% of the population, or 4.7 billion people, now use mobile internet on their own device. In sub-Saharan Africa, around 25% of the population is connected,

representing roughly 300 million people.

The usage gap remains significant: 38% globally (3.1 billion people) live within coverage but don't use mobile internet. In sub-Saharan Africa, this usage gap is also around 38%, highlighting the need for targeted interventions by policymakers, regulators, and industry players.

The coverage gap—people without access to 3G or higher—has dropped to 4% globally (300 million people) but remains 10% in sub-Saharan Africa, approximately 120 million people. This shows the continued need for investment to ensure everyone can participate in the digital economy.

The mobile industry continues to drive economic growth, contributing about 8% to sub-Saharan Africa's GDP—around 140 billion USD in 2023—and supporting 4 million jobs, with the potential to generate 280 billion USD by 2030 if the right policies are implemented.

The Digital Africa Index, launched in 2024, shows that countries like Kenya, Mauritius, Seychelles, and South Africa have digital readiness scores above 50%, measuring digitalization of consumers, businesses, and government. This highlights both progress and the significant work still required across Africa.

Maintenant c'est possible entre M-Pesa et Orange Money

Orange Money

M-Pesa ↔ Orange Money
Envoi et réception d'argent

Faites *1122# ou Téléchargez l'application M-Pesa RDC sur

Ensemble, tout devient possible

Google play

m-pesa

What do you see as the main obstacles to the adoption of digital technologies in low-income African countries?

Our Mobile Internet Connectivity Report highlights key barriers that have contributed to the usage gap. Number one, and what is most critical in Africa and sub-Saharan Africa, is the affordability of devices and affordability of service.

For example, smart devices continue to have a high cost, which results in very low penetration of smart devices in Africa, particularly in low-income households, limiting access to digi-

tal services. And we know that smart devices are the gateway to the digital world. One solution is a significant reduction in taxation, particularly on entry-level smart devices. A good example is South Africa, where the government removed the so-called luxury tax on smart devices that are R2500 and below, signaling their commitment to driving digital transformation and accelerating adoption of smart devices.

Another critical area is digital literacy. Digital literacy is necessary to ensure that users understand how to navigate the digital world and interpret it in their own

local languages or in the best way they understand. Limited skills and awareness hinder adoption, especially in rural areas and among vulnerable groups such as women, youth, and marginalized communities. Very targeted programs are needed to drive digital literacy, and now with the emergence of technologies such as AI, it becomes an even bigger challenge because digital literacy needs to extend from basic use to advanced technologies.

We also observe challenges around content—ensuring that content is relevant and available in local languages, providing consu-



mers with compelling reasons to go online. In rural areas, high infrastructure rollout costs, high living costs, and low economic empowerment make services even more expensive. Solutions such as universal service funds can help, but these need to be more efficient. In our 2023 report, we looked at policy reforms that can improve the effectiveness of universal service funds, ensuring better use of funds to drive connectivity in rural and underserved areas.

One key area is also policy implementation. Political goodwill is critical to addressing these gaps, as commitment to adopting policies and regulatory reforms supports closing the barriers we've identified and drives continued investment on the continent.

How do local regulations impact investment and innovation in Africa's telecom and digital sectors?

The key point is political goodwill. There must be the right environment and the right priorities to drive policy and regulatory reforms that support the advancement of the digital space and innovation in Africa. For example, regulatory uncertainty, with frequent changes, creates fear and negatively impacts investment. Ensuring regulatory certainty is critical. This includes longer license periods, reasonable license

and spectrum fees, sector-specific taxes, and simplified approval processes for infrastructure rollout. Supporting frameworks, such as regulatory sandboxes and infrastructure sharing, are also very important.

Telecom relies on spectrum, which is its lifeline. Ensuring proper spectrum management policies and regulatory frameworks is critical. Areas such as technology neutrality, predictable and



Political goodwill is critical

clear license conditions, availability of spectrum at the right time, price, and combination, are essential.

GSMA works with regulators and policymakers on the continent to promote harmonization of policies that attract and retain investment, ensuring a stable enabling environment. Successes include Kenya's Universal Service Fund reform, which now supports CAPEX and OPEX for infrastructure rollout; South Africa's removal of taxes on smart devices; Kenya's reversal of excise duty increases; and

Nigeria designating telecom infrastructure as critical national infrastructure to protect against vandalism.

These examples show positive policy outcomes, but we call for more interventions in this direction.

What role does GSMA play in promoting digital inclusion and mobile access across the continent?

GSMA brings together different players in the digital ecosystem to ensure that society and businesses thrive.

We have various programs—for example, GSMA Mobile Connected Society partners with governments, operators, and NGOs to expand access and adoption, particularly in underserved areas. We are also known for providing data-driven insights through reports like the Mobile Economy Report and digitalization reports at national levels.

This supports data-driven policy reforms. We also provide platforms such as MWC Kigali and other events to foster dialogue on critical issues. GSMA is an enabler, bringing together stakeholders, providing information for decision-making, and encouraging learning from different countries through indexes. Ultimately, we advocate for policies that enhance connectivity, affor-

dability, and innovation to bridge the digital divide.

Which public-private partnerships have been most effective in developing Africa's digital infrastructure ?

A clear example is the industry working with national regulators to ensure sufficient spectrum and clear infrastructure rollout. For instance, MTN Group worked with the Nigeria Communications Commission to enable 5G rollout in Nigeria, boosting fintech and eHealth services.

We have also seen infrastructure-sharing models, such as Vodacom and Orange in Nigeria, and Airtel and other operators on

the continent, to make infrastructure rollout more affordable and sustainable. Collaboration leverages public funds and private expertise for scalable, inclusive digital infrastructure.

How can mobile operators contribute to Africa's economic and social transformation ?

Operators drive up to 8% of sub-Saharan Africa's GDP, and in Nigeria, up to 13.5%. The mobile industry is a key driver of economic growth.

Platforms like M-Pesa, Airtel Money, MoMo, and Orange Money provide financial inclusion by reducing transaction costs and supporting SMEs in infor-

mal communities. Operators also enable services in health, education, and agri-tech—like MTBA in Kenya by Safaricom.

Partnerships with governments and NGOs deliver services such as SMS health alerts and early warning systems during disasters. Mobile operators play a huge role in digitalizing other sectors, leveraging technologies like 5G and network slicing for specialized networks—for instance, in mining with EthioTel, and education with targeted digital solutions.

Which sectors (health, education, fintech, agriculture, energy) hold the greatest potential for digitalization in Africa ?



@MWC Kigali

This depends on governments' objectives. Agriculture is key—most African countries rely on land and agriculture for employment and exports. Mobile advisory services, weather data, and insurance solutions can boost farmer productivity and resilience.

Healthcare also presents opportunities through telemedicine, mobile health monitoring, vaccination tracking, and improving service efficiency. For example, a Singaporean university piloted telemedicine in Kumasi, Ghana, where doctors supported local hospitals using 4G to provide better medical procedures. Energy is another challenge—solutions like solar systems can improve access. Mobile platforms are central to scaling these sectors.

In your view, how can local start-ups and innovation accelerate Africa's digital transition ?

Startups are crucial. Mobile Money, M-Pesa, was once a startup. Startups need clear legal frameworks outlining rights and obligations, and an enabling environment to scale, including infrastructure and startup hubs linking them to investors.

GSMA's challenge funds, accelerators, risk and seed funding foster innovation in underserved areas. Hubs supported by operators

and GSMA programs foster AI, IoT, and analytics solutions for African markets, ensuring solutions are by Africans, for Africans, with policy support from startup acts.

What lessons can be learned from other regions to speed up Africa's digital development ?

GSMA's global presence allows sharing of lessons. Southeast Asia demonstrates strong public-private coordination and agile regulations, accelerating mobile payments adoption. Latin America shows telecom liberalization and fiber investment models.

India illustrates government-led digital identity and payment platforms promoting innovation and inclusion.

A key lesson is the importance of harmonized policy. Africa often has fragmented national-level approaches. Digital policies need to reflect the borderless nature of the digital world.

What makes MWC Kigali 2025 unique, and how does this forum help drive innovation and digital collaboration across Africa ?

MWC Kigali is Africa's premier connectivity event, taking place from October 21–23 at the Kigali Convention Centre. Past events have

brought together over 3,400 attendees, 230 speakers, and participants from 90+ countries. For the third year, the event will be officially opened by His Excellency Paul Kagame, President of Rwanda, signaling high-level policy engagement.

Themes include AI, fintech, and continental connectivity to advance Africa's digital frontier. Digital inclusion remains key, highlighted through the ministerial program—an invite-only session for policymakers and regulators to discuss reforms to close the digital divide.

Sessions will focus on digital transformation, synergizing energy and digital infrastructure investment, and spectrum management.

At the ministerial program, a child online protection task force will be launched to ensure children remain safe online as Africa drives digital transformation.

MWC Kigali fosters collaboration, innovation, and inclusive digital growth, with a commitment to leaving no one behind in the digital age.

[*Mobile Internet Connectivity Report 2025*](#)



Mourad Mnif : “L’infrastructure existe, mais l’accessibilité et l’usage restent limités”

Mourad Mnif, directeur de PwC Tunisie, revient sur l’état du secteur des télécommunications en Afrique subsaharienne. Entre couverture, accessibilité, défis structurels et solutions concrètes, il explique comment le continent peut tirer parti de ses infrastructures pour favoriser l’inclusion numérique et stimuler la croissance économique.

Pouvez-vous nous présenter votre rôle et votre mission auprès des opérateurs et autorités en Afrique ?

Je suis Mourad Mnif, directeur PwC en Tunisie, en charge de l'activité télécom. Nous accompagnons les opérateurs, les autorités de régulation et les ministères dans le développement de leurs stratégies, que ce soit pour optimiser les réseaux existants ou préparer l'évolution des services numériques.

Notre rôle est de conseiller sur les politiques sectorielles et les plans d'investissement pour renforcer le secteur des télécommunications.

Quel est l'état actuel de la couverture et de l'accessibilité mobile en Afrique subsaharienne ?

En termes de couverture, on observe que 85 % de la population est desservie par la 3G et 65 % par la 4G. Mais l'accessibilité reste très limitée : seulement 23 % de la population peut réellement accéder à la data mobile, et parmi ceux vivant dans les zones couvertes, 60 % ne profitent pas de ces services.

Les raisons sont multiples : faible littératie numérique, coût élevé des smartphones et usages limités malgré la présence des infrastructures. On constate donc un réel décalage entre couverture technique et adoption

effective des services mobiles.

Quels sont les principaux défis auxquels le secteur doit faire face ?

Le premier défi est la saturation du marché. La concurrence intense entre opérateurs entraîne une baisse des tarifs et donc de la rentabilité. Ensuite, les coûts d'exploitation sont très élevés, notamment liés à l'énergie et à la maintenance, et sont aggravés par l'inflation, ce qui freine les investissements.



Il est essentiel de stabiliser le cadre juridique et réglementaire pour encourager les investissements

Troisième défi : la qualité de service est affectée par le manque d'investissement. Moins de ressources signifie moins de déploiement d'infrastructures et de maintenance, impactant directement l'expérience utilisateur. Enfin, le développement du numérique est freiné par une faible littératie et par le coût élevé des services et équipements.

Quelles solutions pourraient permettre de surmonter ces obstacles et stimuler l'adoption mobile ?

Plusieurs leviers sont possibles. D'abord, le développement des infrastructures dans les zones rurales, via des mécanismes comme le service universel. Ensuite, rendre les smartphones plus abordables grâce à une baisse des droits de douane et des taxes spécifiques au secteur.

Il est également essentiel de stabiliser le cadre juridique et réglementaire pour encourager les investissements privés et faciliter le partage d'infrastructures entre opérateurs.

Enfin, le renforcement des compétences et de la littératie numérique à travers des formations ciblées est un facteur clé pour augmenter l'usage et maximiser l'impact économique.

En conclusion, quel enseignement principal tirez-vous pour le secteur en Afrique ?

L'infrastructure existe, mais l'accessibilité et l'usage restent limités. Pour que le secteur contribue pleinement à la croissance économique et à l'inclusion numérique, il est nécessaire de combiner leviers économiques, sociaux, réglementaires et légaux, tout en investissant dans la formation et l'éducation numérique.

Mourad Mnif: “Infrastructure exists, but accessibility and usage remain limited”

Mourad Mnif, Director at PwC Tunisia, reflects on the state of the telecommunications sector in Sub-Saharan Africa. From coverage and accessibility to structural challenges and concrete solutions, he explains how the continent can leverage its infrastructure to foster digital inclusion and drive economic growth.



@ANA

Can you introduce your role and mission with operators and authorities in Africa ?

I am Mourad Mnif, Director at PwC Tunisia, responsible for the telecom activity. We support operators, regulatory authorities, and ministries in developing their strategies, whether to optimize existing networks or prepare for the evolution of digital services.

Our role is to advise on sector policies and investment plans to strengthen the telecommunications sector.

What is the current state of mobile coverage and accessibility in Sub-Saharan Africa ?

In terms of coverage, 85% of the population is served by 3G and 65% by 4G. However, accessibility remains very limited: only 23% of the population can effectively access mobile data, and among those living in covered areas, 60% do not actually use these services.

The reasons are multiple: low digital literacy, high smartphone costs, and limited usage despite the presence of infrastructure. This shows a clear gap between technical coverage and the effective

adoption of mobile services.

What are the main challenges the sector faces?

The first challenge is market saturation. Intense competition among operators drives prices down and reduces profitability. Next, operating costs are very high, especially those related to energy and maintenance, and are further impacted by inflation, which slows down investments.

The third challenge is service quality, which suffers from underinvestment. Fewer resources mean reduced infrastructure deployment and maintenance, directly affecting user experience. Finally, digital development is hindered by low literacy and the high cost of services and devices.

What solutions could help overcome these obstacles and boost mobile adoption ?

Several levers are possible. First, developing infrastructure in rural areas through mechanisms such as universal service. Second, making smartphones more affordable through reduced customs duties and sector-specific taxes.

It is also essential to stabilize the legal and regulatory framework to encourage private investment and facilitate infrastructure sharing among operators.

“

It is essential to stabilize the legal and regulatory framework to encourage private investment

Finally, enhancing digital skills and literacy through targeted training is a key factor to increase usage and maximize economic impact.

In conclusion, what is the main takeaway for the sector in Africa ?

Infrastructure exists, but accessibility and usage remain limited. For the sector to fully contribute to economic growth and digital inclusion, it is necessary to combine economic, social, regulatory, and legal levers while investing in digital training and education.

Grandes tendances Tech Afrique 2025

Major Tech Trends in Africa 2025



5G en Afrique en 2025 : main dans la course... ou à la traîne ?

La 5G promet une nouvelle ère de connectivité ultra-rapide sur le continent africain. Pourtant, à mi-parcours de la décennie, le déploiement reste inégal : certaines nations urbaines accélèrent, tandis que d'autres peinent à franchir le seuil de l'adoption. Entre espoirs économiques et obstacles structurels, l'Afrique peut-elle réellement embrasser cette technologie de rupture ?

Par Bylkiss Mentari



Le rapport 5G in Africa 2025 de la GSMA révèle une réalité à double visage : des investissements massifs et des projections ambitieuses, mais une adoption plus lente que prévu. Selon ce rapport, le coût des appareils compatibles et l'accessibilité du service représentent les principaux freins à une adoption plus large.

11 milliards \$ d'ici 2030

Les prévisions économiques restent néanmoins optimistes : la GSMA estime que la 5G pourrait apporter 11 milliards de dollars à l'économie de l'Afrique subsaharienne d'ici 2030, soit plus de 6 % de l'impact économique total du secteur mobile. Dans cette logique, les gouvernements et les régulateurs sont appelés à favoriser des politiques pro-investissement, notamment en libérant du spectre adapté et en soutenant

nant des modèles d'affaires viables pour des usages adaptés au marché local.

Le coût des appareils, un obstacle majeur

« Le coût des appareils compatibles 5G constitue un obstacle majeur », précise le rapport GSMA, soulignant que les smartphones abordables pourraient transformer l'accès, mais nécessitent des mécanismes de financement ou des partenariats industriels. Par ailleurs, selon un rapport de l'UIT/UNESCO, seulement 1,2 % des connexions mobiles en Afrique subsaharienne sont actuellement en 5G, malgré plus de 28 milliards de dollars investis par les opérateurs au cours des dernières années.

Le potentiel de croissance des abonnements 5G est toutefois réel. D'après Ericsson, le nombre d'abonnements pourrait passer de 26 millions en 2025 à près de 420 millions en 2031, soit un taux de croissance annuel moyen estimé à 56 % pour l'Afrique subsaharienne. Cette dynamique témoigne de la confiance dans l'avenir de la technologie, notamment pour des usages comme le FWA (Fixed Wireless Access), qui permet d'offrir un accès haut débit sans fibre.

Un catalyseur pour l'innovation économique

Du point de vue des experts, la 5G peut devenir un

catalyseur pour l'innovation économique. Le rapport GSMA évoque des cas d'usage prometteurs : l'IoT, la télé-santé, l'agriculture intelligente et l'éducation pourraient fortement bénéficier des capacités de la 5G, si les réseaux sont déployés de manière inclusive.

Mais cette transition reste fragile. Les disparités régionales sont importantes : selon un autre rapport, la pénétration d'internet mobile en Afrique est d'environ 39-40 % en 2025, avec des écarts marqués entre le sud (plus de 60 %) et l'Afrique centrale (autour de 24 %). Parmi les obstacles identifiés figurent le coût de l'accès, la faible sensibilisation aux usages 5G avancés et l'absence de modèles économiques clairs pour les zones moins densément peuplées.

Une technologie à fort potentiel... si

« L'intégration de la 5G avec l'intelligence artificielle et d'autres technologies avancées transformera les économies africaines, en favorisant une croissance durable et le développement sur le continent » annonce Todd Ashton, Vice-Président et responsable Afrique du Sud et Afrique de l'Est chez Ericsson.

De fait, la 5G en Afrique apparaît en 2025 comme une technologie à fort potentiel,

mais dont la démocratisation dépendra de plusieurs leviers : réduction des coûts, politique publique favorable, et développement d'usages pertinents. Si ces conditions sont réunies, la 5G pourrait bien devenir un moteur de croissance inclusive et d'innovation technologique sur le continent — mais sans action concertée, elle pourrait rester secondaire.

PRÉVISIONS 5G EN AFRIQUE À L'HORIZON 2030

Abonnements 5G en Afrique subsaharienne en 2025 : 26 millions

Abonnements 5G projetés en 2031 : 420 millions (taux de croissance annuel moyen : 56 %) – source Ericsson

Investissements opérateurs 2020-2024 : 28 milliards de dollars

Part de la population couverte par un réseau 5G en 2025 : <5 %

Secteurs clés bénéficiaires : IoT, télé-santé, agriculture intelligente, éducation à distance

Impact économique potentiel d'ici 2030 : +11 milliards de dollars pour l'Afrique subsaharienne

5G in Africa in 2025: In the Race... or Lagging Behind ?

The 5G promises a new era of ultra-fast connectivity across the African continent. Yet halfway through the decade, rollout remains uneven: some urban nations are accelerating, while others struggle to cross the adoption threshold. Between economic hope and structural obstacles, can Africa truly embrace this disruptive technology?

By Bylkiss Mentari

The GSMA's 5G in Africa 2025 report reveals a dual reality: massive investments and ambitious projections, but adoption slower than expected. According to the report, the cost of compatible devices and service accessibility are the main barriers to wider adoption.

\$11 billion by 2030

Economic forecasts remain optimistic: GSMA estimates that 5G could inject \$11 billion into the Sub-Saharan African economy by 2030, representing more than 6% of the total economic impact of the mobile sector. In this context, governments and regulators are urged to foster pro-investment policies,



notably by freeing up suitable spectrum and supporting viable business models tailored to local markets.

The cost of devices, a major hurdle

«The cost of 5G-compatible devices remains a major obstacle,» the GSMA report notes, stressing that affordable smartphones could transform access but require financing mechanisms or industrial partnerships. Moreover, according to ITU/UNESCO data, only 1.2% of mobile connections in Sub-Saharan Africa are currently 5G, despite more than \$28 billion invested by operators over recent years.

Strong potential for subscription growth

The potential for 5G subscription growth is nonetheless real. According to Ericsson, the number of subscriptions could rise from 26 million in 2025 to nearly 420 million by 2031, implying a compound annual growth rate of 56% for Sub-Saharan Africa. This momentum reflects confidence in the technology's future, notably for uses such as Fixed Wireless Access (FWA), which delivers high-speed connectivity without fiber.

A catalyst for economic innovation

From experts' perspective, 5G can become a catalyst for economic innovation. The GSMA report highlights promising use cases: IoT, telehealth, smart agriculture, and education could strongly benefit from 5G capabilities if networks are deployed inclusively.

However, the transition remains fragile. Regional disparities are significant: mobile internet penetration in Africa is estimated at 39–40% in 2025, with the south exceeding 60% and Central Africa lagging around 24%. Major obstacles include device costs, low awareness of advanced 5G uses, and the absence of clear business models for sparsely populated areas.

A technology of great potential... if

«The integration of 5G with artificial intelligence and other advanced technologies will transform African economies, fostering sustainable growth and development on the continent,» says Todd Ashton, Vice President and Head of Africa South & East at Ericsson.

Indeed, in 2025, 5G in Africa appears as a techno-

logy with strong potential, but its democratization depends on several levers: cost reduction, supportive public policy, and development of relevant applications. If these conditions are met, 5G could become a driver of inclusive growth and technological innovation on the continent—but without coordinated action, it may remain secondary.

5G FORECASTS FOR AFRICA BY 2030

5G subscriptions in Sub-Saharan Africa in 2025: 26 million

Projected 5G subscriptions in 2031: 420 million (compound annual growth rate: 56%) – source Ericsson

Operator investments 2020–2024: \$28 billion

Population covered by a 5G network in 2025: <5%

Key beneficiary sectors: IoT, telehealth, smart agriculture, distance education

Potential economic impact by 2030: +\$11 billion for Sub-Saharan Africa

Écosystèmes numériques : Les initiatives qui transforment le continent

De Kigali à Diamniadio, de Lomé à Ouagadougou, l'Afrique entre dans une nouvelle phase de son histoire numérique. Hubs d'IA, parcs technologiques, centres d'innovation et politiques régionales redessinent un paysage où se mêlent ambition, souveraineté technologique et quête de développement inclusif. Une révolution silencieuse mais structurante est en marche.



L'Afrique connaît aujourd'hui une mutation digitale sans précédent, portée par des gouvernements qui voient dans la technologie un accélérateur de croissance et un levier de souveraineté. Au Rwanda, l'AI Scaling Hub — annoncé lors du Global AI Summit 2025 — incarne cette ambition. Développé par le Rwanda Centre for the Fourth Industrial Revolution (C4IR), en partenariat avec la Fondation Gates, le hub se donne pour mission « d'identifier, développer et déployer des solutions d'IA à fort impact, de manière éthique et inclusive », selon le communiqué officiel du C4IR.

Télémédecine, agriculture de précision et éducation ciblées

L'objectif est clair : que l'IA serve des usages essentiels comme la télémédecine, l'agriculture de précision ou encore l'éducation personnalisée. Le hub accompagne aussi l'État dans la structuration de politiques publiques : le ministère rwandais des TIC et la RURA ont ainsi élaboré une politique nationale d'intelligence artificielle fixant des principes de gouvernance, d'éthique et de déploiement.

Le levier humain n'est pas oublié. Le hub soutient une fellowship en traitement du langage naturel menée avec l'Université du Rwanda et CMU-Africa pour renforcer des compétences locales encore rares.

Plus à l'ouest, le Sénégal fait

émerger l'un des projets les plus ambitieux du continent : le Parc des Technologies Numériques (PTN) de Diamniadio. Relancé par le gouvernement, le PTN incarne la vision d'un écosystème complet : trois tours TIC, un centre de recherche, un incubateur, des infrastructures audiovisuelles et des espaces collaboratifs sur 12,5 hectares.

« Une infrastructure de classe internationale qui attirera les multinationales mais surtout développera le secteur privé national », affirme Bassirou Abdoul Ba, coordonnateur du PTN.

Le coût de la phase 1 est estimé à 46 milliards FCFA, financés conjointement par l'État et la Banque africaine de développement. Selon



@@ Konza Technopolis

les objectifs gouvernementaux, le parc pourrait générer jusqu'à 100 000 emplois directs et indirects et positionner le Sénégal comme un hub numérique régional d'ici 2026.

Le Togo fait également figure de pionnier avec son Digital Transformation Strategy et la création de centres de données certifiés Tier III, tandis que le Maroc accélère sur les technologies souveraines, notamment via l'Agence du Développement du Digital (ADD) et les programmes d'intégration IA dans l'administration et l'industrie.

Au Kenya, la Silicon Savannah poursuit sa dynamique avec Konza Technopolis, conçue pour accueillir entreprises deeptech, centres de recherche et infrastructures d'IA. Le gouvernement kényan veut y créer un cluster de 200 000 emplois qualifiés à l'horizon 2030.

« Beaucoup doutaient que ce projet donne quelque chose. Aujourd'hui, nous pouvons voir ce que la concentration, la constance et l'engagement national peuvent accomplir pour notre pays » a déclaré le président Ruto lors de la mise en service officielle de la Phase I. Avant d'ajouter : « Konza est désormais le cœur de l'infrastructure numérique gouvernementale du Kenya. C'est là où l'innovation rencontre l'efficacité et où sera ancrée notre fu-

ture économie numérique. »

Par ailleurs, le Kenya a signé un accord de financement de 284,1 M \$ avec la Corée du Sud pour développer une "Digital Media City" dans la Technopolis, ce qui renforce le profil d'innovation de Konza.



Nous ne voulons pas être de simples spectateurs... Nous voulons une IA qui serve l'humanité et renforce la gouvernance

Au Nigeria, l'une des plus grandes initiatives est le National Centre for Artificial Intelligence and Robotics (NCAIR), bras technologique de la National Information Technology Development Agency (NITDA). Le centre développe des solutions locales en IA, drones, cybersécurité et robotique appliquée.

Selon son directeur, Kashifu Inuwa Abdullahi, l'objectif est de faire du Nigeria un contributeur majeur à la quatrième révolution industrielle grâce à des solu-

tions conçues pour les réalités africaines. « Nous ne voulons pas être de simples spectateurs... Nous voulons une IA qui serve l'humanité et renforce la gouvernance. »

Dans le Sahel, malgré des défis sécuritaires, l'innovation progresse. Au Burkina Faso, la stratégie nationale d'IA adoptée en 2024 vise à créer des solutions pour la gestion des données agricoles, la prévention des crises et l'amélioration de l'administration. Le pays a lancé un programme de formation en IA appliquée. Le Niger, avant la suspension de plusieurs programmes internationaux, avait engagé une stratégie de transformation numérique axée sur l'e-administration, les données géospatiales et les services mobiles pour l'agriculture – des initiatives aujourd'hui en restructuration mais qui démontrent la volonté du pays de bâtir des outils technologiques adaptés à son contexte.

Les bases d'une transformation durable

Ces initiatives, qu'elles soient nationales ou régionales, composent un écosystème qui se densifie. Elles posent les bases d'une transformation durable fondée sur la compétence locale, les partenariats internationaux et la volonté de bâtir une souveraineté numérique.

Digital Ecosystems: Initiatives Transforming the Continent

From Kigali to Diamniadio, from Lomé to Ouagadougou, Africa is entering a new phase of its digital history. AI hubs, tech parks, innovation centres, and regional policies are reshaping a landscape where ambition, technological sovereignty, and inclusive development converge. A quiet but structural revolution is underway.



Africa is undergoing an unprecedented digital transformation, driven by governments that see technology as a growth accelerator and a pillar of sovereignty. In Rwanda, the AI Scaling Hub—announced at the Global AI Summit 2025—is a key example. Developed by the Rwanda Centre for the Fourth Industrial Revolution (C4IR Rwanda) in partnership with the Gates Foundation, the hub aims “to identify, develop and deploy high-impact AI solutions in an ethical and inclusive manner,” according to the official C4IR statement.

Telemedicine, precision agriculture, and targeted education

The goal is clear: AI must serve essential sectors such as telemedicine, pre-

cision agriculture, and personalized education. The hub also supports the state in shaping public policy: Rwanda’s Ministry of ICT and RURA have developed a national AI policy setting governance, ethical, and deployment principles.

The human factor is not forgotten. The hub supports an NLP fellowship conducted with the University of Rwanda and CMU-Africa to strengthen rare local skills.

Further west, Senegal is launching one of the continent’s most ambitious projects: the Parc des Technologies Numériques (PTN) in Diamniadio. Revived by the government, the PTN embodies a complete ecosystem: three ICT towers, a research centre, an incubator, audiovisual infrastructures, and collaborative spaces over 12.5 hectares.

“

An international-class infrastructure that will attract multinationals but, above all, develop the national private sector

“An international-class infrastructure that will attract multinationals but, above all, develop the national private sector,” said Bassirou Abdoul Ba, Coordinator, PTN.

The first phase costs 46 bil-



@ Konza Technopolis

lion FCFA, financed jointly by the state and the African Development Bank. According to government objectives, the park could generate up to 100,000 direct and indirect jobs and position Senegal as a regional digital hub by 2026.

“

Konza, where innovation meets efficiency and anchors our future digital economy

Togo is also emerging as a pioneer with its Digital Transformation Strategy and the creation of Tier III-certified data centres, while Morocco accelerates on sovereign technologies through the Agence du Développement du Digital (ADD) and AI integration programs in government and industry.

In Kenya, the Silicon Savannah continues to grow with Konza Technopolis, designed to host deep-tech companies, research centres, and AI infrastructure. The government aims to create a cluster of 200,000 skilled jobs by 2030. “Many doubted that any-

thing would come out of this project. Today, we can see what focus, consistency, and national commitment can deliver for our country,” said President Ruto during the commissioning of Phase I. “Konza is now the heartbeat of Kenya’s digital government infrastructure. It is where innovation meets efficiency and where our future digital economy will be anchored.”

Kenya also signed a \$284.1 million financing agreement with South Korea to develop a “Digital Media City” within Konza.

In Nigeria, one of the largest initiatives is the National Centre for Artificial Intelligence and Robotics (NCAIR), the technological arm of the National Information Technology Development Agency (NITDA). The centre develops local solutions in AI, drones, cybersecurity, and applied robotics.

According to its director, Kashifu Inuwa Abdullahi, the goal is to make Nigeria a major contributor to the Fourth Industrial Revolution through solutions designed for African realities. “We don’t want to be passive participants... We want AI that serves humanity and strengthens governance.” In the Sahel, despite security challenges, innovation is advancing. In Burkina Faso, the national AI strategy adopted in 2024 aims to create solutions for

agricultural data management, crisis prevention, and improved administration. The country launched an applied AI training programme.

In Niger, before the suspension of several international programmes, a digital transformation strategy focused on e-administration, geospatial data, and mobile services for agriculture—initiatives now being restructured but demonstrating the country’s intent to build context-appropriate technology tools.

“

We don’t want to be passive participants... We want AI that serves humanity and strengthens governance

Foundations for sustainable transformation

These initiatives, whether national or regional, are creating a denser ecosystem. They lay the foundations for sustainable transformation based on local expertise, international partnerships, and the drive to build digital sovereignty.

Tech et startups : un marché toujours en transformation

À la fin de l'année 2025, l'écosystème tech des startups africaines montre des signes de maturation, entre levées de fonds conséquentes, diversification sectorielle et montée en puissance des investisseurs locaux. Si le marché reste concentré géographiquement et sensible aux fluctuations macroéconomiques, il confirme sa capacité de résilience et d'innovation.

Par DBM

L'année 2025 illustre parfaitement la complexité et la maturité croissante du capital-risque en Afrique. Selon le rapport de l'AVCA, 487 deals ont été enregistrés au total, dont 427 en equity pour 2,6 milliards \$ et 60 en dette pour environ 1 milliard \$. Le ticket médian d'investissement s'établit à 2,5 millions \$, en hausse de 32 % par rapport à l'année précédente, traduisant une sélection plus rigoureuse des projets et une valorisation plus exigeante des startups.

Les chiffres de Partech confirment cette tendance mais apportent des nuances. Selon son rapport 2024, les startups africaines ont levé 3,2 milliards \$ au total (equity + dette), soit une baisse de 7 % par rapport à 2023. Dans ce mix, l'equity est resté stable à 2,2 milliards \$, tandis que la dette a reculé de 17 % à 1 milliard \$, en raison de



la hausse des taux d'intérêt et de la force du dollar. Le nombre d'investisseurs equity uniques a légèrement progressé à 583, signe d'un intérêt soutenu pour le marché malgré les conditions plus difficiles. Partech souligne que le Nigeria reste le marché le plus dynamique avec 520 millions \$ levés sur 103 deals, tandis que l'Égypte connaît la plus forte croissance du nombre de transactions (+48 %).

De nouveaux pôles d'innovation commencent à émerger

Sur le plan sectoriel, la fintech continue de dominer les investissements, représentant environ 60 % de l'equity total selon Partech, et attirant à la fois le plus grand nombre de deals et les montants les plus élevés. D'autres secteurs comme le Clean & ClimateTech et l'intelligence ar-

tificielle connaissent une montée en puissance significative : 42 deals pour 108 millions \$ dans l'IA ont été recensés par l'AVCA en 2024. Cette diversification traduit l'émergence de solutions répondant aux défis structurels africains, de l'énergie à la transformation industrielle.

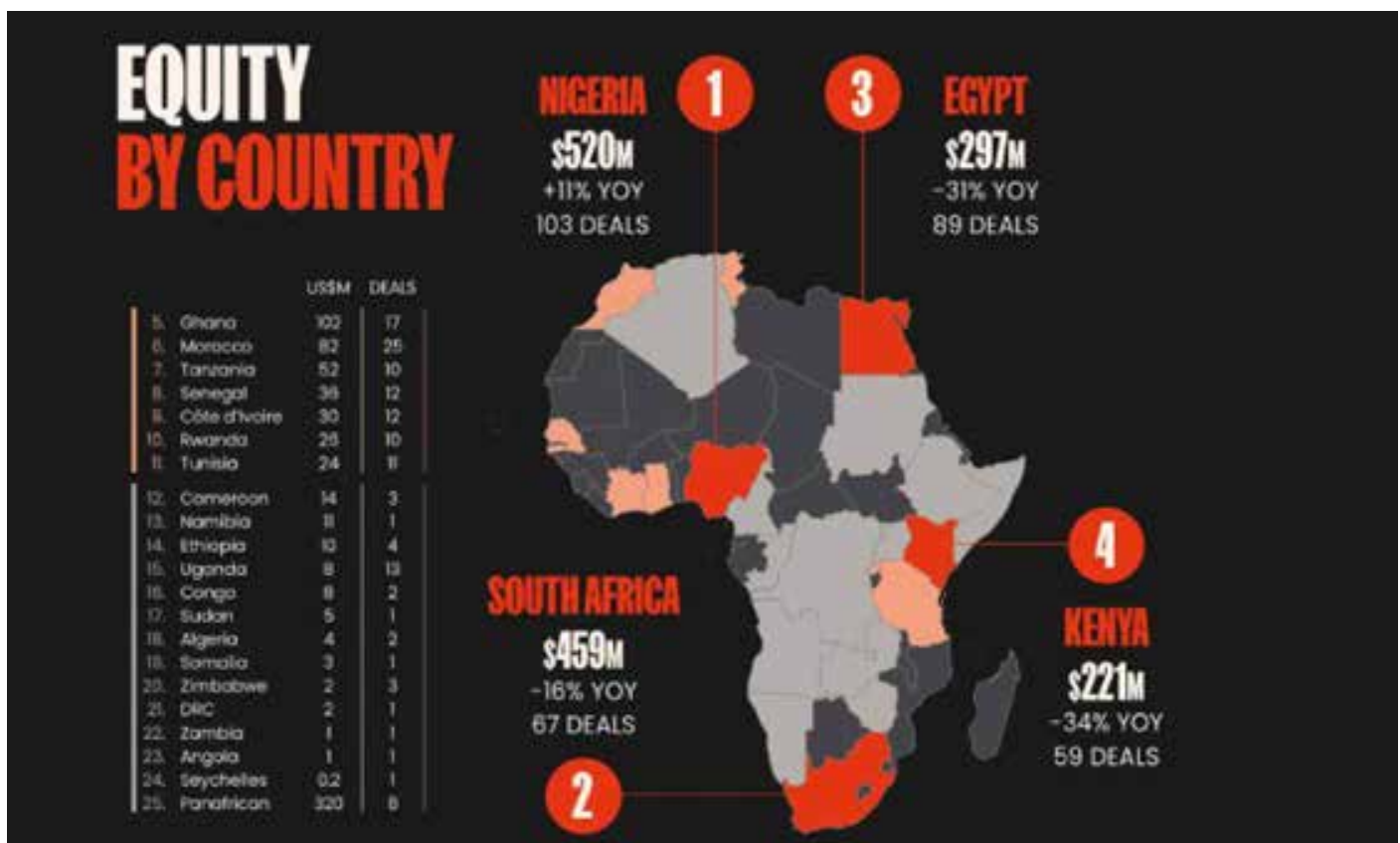
La répartition géographique reste concentrée : les « Big Four » – Nigeria, Afrique du Sud, Égypte et Kenya – captent toujours la majorité des fonds, mais les données 2025 indiquent une progression notable de l'Afrique du Nord, qui représente désormais 26 % du volume des deals, portée par l'Égypte, l'Algérie et la Tunisie. Cette tendance montre que de nouveaux pôles d'innovation commencent à émerger, tout en

conservant des disparités régionales marquées.

Par ailleurs, la dette de capital-risque s'affirme comme un levier majeur. En 2025, elle a atteint des niveaux record, dépassant parfois l'equity pour certaines transactions et permettant aux startups plus matures de croître sans diluer leur capital. Le fonds Partech Africa II, doté de 280 millions €, illustre cette dynamique : il déploie des tickets allant de 1 à 15 millions \$ dans des deals seed à Series C. Au premier semestre 2025, plusieurs transactions notables ont été menées, telles que le tour de 75 millions \$ pour Naway (proptech égyptienne), 13 millions \$ pour MoneyFellows (fintech égyptienne) et 4,2 millions \$ pour Carrot Credit au Nigeria.

Malgré ces indicateurs positifs, le contexte reste exigeant. La hausse des taux, l'inflation et la volatilité des devises africaines compliquent les levées de fonds. Les cycles de financement sont plus longs et les investisseurs plus sélectifs. Comme le note Tidjane Dème, co-gérant chez Partech, « les levées de fonds prennent bien plus de temps, le capital coûte plus cher... Il y a eu beaucoup de casse ces derniers mois. Des sociétés ont dû restructurer leur dette. ». Cette prudence oblige les fondateurs à construire des modèles plus solides et à démontrer rapidement leur capacité à scaler.

Une tendance qui se confirme en 2025 : l'émergence de fonds d'investissement africains





Une tendance qui se confirme en 2025 est l'émergence de fonds d'investissement africains spécialisés dans la tech sur le continent, capables de co-investir entre eux pour soutenir des startups à fort potentiel. Ces fonds, historiquement moins visibles, prennent désormais une part active dans le financement local, apportant à la fois capital et expertise. Parmi les plus représentatifs, 216 Capital (Tunisie) soutient des startups fintech, IA et logistique et co-investit parfois avec d'autres fonds africains sur des deals régionaux, comme pour Logidoo. AfricInvest, acteur historique du private equity panafricain, participe à des tours de table collaboratifs avec d'autres fonds locaux

pour accompagner des startups tech comme AURA en Afrique du Sud. À cela s'ajoute Janngo Capital, fonds panafricain engagé dans la tech avec un accent sur l'inclusion des femmes, qui investit dans des startups comme Expensya et participe à des tours de financement africains collaboratifs. D'autres acteurs majeurs incluent Novastar Ventures, CRE Venture Capital, TLcom Capital, Algebra Ventures et EchoVC Partners, qui multiplient les opérations de co-investissement entre fonds africains, renforçant la capacité de financement locale. Cette dynamique montre que les fonds africains commencent à construire un écosystème auto-suffisant, capable de financer,

faire croître et scaler les startups africaines, réduisant la dépendance aux capitaux internationaux et renforçant la souveraineté financière de l'écosystème tech sur le continent.

Si la concentration géographique et la sélectivité accrue des investisseurs posent des défis, ces évolutions ouvrent la voie à des champions africains capables de scaler à l'échelle continentale. L'année 2025 apparaît ainsi comme un tournant : un écosystème en mutation, plus robuste et plus intégré, prêt à relever les défis de demain tout en offrant aux startups africaines un capital et un accompagnement adaptés à leur croissance.

Tech and Startups : a market in constant transformation

At the end of 2025, the African startup tech ecosystem shows signs of maturing, with significant fundraising, sectoral diversification, and the rise of local investors. While the market remains geographically concentrated and sensitive to macroeconomic fluctuations, it confirms its capacity for resilience and innovation.

By DBM



The year 2025 perfectly illustrates the complexity and growing maturity of venture capital in Africa. According to the AVCA report, a total of 487 deals were recorded, including 427 equity deals for \$2.6 billion and 60 debt deals for approximately \$1 billion. The median investment ticket stands at \$2.5 million, up 32% from the previous year, reflecting a more rigorous selection of projects and higher valuations for startups.

Partech's figures confirm this trend but add nuance. According to its 2024 report, African startups raised a total of \$3.2 billion (equity + debt), a decrease of 7% compared to 2023. In this mix, equity remained stable at \$2.2 billion, while debt fell by 17% to \$1 billion, due to rising interest rates and a

strong dollar. The number of unique equity investors slightly increased to 583, signaling sustained interest in the market despite more difficult conditions. Partech notes that Nigeria remains the most dynamic market with \$520 million raised across 103 deals, while Egypt experienced the strongest growth in the number of transactions (+48%).

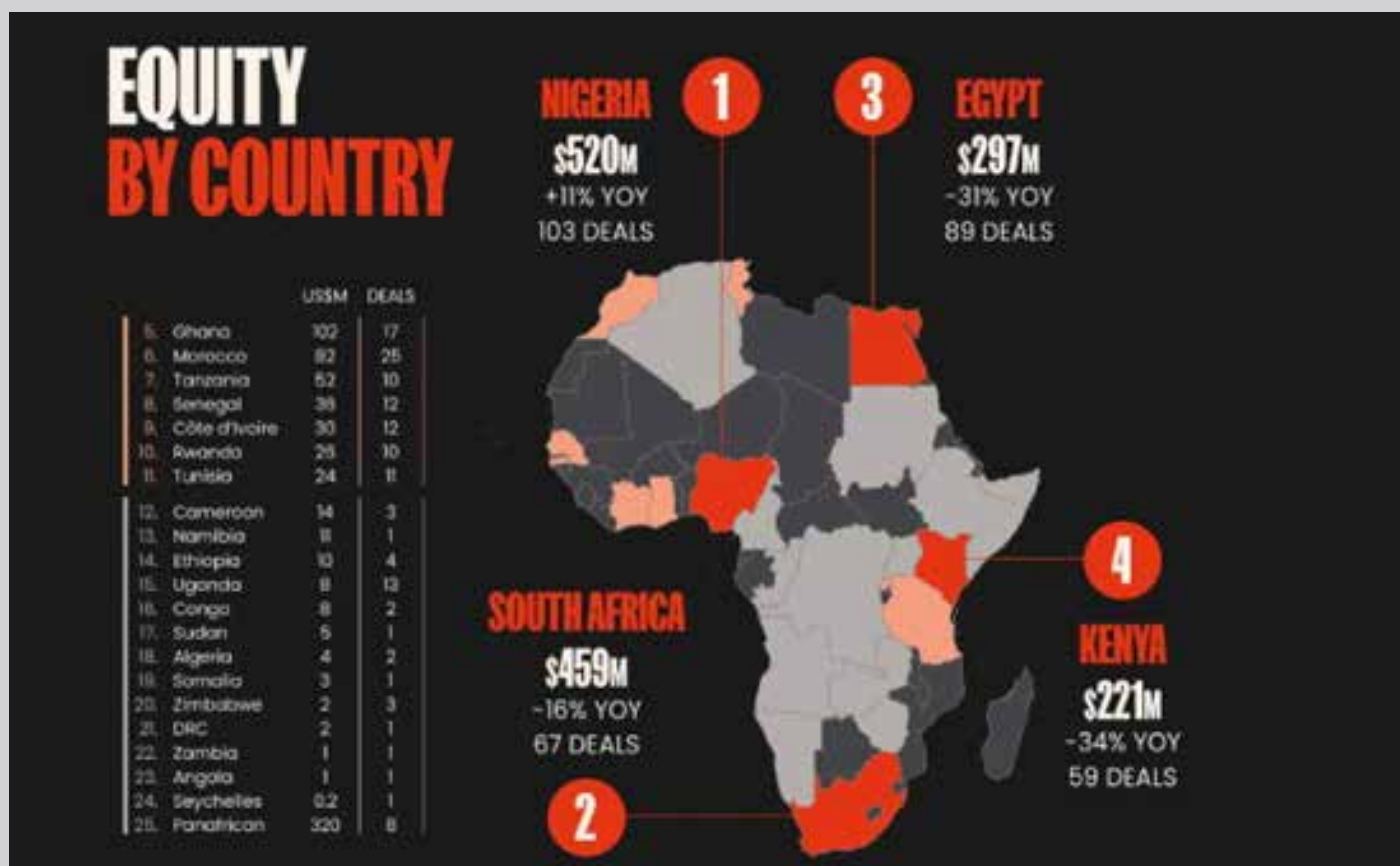
New Innovation Hubs Are Emerging

Sector-wise, fintech continues to dominate investments, representing around 60% of total equity according to Partech, attracting both the highest number of deals and the largest amounts. Other sectors such as Clean & Climate-Tech and artificial intelli-

gence are gaining significant traction: 42 AI deals totaling \$108 million were recorded by AVCA in 2024. This diversification reflects the emergence of solutions addressing Africa's structural challenges, from energy to industrial transformation.

Geographical distribution remains concentrated: the "Big Four" – Nigeria, South Africa, Egypt, and Kenya – still capture the majority of funds, but 2025 data indicate notable growth in North Africa, which now accounts for 26% of deal volume, driven by Egypt, Algeria, and Tunisia. This trend shows that new innovation hubs are beginning to emerge, while regional disparities remain marked.

Furthermore, venture debt is

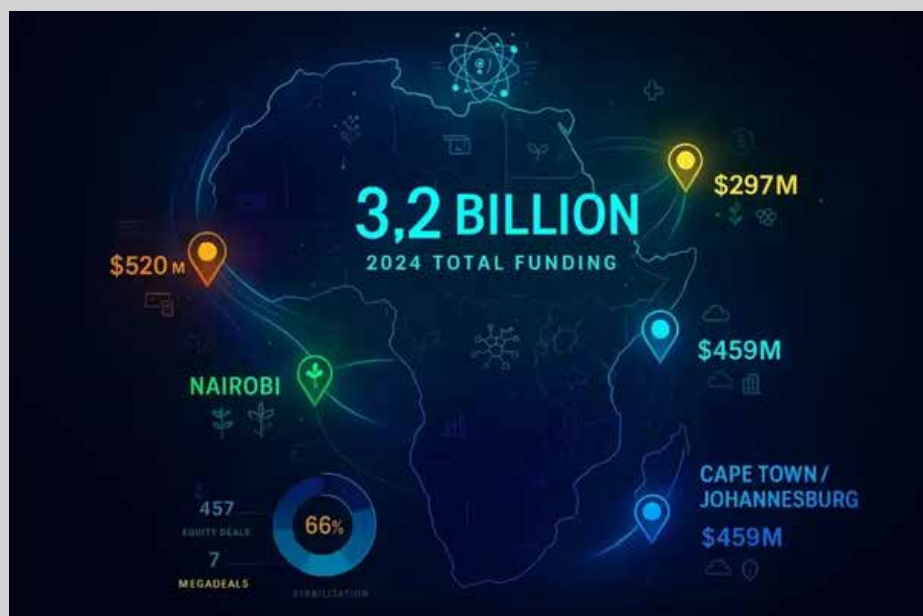


establishing itself as a major lever. In 2025, it reached record levels, sometimes exceeding equity for certain transactions, allowing more mature startups to grow without diluting their capital. The Partech Africa II fund, with €280 million, illustrates this dynamic: it deploys tickets ranging from \$1 million to \$15 million in seed to Series C deals. In the first half of 2025, several notable transactions were completed, such as the \$75 million round for Nawy (Egyptian proptech), \$13 million for MoneyFellows (Egyptian fintech), and \$4.2 million for Carrot Credit in Nigeria.

Despite these positive indicators, the context remains demanding. Rising interest rates, inflation, and volatility in African currencies complicate fundraising. Funding cycles are longer and investors more selective. As noted by Tidjane Dème, co-managing partner at Partech, "Fundraising is taking much longer, capital is more expensive... There has been a lot of disruption in recent months. Some companies have had to restructure their debt." This caution forces founders to build more solid models and quickly demonstrate their ability to scale.

A Trend Confirmed in 2025: The Rise of African Investment Funds

A trend confirmed in 2025 is the emergence of African



investment funds specializing in tech on the continent, capable of co-investing with one another to support high-potential startups. Historically less visible, these funds are now taking an active role in local financing, bringing both capital and expertise. Among the most representative, 216 Capital (Tunisia) supports fintech, AI, and logistics startups and sometimes co-invests with other African funds on regional deals, such as Logidoo. AfricInvest, a historic player in pan-African private equity, participates in collaborative rounds with other local funds to support tech startups like AURA in South Africa. Added to this is Janngo Capital, a pan-African fund committed to tech with a focus on women's inclusion, investing in startups like Expensya and participating in collaborative African funding rounds. Other major players include Novastar Ventures, CRE Venture Capital, TLcom Capi-

tal, Algebra Ventures, and EchoVC Partners, which multiply co-investment operations among African funds, strengthening local financing capacity. This dynamic shows that African funds are beginning to build a self-sufficient ecosystem capable of funding, growing, and scaling African startups, reducing dependence on international capital and reinforcing the financial sovereignty of the tech ecosystem on the continent.

While geographic concentration and increased investor selectivity pose challenges, these developments pave the way for African champions capable of scaling continent-wide. The year 2025 thus appears as a turning point: a transforming ecosystem, more robust and integrated, ready to meet tomorrow's challenges while providing African startups with capital and support tailored to their growth.

Souveraineté numérique : l'Afrique investit dans ses data centers

Face à la croissance fulgurante du numérique, l'Afrique adopte une stratégie ambitieuse en construisant ses propres data centers. L'enjeu dépasse la simple connectivité : il s'agit de reprendre le contrôle des données, de sécuriser les infrastructures et de garantir une véritable souveraineté numérique.



À l'aube de cette nouvelle décennie numérique, l'Afrique investit massivement dans ses infrastructures de data centers, un signe fort que la question de la souveraineté des données n'est plus une simple ambition, mais une réalité en construction.

Cette dynamique s'appuie sur des projets concrets

et de grande ampleur. Par exemple, en Côte d'Ivoire, le groupe ST Digital a inauguré un data center Tier III à Grand-Bassam, considéré comme un projet stratégique pour le développement numérique local.

L'essor des data centers africains est aussi porté par des investissements privés et institutionnels croissants.

L'IFC (branche de financement du Groupe Banque mondiale) a annoncé en avril 2025 un financement de 100 millions de dollars en faveur du groupe Raxio, opérateur panafricain de data centers. Cette enveloppe vise à développer des centres en Afrique subsaharienne afin de répondre à la demande croissante en services cloud,

intelligence artificielle et solutions digitales.

Comme le souligne Sarvesh Suri, directeur régional Infrastructure à l'IFC : « Les data centers en tant que tels et, plus généralement, la connectivité numérique sont des domaines d'attention importants pour l'IFC. »

Pour Robert Skjødt, CEO de Raxio, ce financement est stratégique : « Ce financement nous permettra d'apporter des infrastructures critiques aux régions qui en ont le plus besoin. Ensemble, nous construisons les bases de l'avenir numérique de l'Afrique. »

Un levier de pouvoir économique et stratégique

En hébergeant les données sur le continent, les États et entreprises africaines peuvent réduire leur dépendance aux infrastructures étrangères, diminuer les coûts liés à la latence et renforcer la sécurité des informations.

Le volet énergétique n'est pas en reste. En 2024, Africa Data Centres, acteur majeur de la colocation, a lancé la construction d'une ferme solaire de 12 MW dans la province du Free State (Afrique du Sud), en partenariat avec DPA SA, pour alimenter ses installations.

Tesh Durvasula, CEO d'Africa Data Centres, explique :

« Africa Data Centres s'attaque activement à cette problématique en produisant de l'énergie renouvelable, ce qui allège la pression sur le réseau local. »

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un accord de 20 ans avec DPA SA, visant à fournir de l'électricité verte aux data centers de Cape Town et Johannesburg, renforçant ainsi la durabilité et la résilience énergétique des infrastructures.

Un écosystème numérique inclusif et durable

Au-delà de la connectivité et de l'énergie, ces investissements transforment les data centers en

véritables hubs à valeur ajoutée. Ils hébergent des services cloud, des applications financières et des infrastructures publiques, contribuant à un écosystème numérique inclusif et durable, comme le souligne le rapport de l'IFC.

Cette montée en puissance locale répond également à des enjeux géopolitiques : la souveraineté des données devient un levier de pouvoir économique et stratégique. En réduisant la dépendance aux infrastructures étrangères, les pays africains gagnent en autonomie réglementaire et en résilience face aux interruptions, à l'espionnage ou aux coûts supplémentaires.



Digital Sovereignty: Africa Invests in Its Data Centers

Faced with the rapid growth of digital technology, Africa is adopting an ambitious strategy by building its own data centers. The challenge goes beyond simple connectivity: it is about regaining control over data, securing infrastructure, and ensuring genuine digital sovereignty.



À l'aube de cette nouvelle décennie numérique, l'Afrique investit massivement dans ses infrastructures de data centers, un signe fort que la question de la souveraineté des données n'est plus une simple ambition, mais une réalité en construction.

Cette dynamique s'appuie sur des projets concrets et de grande ampleur. Par exemple, en Côte d'Ivoire, le groupe ST Digital a inauguré un data center Tier III

à Grand-Bassam, considéré comme un projet stratégique pour le développement numérique local.

L'essor des data centers africains est aussi porté par des investissements privés et institutionnels croissants. L'IFC (branche de financement du Groupe Banque mondiale) a annoncé en avril 2025 un financement de 100 millions de dollars en faveur du groupe Raxio, opérateur panafricain de data centers. Cette en-

veloppe vise à développer des centres en Afrique subsaharienne afin de répondre à la demande croissante en services cloud, intelligence artificielle et solutions digitales.

Comme le souligne Sarvesh Suri, directeur régional Infrastructure à l'IFC : « Les data centers en tant que tels et, plus généralement, la connectivité numérique sont des domaines d'attention importants pour l'IFC. »

Pour Robert Skjødt, CEO de Raxio, ce financement est stratégique : « Ce financement nous permettra d'apporter des infrastructures critiques aux régions qui en ont le plus besoin. Ensemble, nous construisons les bases de l'avenir numérique de l'Afrique. »

Un levier de pouvoir économique et stratégique

En hébergeant les données sur le continent, les États et entreprises africaines peuvent réduire leur dépendance aux infrastructures étrangères, diminuer les coûts liés à la latence et renforcer la sécurité des informations.

Le volet énergétique n'est pas en reste. En 2024, Africa Data Centres, acteur majeur de la colocation, a lancé la construction d'une ferme solaire de 12 MW dans la province du Free State (Afrique du Sud), en partenariat avec DPA SA, pour alimenter ses installations.

Tesh Durvasula, CEO d'Africa Data Centres, explique : « Africa Data Centres s'attaque activement à cette problématique en produisant de l'énergie renouvelable, ce qui allège la pression sur le réseau local. »

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un accord de 20 ans avec DPA SA, visant à fournir de l'électricité verte aux data centers de Cape Town et Johannes-

burg, renforçant ainsi la durabilité et la résilience énergétique des infrastructures.

Un écosystème numérique inclusif et durable

Au-delà de la connectivité et de l'énergie, ces investissements transforment les data centers en véritables hubs à valeur ajoutée. Ils hébergent des services cloud, des applications financières et des infrastructures publiques, contribuant à un écosys-

tème numérique inclusif et durable, comme le souligne le rapport de l'IFC.

Cette montée en puissance locale répond également à des enjeux géopolitiques : la souveraineté des données devient un levier de pouvoir économique et stratégique. En réduisant la dépendance aux infrastructures étrangères, les pays africains gagnent en autonomie réglementaire et en résilience face aux interruptions, à l'espionnage ou aux coûts supplémentaires.



@Raxio Data center

Cybersécurité : l'urgence

À mesure que l'Afrique accélère sa transition digitale, la montée en flèche de la cybercriminalité devient un défi majeur pour ses États, ses institutions et ses populations.



Le dernier rapport d'INTERPOL souligne qu'en Afrique de l'Ouest et de l'Est, la cybercriminalité représente désormais plus de 30 % de l'ensemble des infractions signalées. Parmi les menaces les plus fréquentes figurent les escroqueries en ligne, le hameçonnage, la sextorsion numérique et les rançongiciels.

« Cette quatrième édition de l'évaluation des cybermenaces en Afrique donne un tableau clair des

menaces fluctuantes actuelles, avec l'émergence de nouveaux dangers tels que la fraude portée par l'IA, qui requièrent une action urgente. Aucune institution ni aucun pays n'est en mesure de relever seuls ces défis », alerte Neal Jetton, directeur de la Cybercriminalité à INTERPOL.

Cette situation a déjà conduit à des actions concrètes. Entre juin et août 2025, l'opération Serengeti 2.0 menée par INTERPOL en

coopération avec 18 pays africains et le Royaume-Uni a abouti à l'arrestation de 1 209 personnes, au démantèlement de 11 432 infrastructures malveillantes et à la récupération de 97,4 millions de dollars. Près de 88 000 victimes ont été identifiées.

Mais malgré ces succès ponctuels, les États africains éprouvent de grandes difficultés à suivre l'évolution des menaces. Selon INTERPOL, 90 % des

pays interrogés estiment devoir renforcer « sensiblement » les capacités de leurs services d'application de la loi et de poursuite judiciaire.

Des initiatives africaines à renforcer

Face à ce constat, des initiatives africaines concrètes commencent à émerger — signe que le continent prend progressivement la mesure du défi.

L'un des piliers de la réponse africaine à la cybercriminalité est l'essor des CSIRT / CERT nationaux et régionaux, coordonnés notamment par AfricaCERT (Forum of African Computer Emergency Response Teams). Depuis 2021, AfricaCERT organise des cyberdrills (exercices de simulation de cyberattaques) pour tester les capacités de ses membres à détecter, analyser et réagir face aux incidents. Le quatrième drill, « Level Up Your Readiness », a eu lieu en novembre 2024 en Zambie, dans le cadre du Symposium régional sur la cybersécurité en Afrique australe, et a rassemblé des équipes de nombreux pays africains.

Ces exercices contribuent à sensibiliser, former et standardiser les procédures de réponse aux incidents à l'échelle du continent — un élément clé pour bâtir un véritable « bouclier africain » contre la cybercriminalité.

Par ailleurs, sur le plan juridique et normatif, l'Union africaine a mis en place la Convention de Malabo sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel.



Elle vise à harmoniser les législations nationales, à encadrer les responsabilités, à structurer la coopération transnationale et à protéger les droits fondamentaux dans le cyberspace. Elle est entrée en vigueur en 2023.

Certaines nations africaines adaptent peu à peu leur législation nationale dans le sens de cette convention ; cela constitue une étape essentielle pour rendre possibles des enquêtes transfrontalières rapides et l'échange d'informations entre autorités compétentes.

Enfin, des opérations régulières d'INTERPOL avec

des partenaires du privé montrent un modèle de coopération public-privé efficace. Par exemple, dans l'opération Serengeti 2.0, Kaspersky a apporté des données de threat intelligence (indicateurs de compromission, IoC), ce qui a permis de cibler des réseaux cybercriminels avec précision.

Vers un socle de confiance numérique

Malgré ces avancées, la route reste longue. Il est urgent de généraliser la création de CERT / CSIRT nationaux, d'accélérer la ratification et l'implémentation effective de législations de protection des données conformes à Malabo, et de renforcer la coopération régionale et internationale.

Il faut aussi investir dans la formation d'experts africains en cybersécurité, en criminalistique numérique, forensic, réponse aux incidents, et en régulation des données.

Sans un tel bouclier — mêlant technique, légal et institutionnel — la souveraineté numérique et la résilience des États africains restent fragiles. Mais les premières initiatives africaines (AfricaCERT, convention Malabo, opérations conjointes) donnent des signes encourageants : le continent commence à se prendre en main.

Cybersecurity : the urgency

As Africa accelerates its digital transition, the surge in cybercrime is becoming a major challenge for its states, institutions and populations.



INTERPOL's latest report highlights that in West and East Africa, cybercrime now accounts for more than 30% of all reported offences. Among the most frequent threats are online scams, phishing, digital sextortion and ransomware.

"This fourth edition of the African Cyberthreat Assessment provides a clear picture of current shifting threats, with the emer-

gence of new dangers such as AI-powered fraud, which require urgent action. No single institution or country can address these challenges alone," warns Neal Jetton, INTERPOL's Director of Cybercrime.

This situation has already led to concrete action. Between June and August 2025, Operation Serengeti 2.0, led by INTERPOL in cooperation with 18 African

countries and the United Kingdom, resulted in the arrest of 1,209 individuals, the dismantling of 11,432 malicious infrastructures, and the recovery of \$97.4 million. Nearly 88,000 victims were identified.

But despite these punctual successes, African states are struggling to keep pace with the evolution of threats. According to INTERPOL, 90% of surveyed countries believe

they must “significantly” strengthen the capacities of their law-enforcement and judicial authorities.

African initiatives being strengthened

In response to this reality, concrete African initiatives are beginning to emerge — a sign that the continent is gradually grasping the scale of the challenge.

One of the pillars of Africa’s response to cybercrime is the rise of national and regional CSIRTs / CERTs, coordinated in particular by AfricaCERT (Forum of African Computer Emergency Response Teams). Since 2021, AfricaCERT has organised cyber drills (cyberattack simulation exercises) to test its members’ ability to detect, analyse and respond to incidents. The fourth drill, “Level Up Your Readiness”, was held in November 2024 in Zambia during the Southern Africa Cybersecurity Symposium, bringing together teams from numerous African countries.

These exercises help raise awareness, train personnel and standardise incident-response procedures across the continent — a key element in building a genuine African shield against cybercrime.



Aucune institution ni aucun pays n’est en mesure de relever seul ces défis

Furthermore, on the legal and regulatory front, the African Union has established the Malabo Convention on cybersecurity and personal data protection. Its aim is to harmonise national legislation, define responsibilities, structure transnational cooperation and protect fundamental rights in cyberspace. It entered into force in 2023. Several African nations are gradually aligning their national laws with this convention; this is an essential step to enable rapid cross-border investigations and information sharing between competent authorities.

Finally, regular INTERPOL operations with private-sector partners demonstrate an effective public-private cooperation model. For example, during Operation Serengeti 2.0, Kaspersky pro-

vided threat-intelligence data (indicators of compromise, IoCs), which helped pinpoint cybercriminal networks with precision.

Toward a foundation of digital trust

Despite these advances, much remains to be done. It is urgent to generalise the creation of national CERTs / CSIRTs, accelerate the ratification and effective implementation of data-protection laws aligned with the Malabo Convention, and strengthen regional and international cooperation. It is also necessary to invest in training African cybersecurity experts in digital forensics, forensic analysis, incident response and data regulation.

Without such a shield — combining technological, legal and institutional components — Africa’s digital sovereignty and the resilience of its states will remain fragile. But the first African initiatives (AfricaCERT, the Malabo Convention, joint operations) send encouraging signals: the continent is beginning to take matters into its own hands.



ANA School

**1ER CENTRE PANAFRICAIN DE
PERFECTIONNEMENT AUX MÉTIERS
DU JOURNALISME**

**1ST PAN-AFRICAN JOURNALISM
TRAINING CENTER**



UN IMPACT TANGIBLE POUR UN JOURNALISME DE QUALITÉ

Grâce à des formations gratuites et des outils pédagogiques digitaux, ANASchool :

- Permet aux médias d'accéder à des professionnels qualifiés.
- Soutient les écoles de journalisme en complétant leur offre en ligne.
- Renforce la lutte contre la désinformation et promeut des pratiques journalistiques éthiques

A TANGIBLE IMPACT FOR QUALITY JOURNALISM

Thanks to free training courses and digital teaching tools, ANASchool :

- Gives the media access to qualified professionals.
- Supports journalism schools by complementing their online offerings.
- Reinforces the fight against misinformation and promotes ethical journalistic practices.

www.africa-news-agency.com



EdTech & Skills : renforcer les compétences numériques en Afrique

L'Afrique se digitalise rapidement, mais le continent reste confronté à un déficit important de compétences numériques. Pour soutenir la transformation digitale, il faut former des professionnels dans le cloud, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la data et l'entrepreneuriat numérique, en mobilisant États, institutions régionales et acteurs privés.



Le manque de talents qualifiés constitue un obstacle majeur à la souveraineté numérique et au développement économique. Dans plusieurs pays, les infrastructures sont prêtes, mais les compétences pour les exploiter et les sécuriser sont insuffisantes. Cela limite la compétitivité,

freine l'innovation locale et accroît la dépendance aux technologies étrangères.

Des initiatives africaines pour combler le gap

Le Rwanda Coding Academy, lancé en 2019, forme des jeunes aux métiers du développement logiciel, du

cloud et de la cybersécurité, avec des programmes adaptés aux besoins des entreprises et des administrations publiques.

À l'échelle continentale, la Smart Africa Digital Academy (SADA) propose des formations pour jeunes, professionnels et décideurs

dans plusieurs pays africains. Lors d'événements de lancement, le Directeur général de Smart Africa, Laci-na Koné, a déclaré : « Grâce à des initiatives comme SADA, l'Alliance Smart Africa s'engage à soutenir les efforts nationaux visant à combler le déficit de compétences numériques » (Smart Africa).

“

Pour gagner la bataille contre la pauvreté en Afrique, nous devons doter notre jeunesse de compétences numériques qui les préparent aux emplois de demain

De l'éducation de masse aux compétences spécialisées

Le programme Coding for Employment de l'African Development Bank (AfDB) illustre l'importance de la formation numérique. Il a permis de former 130 000 utilisateurs à travers le continent dans des domaines comme le développement web, la data science ou le marketing di-

gital. Martha Phiri, directrice en charge des compétences à la Banque, déclarait : « Pour gagner la bataille contre la pauvreté en Afrique, nous devons doter notre jeunesse de compétences numériques qui les préparent aux emplois de demain. »

L'Africa Code Week (ACW), lancée en 2015, a permis d'équiper 17 millions de jeunes dans 54 pays africains avec des compétences de base en codage et pensée computationnelle. En 2023, plus de 2,4 millions de jeunes ont participé aux ateliers, dont environ 46 % de filles

Inclusion et perspectives

L'inclusion demeure un point clé. Les femmes et les jeunes issus de zones rurales doivent avoir accès aux formations et aux opportunités professionnelles. Les initiatives continentales citées contribuent à bâtir un écosystème de formation numérique solide, capable de préparer les talents africains aux métiers de demain.

Le renforcement des partenariats entre États, universités, institutions régionales et secteur privé, ainsi que le soutien aux certifications reconnues, reste essentiel pour former des professionnels capables de soutenir la transformation digitale et la souveraineté technologique de l'Afrique.



@Raxio Data center

EdTech & Skills : strengthening digital skills in Africa

Africa is rapidly digitalizing, but the continent still faces a significant digital skills gap. To support the digital transformation, professionals need to be trained in cloud computing, artificial intelligence, cybersecurity, data, and digital entrepreneurship, mobilizing governments, regional institutions, and private actors.



The lack of qualified talent represents a major obstacle to digital sovereignty and economic development. In several countries, infrastructures are ready, but the skills to operate and secure them are insufficient. This limits competitiveness, slows local innovation, and increases dependency on foreign technologies.

African Initiatives to Bridge the Gap

The Rwanda Coding Academy, launched in 2019, trains young people in software development, cloud computing, and cybersecurity, with programs tailored to the needs of businesses and public administrations.

At the continental level, the Smart Africa Digital Academy (SADA) provides training for youth, professionals, and decision-makers across several African countries. At launch events, Smart Africa's Director General, Lacina Koné, stated: "Through initiatives like SADA, the Smart Africa Alliance is committed to supporting national efforts

to address the digital skills gap" (Smart Africa).

From Mass Education to Specialized Skills

The African Development Bank's (AfDB) Coding for Employment program illustrates the scale of the need.

It has trained 130,000 users across the continent in areas such as web development, data science, and digital marketing. Martha Phiri, AfDB's Director of Skills, stated: "To win the battle against poverty in Africa, we must equip our youth with digital skills that empower them for the jobs of the future."

The Africa Code Week (ACW), launched in 2015, has equipped 17 million

young people across 54 African countries with basic coding and computational thinking skills. In 2023 alone, over 2.4 million youth participated in workshops, with around 46% being girls.

Inclusion and Perspectives

Inclusion remains a key point. Women and young people from rural areas must have access to training and professional opportunities. The continental initiatives mentioned contribute to building a strong digital skills ecosystem capable of preparing African talent for the jobs of tomorrow.

Strengthening partnerships between governments, universities, regional institutions, and the private

sector, as well as supporting recognized certifications, remains essential to train professionals who can support Africa's digital transformation and technological sovereignty.

“

To win the battle against poverty in Africa, we must equip our youth with digital skills that empower them for the jobs of the future





EMERGING
VALLEY 2025

PLÉNIÈRE PARTENAIRES

10H30 - 12H30

REDIRIGER LES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT
VERS L'INNOVATION EN MÉDITERRANÉE ET EN AFRIQUE



Maurizio
CASTIGLIONI

Directeur général du
Développement Afrique
Agence Française de
développement



Sibylle
MARTIN

Head of Africa Growth
Sectoral Director
Investment Africa



Tarek
CHELAL

Director of Innovation
Orange VC



Julian
THIECK

Director of Economic
Development
Orange Center for
Digital & Entrepreneurship



Samir
AMOUKHAL

General
Manager
Internat Bank



À Emerging Valley, c'est l'Afrique qui invente ses propres modèles

Pendant longtemps, l'innovation technologique en Afrique a été racontée au futur : promesse, potentiel, projection. Aujourd'hui, elle se vit au présent — et surtout, elle se construit selon ses propres logiques, ses réalités, ses marchés et ses crises. Une génération d'entrepreneurs, d'investisseurs et d'opérateurs publics fait émerger un écosystème qui ne copie plus les modèles dominants : elle les réinvente et s'expose à Emerging Valley.

Par Yousra Gouja, à Marseille

« Nous devons chercher nos propres investisseurs, de nos territoires », martèlent plusieurs acteurs du continent, réunis pour cette 9^e édition d'Emerging Valley, qui se tenait le 26 novembre, dédiée à la génération à impact, où se rencontrent 120 speakers, 40 fonds et une nouvelle classe de bâtisseurs. Ce mouvement se joue aussi dans les villes. Marseille, longtemps résumée à son rôle logistique, s'affirme désormais comme carrefour stratégique. « Marseille est devenue la capitale de l'innovation entre l'Europe et l'Afrique », analyse Samir Abdelkrim, le fondateur d'Emerging Valley. Ici, investisseurs, diasporas, startups et institutions se croisent — parfois pour la première fois.

“

Emerging Valley, la seule plateforme où entrepreneurs et investisseurs panafricains, européens et désormais d'Asie se parlent vraiment

Vincent Languille, conseiller métropolitain délégué aux



Relations internationales et aux fonds européens et maire du Tholonet, résume : « C'est la seule plateforme où entrepreneurs et investisseurs panafricains, européens et désormais d'Asie se parlent vraiment. » Et la géographie de l'innovation change. La carte n'a plus rien à voir avec celle de 2015 : de nouveaux hubs émergent, des pays accélèrent, d'autres se réinventent. Le climat actuel n'épargne pas les startups africaines. « C'est dur de lever des fonds, » reconnaît Uwem Uwe-makpan, à la tête des investissements chez Launch Africa. « Il faut être un très bon vendeur — et cela demande de la pratique. »

Mais une bascule est en cours : les regards extérieurs changent, notamment dans le Golfe. Pour Faten Aissi, directrice des partenariats chez Flat6flats, un cap a été franchi : « les investisseurs du Golfe ne voient plus l'Afrique comme un pari risqué mais comme un investissement straté-

gique. » Pourtant, la mobilité et l'accès restent inégaux et coûteux. Elle le rappelle : les entrepreneurs ont besoin de corridors d'investissements solides, d'accompagnements juridiques, d'experts comptables, d'outils transfrontaliers — pas seulement de capital. Et il y a un défi culturel notable : « la plupart des deals se font autour d'un verre — où les femmes ne sont pas invitées. Nous, nous les mettons dans les bonnes salles. Il faut combattre les biais intentionnels. »

Des modèles nés des réalités africaines

Si l'Afrique invente, ce n'est pas pour le principe. C'est parce que ses besoins ne ressemblent à aucun autre marché. Zineb Saidi, directrice de la communication et du marketing du Technopark Maroc, l'explique : « nous avons des problématiques uniques. Donc nos startups doivent être pensées pour nous. J'ai pu rencontrer d'ailleurs à Emer-

ging Valley une startup qui vérifie des diplômes. » Une innovation qui fait écho à un marché réel : 36 % des startups du Technopark Maroc incubées exportent, dont près de la moitié vers l'Afrique elle-même — la preuve que la valeur circulaire précède l'ambition globale.

“

Le marché africain n'existe pas. Il y a autant de marchés que de pays — y compris pour le cloud

À Agadir, la startup Sand to Green, accompagnée sur place, transforme des zones désertiques en plantations durables — et rafle aujourd'hui des prix internationaux et un fonds norvégien. De plus, ils intègrent un administrateur public dans leurs locaux pour répondre aux besoins des startups. Un gain de temps unique pour éviter les allers-retours chez l'administration. Même logique du côté de Novation City en Tunisie, où l'on construit un écosystème deeptech autour de l'IA, de l'industrie 4.0 et de l'automotive. 45 % des projets sont portés par des



@Emerging Valley

femmes. Une révolution silencieuse.

Pour Adil Tourabi, directeur commercial Afrique – Moyen-Orient chez Ovh cloud, une phrase résume tout : « Le marché africain n'existe pas. Il y a autant de marchés que de pays — y compris pour le cloud. » Cette fragmentation n'est pas un obstacle, mais une réalité à partir de laquelle bâtir — à condition d'avoir une vision. « On ne peut pas décider qu'on aura une stratégie IA d'ici 2030 si on n'a pas d'abord défini la souveraineté que l'on veut construire, » rappelle Ahcène Gheroufella, directeur adjoint d'Expertise France.

Diaspora, souveraineté, nouvelles alliances

La donnée, la finance, l'IA, l'énergie, l'agritech, la logistique et l'industrie deviennent les terrains d'une renaissance technologique, où diasporas et territoires jouent un rôle structurant. À Marseille, certains le res-

sentent déjà. « Ici, on nous respecte », glisse Samir Bouzidi, PDG d'Impact diaspora, en écho avec ce que les Africains vivants à Marseille ont pu lui dire.

La ville est jumelée à Dakar. Les startups tunisiennes y sont déjà les plus nombreuses en région PACA.

Pourtant une question persiste : où sont les talents binationaux dans ces discussions ? Ont-ils leur place ? Est-ce un sujet ? Entre montée en puissance des fonds régionaux, nouvelle cartographie des hubs, ambitions internationales et affirmation culturelle, une phrase revient comme un refrain : L'Afrique n'attend plus que quelqu'un lui donne rendez-vous. Elle crée ses propres routes. Ce moment n'est pas un alignement d'événements. C'est un basculement : une génération entrepreneuriale du Sud qui se pense comme modèle. Et la suite ? Elle s'invente et si possible, sur le territoire africain.

At Emerging Valley, Africa Is Inventing Its Own Models

For a long time, technological innovation in Africa was spoken of in the future tense: promise, potential, projection. Today, it is lived in the present — and above all, it is being built according to its own logics, realities, markets, and crises. A generation of entrepreneurs, investors, and public operators is bringing forth an ecosystem that no longer copies dominant models: it reinvents them and showcases them at Emerging Valley.

By Yousra Gouja, in Marseille



« We must look for our own investors, from our territories, » insist several actors from the continent gathered for this 9th edition of Emerging Valley, held on 26 November, dedicated to the impact generation, where 120 speakers, 40 funds and a new class of builders came together. This movement is also taking place in the cities. Marseille, long reduced to its logistical role, is now establishing itself as a strategic crossroads. « Marseille has become the capital of innovation between Europe and Africa, » analyses Samir Abdelkrim, founder of Emerging Valley. Here, investors, diasporas, startups and institutions meet — sometimes for the first time.



is the only platform where African, European and now Asian entrepreneurs and investors truly talk to each other. » And the geography of innovation is changing. The map no longer looks anything like it did in 2015: new hubs are emerging, countries are accelerating, others are reinventing themselves. The current climate does not spare African startups. « It's hard to raise funds, » acknowledges Uwem Uwemakpan, Head of Investments at Launch Africa. « You have to be a very good salesperson — and that requires practice. » But a shift is under way: external perspectives are evolving, notably in the Gulf. According to Faten Aissi, Partnership Director at Flat6Labs, a threshold has been crossed: « Gulf investors no longer see Africa as a risky bet but as a strategic investment. » Yet mobility and access remain unequal and costly. She reminds us: entrepreneurs need strong investment corridors, legal support, accountants,

cross-border tools — not just capital. There is also a notable cultural challenge: « Most deals are done over a drink — where women aren't invited. We place them in the right rooms. We must fight intentional biases. »

Models born from African realities

If Africa is inventing, it is not for the sake of it. It is because its needs resemble no other market. Zineb Saidi, Communication and Marketing Director of Technopark Morocco, explains: « We have unique challenges. So our startups must be designed for us. At Emerging Valley I even met a startup that verifies diplomas. » An innovation responding to a real market: 36% of startups incubated at Technopark Morocco export, nearly half of them to Africa itself — proof that circular value precedes global ambition. In Agadir, the startup Sand to Green, supported on site, transforms desert areas into sustainable plantations —



Emerging Valley, the only platform where African, European and now Asian entrepreneurs and investors truly talk to each other

Vincent Languille, metropolitan councillor for International Relations and European Funds and mayor of Le Tholonet, sums it up: « It

and is now winning international awards and a Norwegian fund. They also host a public administrator directly in their offices to meet startups' needs. A unique time-saver to avoid endless administrative back-and-forth. The same logic applies at Novation City in Tunisia, where a deeptech ecosystem is being built around AI, Industry 4.0 and automotive. 45% of the projects are led by women. A silent revolution.

For Adil Tourabi, Sales Director Africa-Middle East at OVHcloud, one sentence sums it all up: « The African market does not exist. There are as many markets as countries – including for the cloud. » This fragmentation is not a barrier but a reality upon which to build – provided there is a vision. « You cannot decide you will have an AI strategy by 2030 if you have not first defined the sovereignty you want to

build, » recalls Ahcène Ghe-roufella, Deputy Director at Expertise France.

“

The African market does not exist. There are as many markets as countries – including for cloud

Diaspora, sovereignty, new alliances

Data, finance, AI, energy, agritech, logistics, and industry are becoming the grounds of a technological renaissance, where diasporas and territories play a structuring role. In Mar-

seille, some already feel it. « Here, we are respected, » says Samir Bouzidi, CEO of Impact Diaspora, echoing what Africans living in Marseille have told him.

The city is twinned with Dakar. Tunisian startups are already the most represented in the PACA region. Yet one question remains: where are the binational talents in these discussions? Do they have a place? Is it even a topic? Between the rise of regional funds, the new map of hubs, international ambitions and cultural affirmation, one phrase echoes like a refrain: Africa is no longer waiting for someone to set a meeting. It is creating its own paths. This moment is not an alignment of events. It is a shift: a Southern entrepreneurial generation that sees itself as a model. And what next? It is being invented – and ideally, on African soil.



@Emerging Valley



Incubateurs africains : là où naissent des modèles qui n'existent nulle part ailleurs

Par Yousra Gouja

On a longtemps imaginé que l'écosystème tech africain suivrait les trajectoires du Nord, reproduisant les logiques des hubs mondiaux. La réalité est tout autre : de Nouakchott à Kinshasa, des incubateurs inventent des modèles que la Silicon Valley n'aurait jamais pu imaginer, car ils répondent à des usages, des contraintes et des réalités profondément locales. À Emerging Valley, c'est l'occasion de confronter les modèles africains.

En Mauritanie, l'histoire commence il y a dix ans. Hadina, lancé à Nouakchott en 2014, est aujourd'hui l'un des incubateurs les plus structurants du pays. Soutenu par la Banque centrale, il a déjà accompagné plus de 100 startups et déployé des programmes allant de l'IA à la robotique, en passant par l'entrepreneuriat féminin et l'accompagnement des réfugiés. « Nous devons inventer nos propres modèles, parce que nos réalités ne ressemblent à aucune autre », explique Hasmiyou Diop, co-fondateur de Hadina.

L'exemple est concret : hors de la capitale, l'accès à Internet devient sporadique, les données sont majoritairement hébergées à l'étranger, et un entrepreneur ne peut pas compter sur l'infrastructure cloud d'un marché mature. Alors les startups s'adaptent. Certaines développent des solutions low-connectivity. D'autres répondent à des enjeux précisément locaux

: gestion de flotte logistique (Geolink fondée par Oumar Ngam), recyclage des huiles usées (Mauritania Clean Energy, portée par Alia Jelledi) pour en faire du carburant. Une startup, Mauriclean fondée par Ablaye Galledou, conçoit même ses propres drones pour nettoyer des bâtiments et des zones agricoles — un cas d'usage né d'un besoin social immédiat. Pour Hasmiyou Diop, l'ambition dépasse la tech : il s'agit de créer une génération d'entrepreneurs. Aujourd'hui, 60 % de la population mauritanienne a entre 18 et 25 ans. Désormais, certains étudiants terminent leurs études avec déjà un projet structuré. C'est une autre dynamique.

Kinshasa : Ingenious City, l'incubateur qui construit l'écosystème avant le marché

À Kinshasa, l'incubateur Ingenious City, fondé en

2018, avance avec un autre défi : construire un écosystème entrepreneurial... dans un pays où presque rien n'existait pour l'accueillir. Créé par trois Congolais — un serial entrepreneur, un ancien banquier et un profil télécom — l'espace couvre 1 800 m² et reçoit près de 5 000 candidatures par an. À ce jour, il a formé 357 entrepreneurs. Leur conviction est claire : « on ne peut pas s'inspirer de modèles qui ne s'inspirent pas de nos réalités. » Le financement est l'obstacle majeur. L'expression love money prend ici une dimension crue : 98 % des Congolais vivent avec moins de quelques dollars par jour. Contrairement aux hubs anglophones, les business angels n'existent presque pas en RDC — et le secteur VC ne s'y aventure encore que marginalement. Alors Ingenious City crée ses propres solutions : programmes soutenus par des bailleurs internationaux, accompagnement avec l'AFD,



@Hadinaa

Orange Corners (Pays-Bas), fondations privées, et initiatives structurantes pour éduquer à l'investissement, étape incontournable pour qu'un marché financier local émerge. « On impacte un entrepreneur, et cet entrepreneur impacte à son tour », résume Sharry Lima, manager du hub d'Ingenious City. Un modèle de diffusion lente, qu'elle comparable à des ricochets. Certaines startups incarnent cette inventivité : Tomela, qui produit un vin à base de fruits locaux comme la feuille d'avocatier ; Nyuki Tech, spécialisé dans le miel ; ou encore Esrud, qui fabrique des robots capables de cartographier les terres congolaises. Dans un pays marqué par des décennies d'instabilité politique et d'ingérence, la création d'un espace d'autonomie technologique est déjà un acte de souveraineté.

Un mouvement irréversible

Ce qui se joue à Kinshasa, Nouakchott, Casablanca ou Lagos n'est pas une course pour rattraper la Silicon Valley — mais un mouvement où l'Afrique affirme son propre tempo. Leur point commun ? Ils ne forment pas seulement des startups. Ils fabriquent des modèles économiques autonomes, ancrés, adaptés — où l'innovation est frugale, circulaire, et souvent pensée pour l'impact social avant la performance



financière. Ces incubateurs fonctionnent souvent avec peu de ressources. Pourtant, ils inventent des innovations adaptées à des infrastructures faibles, des marchés fragmentés, des usages hybrides, et une jeunesse qui refuse d'attendre. Dans vingt ans, une génération entière aura grandi non pas en copiant des modèles étrangers — mais en ayant vu naître les siens. Et peut-être qu'alors, ce sont d'autres continents qui viendront s'inspirer. Ils y arrivent peu à peu, même avec peu : des budgets serrés, des infrastructures précaires, des réseaux à construire au fur et à mesure. Pourtant, ils inventent ce que d'autres appellent déjà la next generation innovation — une innovation pensée pour fonctionner avec l'intermittence de l'électricité, l'absence de data centers, des marchés éclatés, des usages hybrides entre numérique

et informel. Une innovation conçue non pour les conditions idéales, mais pour le réel de la vie des personnes. Cette dynamique est portée par une force sociologique majeure : une jeunesse qui se veut massive, connectée, multilingue, née dans l'incertitude et habituée à créer des solutions plutôt qu'attendre des réponses. Dans vingt ans, une génération entière aura grandi non pas en copiant des modèles extérieurs, mais en voyant émerger les siens, à partir de sa langue, ses contraintes, ses ressources, ses urgences. Alors, peut-être qu'à ce moment-là, la logique s'inversera : ce ne sera plus l'Afrique qui observe le monde pour savoir comment innover, mais d'autres continents — confrontés aux crises climatiques, énergétiques, sociales — qui viendront chercher des modèles capables de tenir debout dans un monde instable.



African Incubators : where models are born that exist nowhere else

By Yousra Gouja

For a long time, people assumed that the African tech ecosystem would follow Northern trajectories, replicating the logic of global hubs. The reality is entirely different: from Nouakchott to Kinshasa, incubators are inventing models that Silicon Valley could never have imagined, because they respond to deeply local uses, constraints, and realities. At Emerging Valley, it is an opportunity to confront African models.

In Mauritania, the story began ten years ago. Hadina, launched in Nouakchott in 2014, is today one of the country's most structuring incubators. Supported by the Central Bank, it has already assisted more than 100 startups and deployed programs ranging from AI to robotics, including women's entrepreneurship and refugee support. "We must invent our own models, because our realities resemble no others," explains Hasmiyou Diop, co-founder of Hadina.

The example is concrete: outside the capital, Internet access becomes sporadic, data is mostly hosted abroad, and an entrepreneur cannot rely on the cloud infrastructure of a mature market. So startups adapt. Some develop low-connectivity solutions. Others respond to precisely

local challenges: fleet management (Geolink founded by Oumar Ngam), recycling used oils (Mauritania Clean Energy, led by Alia Jeledi) to make fuel. One startup, Mauriclean founded by Ablaye Galledou, even designs its own drones to clean buildings and agricultural areas — a use case born of an immediate social need. For Hasmiyou Diop, the ambition goes beyond tech: it is about creating a generation of entrepreneurs. Today, 60% of Mauritania's population is between 18 and 25. Now, some students finish their studies already with a structured project. It is a different dynamic.

Kinshasa: Ingenious City, the Incubator That Builds the Ecosystem Before the Market

In Kinshasa, the incubator Ingenious City, founded in 2018, faces another challenge: build-

ing an entrepreneurial ecosystem... in a country where almost nothing existed to support it. Created by three Congolese — a serial entrepreneur, a former banker, and a telecom specialist — the space covers 1,800 m² and receives nearly 5,000 applications per year. To date, it has trained 357 entrepreneurs. Their conviction is clear: "you cannot draw inspiration from models that are not inspired by our realities." Funding is the major obstacle. The expression "love money" takes on a stark meaning here: 98% of Congolese live on only a few dollars a day. Unlike anglophone hubs, business angels barely exist in the DRC — and the VC sector only ventures there marginally. So Ingenious City creates its own solutions: programs supported by international donors, assistance from AFD, Orange Corners (Netherlands), private



@Hadinaa



foundations, and structuring initiatives to educate people about investment — an essential step for a local financial market to emerge. “We impact one entrepreneur, and that entrepreneur impacts others in turn,” summarizes Shary Lima, manager of the Ingenious City hub. A model of slow diffusion, which she compares to ripples. Some startups embody this inventiveness: Tomela, which produces wine from local fruits such as avocado leaves; Nyuki Tech, specialized in honey; or Esrud, which builds robots capable of mapping Congolese land. In a country marked by decades of political instability and interference, creating a space of technological autonomy is already an act of sovereignty.

An Irreversible Movement

What is happening in Kinshasa, Nouakchott, Casablanca, or Lagos is not a race to catch up with Silicon Valley — but a movement in which Africa asserts

its own rhythm. Their common point? They are not only building startups. They are shaping economic models that are autonomous, rooted, and adapted — where innovation is frugal, circular, and often designed for social impact before financial performance. These incubators often operate with few resources. Yet they invent innovations suited to weak infrastructure, fragmented markets, hybrid uses, and a youth that refuses to wait. In twenty years, an entire generation will have grown up not by copying foreign models — but by witnessing the birth of their own. And perhaps then, other continents will come seeking inspiration.

They advance step by step, even with little: tight budgets, fragile infrastructure, networks built as they grow. Yet they are inventing what others already call next-generation innovation — an innovation designed to function with intermittent electricity, the absence of data

centers, fragmented markets, and hybrid uses between digital and informal systems. An innovation created not for ideal conditions, but for the realities of people’s lives. This dynamic is driven by a major sociological force: a youth that is massive, connected, multilingual, born into uncertainty, and used to building solutions rather than waiting for answers. In twenty years, a whole generation will have grown up not by copying external models, but by seeing their own emerge, based on their language, constraints, resources, and urgencies.

Then, perhaps at that moment, the logic will reverse: it will no longer be Africa looking to the world to know how to innovate, but other continents — faced with climate, energy, and social crises — seeking models capable of standing strong in an unstable world.

Afrique-Moyen-Orient : Les Émirats vont investir 1 milliard de dollars dans les infrastructures d'IA du continent

Les Émirats arabes unis, déjà fortement investis dans l'intelligence artificielle, ont annoncé un investissement d'1 milliard de dollars pour financer l'infrastructure d'IA à l'échelle du continent africain, dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et l'adaptation au climat.



Lors du sommet du G20 à Johannesburg le 22 novembre 2025, Saeed Bin Mubarak Al Hajeri, ministre d'État émirati, a dévoilé l'initiative intitulée "AI for Development" : un programme destiné à offrir aux pays africains « la puissance de calcul, l'expertise technique et les partenariats globaux nécessaires pour accélérer leur développement ».

« Il s'agit d'une IA déployée à grande échelle pour répondre aux priorités nationales de développement – il ne s'agit pas de travaux expérimentaux, mais d'une mise en œuvre concrète », a précisé le ministre.

Une ambition continentale dans des secteurs variés

Le projet cible des domaines essentiels, allant de l'éducation et la santé à l'agriculture, l'identité numérique et l'adaptation au changement climatique. L'objectif est d'apporter des solutions pratiques dans des pays qui manquent souvent d'infrastructures numériques robustes, alors que l'Afrique représente moins de 3 % du marché mondial de l'IA. Le programme sera mis en œuvre par l'Abu Dhabi Exports Office (ADEX), une entité du Fonds d'Abou Dhabi pour le développement, en coopération avec l'Agence émiratie d'aide étrangère.

Positionner les Émirats comme une puissance mondiale en IA

Selon les autorités émiraties, l'investissement vise à positionner les Émirats comme une puissance mondiale en IA tout en soutenant le développement inclusif. En accompagnant l'Afrique dans sa transformation numérique, les Émirats entendent créer des partenariats stratégiques et favoriser une croissance technologique partagée.

Pour l'Afrique, cet investissement représente un double avantage : un transfert de technologies et un accès à des capacités de calcul avancées, ainsi qu'à l'expertise et aux partenariats internationaux. Les pays africains pourront ainsi accélérer la mise en œuvre de projets numériques dans des secteurs prioritaires, améliorer la qualité des services publics et renforcer leur souveraineté numérique.

Vers une transformation numérique inclusive

Cette initiative s'inscrit dans une logique de développement durable et inclusif. L'IA n'est pas envisagée comme un simple outil technologique, mais comme un levier de modernisation des infrastructures, d'amélioration des services publics et de résilience face aux dé-

fis climatiques et économiques.

En misant sur le continent africain, les Émirats envoient un signal fort : l'innovation technologique peut être un vecteur de développement partagé, capable de créer de nouvelles opportunités économiques tout en réduisant la fracture numérique.

Émirats arabes unis : le pari audacieux de l'IA

Les Émirats investissent depuis plusieurs années massivement dans l'intelligence artificielle (IA). Depuis 2017, avec la UAE Strategy for Artificial Intelligence, le pays a lancé un plan national ambitieux pour intégrer l'IA dans les services publics, l'éducation, la santé et l'administration. En 2024, la création de la firme publique d'investissement MGX, dotée d'un objectif de 100 milliards de dollars, a renforcé l'engagement des Émirats dans la technologie IA. Le groupe privé G42 développe également des solutions IA dans des secteurs variés comme l'énergie, la santé, les données et la biotechnologie. Aujourd'hui, les Émirats visent à ce que l'IA représente une part importante de leur richesse hors-pétrole, poussant leur transformation vers une économie axée sur l'innovation.

Africa-Middle East : UAE to invest \$1 billion in AI infrastructure across the continent

The United Arab Emirates, already heavily invested in artificial intelligence, has announced a \$1 billion investment to fund AI infrastructure across Africa, targeting key sectors such as education, healthcare, agriculture, and climate adaptation.



At the G20 Summit in Johannesburg on November 22, 2025, Saeed Bin Mubarak Al Hajeri, UAE Minister of State, unveiled the “AI for Development” initiative: a program designed to provide African countries with “computing power, technical expertise, and global partnerships necessary to accelerate their development.”

“This is AI deployed at scale to meet national development priorities – not experimental work, but practical delivery,” the minister emphasized.

Continental Ambition Across Multiple Sectors

The initiative targets critical areas including education, healthcare, agriculture, digital identity, and climate adaptation. It aims to deliver practical solutions in countries often lacking robust digital infrastructure, while Africa currently represents less than 3% of the global AI market.

The program will be implemented by the Abu Dhabi Exports Office (ADEX), part of the Abu Dhabi Fund for Development, in cooperation with the UAE Foreign Aid Agency.

To position the Emirates not only as a global AI power but also as a partner in inclusive development.

According to UAE officials, the investment aims to position the Emirates not only as a global AI power but also as a partner in inclusive development. By supporting Africa’s digital transformation, the UAE seeks to build strategic partnerships and foster shared technological growth.

For African countries, this investment offers a dual benefit: technology transfer and access to advanced computing capabilities, as well as technical expertise and global partnerships. Nations across the continent will be able to accelerate AI-driven projects in priority sectors, improve public service delivery, and strengthen digital sovereignty.

Toward Inclusive Digital Transformation

This initiative aligns with a vision of sustainable and inclusive development. AI is framed not merely as a technological tool but as a lever for modernizing

infrastructure, enhancing public services, and boosting resilience against climate and economic challenges.

By investing in Africa, the UAE sends a strong signal: technological innovation can drive shared development, create new economic opportunities, and reduce the digital divide.

United Arab Emirates: The Bold AI Bet

The United Arab Emirates has been investing heavily in artificial intelligence (AI) for several years. Since 2017, with the UAE Strategy for Artificial Intelligence, the country launched an ambitious national plan to integrate AI into public services, education, healthcare, and administration. In 2024, the creation of the state investment firm MGX, with a \$100 billion target, further strengthened the UAE’s commitment to AI technology. The private group G42 also develops AI solutions across sectors such as energy, healthcare, data, and biotechnology. Today, the UAE aims for AI to become a major part of its non-oil wealth, driving its transformation toward an innovation-driven economy.

Top 10 des applications africaines qui transforment le quotidien

Au cœur de la transformation digitale africaine, ces dix startups créées par des entrepreneurs africains réinventent des secteurs essentiels — fintech, logistique, transport, éducation, santé et agri-tech. Grâce à des levées de fonds majeures et une adoption croissante sur le continent, elles jouent un rôle déterminant dans l'inclusion financière, la création d'emplois, et l'accès aux services dans des zones historiquement sous-desservies.



1. Communication / Super-app : Ayoba, Afrique, + 35 millions d'utilisateurs

Date de création : 2019

Fondateur(s) : Progressive Tech Holdings (via SIMFY Africa)

Origine : Afrique du Sud / Maurice

Déploiement : Présente dans plusieurs pays africains (Nigeria, Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya...)

Chiffres : 35 millions d'utilisateurs actifs mensuels (MAU) déclarés en 2024

Ayoba offre messagerie, appels (voix/vidéo), partage de fichiers et micro-apps locales. Elle renforce la connexion

numérique, surtout dans des zones à faible bande passante, et propose des services digitaux "made in Afrique". Elle poursuit sa croissance et explore des partenariats B2B et la monétisation via micro-apps.

Ayoba offre messagerie, appels (voix/vidéo), partage de fichiers et micro-apps locales. Elle renforce la connexion numérique, surtout dans des zones à faible bande passante, et propose des services digitaux "made in Afrique". Elle poursuit sa croissance et explore des partenariats B2B et la monétisation via micro-apps.



2. Govtech : GovChat, Afrique du Sud, +9,5 millions d'utilisateurs actifs

Date de création : 2016

Fondateurs : Eldrid Jordaan et Goitseone Konopi

Origine : Afrique du Sud

Déploiement : Plateforme nationale — chat via WhatsApp, USSD, SMS / web avec les gouvernements locaux et nationaux

Chiffres : 9,5 millions d'utilisateurs actifs

GovChat permet aux citoyens de signaler des problèmes municipaux, d'accéder à des services publics et à des aides sociales via WhatsApp / USSD / web, et joue un rôle clé dans l'engagement civique.



3. Mobilité / Super-app : Yassir, Algérie, + 8 millions d'utilisateurs

Date de création : 2017

Fondateurs : Nouredine Tayebi et Mahdi Yettou

Origine : Algérie

Déploiement : Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie

Chiffres : 8 millions d'utilisateurs

Yassir combine VTC, livraison et paiements, structurant le secteur informel et offrant une alternative locale aux apps de mobilité mondiales. La société a levé environ 150 M \$ en 2022 pour accélérer son expansion.



4. Fintech : Chipper Cash, Ghana / Ouganda, + 5 millions d'utilisateurs

Date de création : 2018

Fondateurs : Ham Serunjogi (Ouganda) et Maijid Moujaled (Ghana)

Origine : Bien que siège à San Francisco, les fondateurs et l'impact sont africains

Déploiement : Ghana, Ouganda, Kenya, Nigeria, Tanzanie, Rwanda, Afrique du Sud

Chiffres : 5 millions d'utilisateurs

Transferts P2P très accessibles entre pays africains + services investissement / crypto, renforçant l'inclusion financière transfrontalière. La société a levé près de 100 M \$ en série C pour étendre ses services.



5. Job-tech : Fuzu, Kenya / Afrique de l'Est, + 2,8 millions d'utilisateurs

Date de création : 2015

Fondateurs : Jussi Hinkkanen (et une équipe locale / internationale)

Origine : Kenya

Déploiement : Kenya, Ouganda, Nigeria

Chiffres : Plus de 2,8 millions d'utilisateurs

Fuzu combine apprentissage, conseil de carrière et recrutement : elle fournit des évaluations de compétences, des recommandations de postes via IA, et des contenus de développement de carrière. Elle cible particulièrement les jeunes chômeurs et les jeunes professionnels, en les aidant à développer des compétences et à se connecter avec des employeurs sur le continent



6. Mobilité : SafeBoda, Ouganda, + 1 million de clients

Date de création : 2014

Fondateurs : Ricky Rapa Thomson, Maxime Dieudonné, Alastair Sussock

Origine : Ouganda

Déploiement : Ouganda, avec expansions prévues

Chiffres : SafeBoda revendique "plus de 1 million de clients". + 70 millions de trajets réalisés, + 40 000 chauffeurs formés



7. Agritech : Farmerline, Ghana, +2,3 millions d'agriculteurs

Date de création : 2013

Fondateurs : Alloysius Attah (CEO) et Emmanuel O. Addai

Origine : Ghana

Déploiement : Présence via des partenaires dans 48 pays (ONG, coopératives)

Chiffres : Mergdata soutient 2,3 millions de petits exploitants

Farmerline fournit données agronomiques, formations, intrants et un chatbot "Darli" pour aider les agriculteurs à améliorer rendement et revenus, en facilitant l'accès à des marchés et la résilience climatique. Elle a levé 1,5 M \$ de Hivos-Triodos pour étendre ses services.



8. Edtech : Eneza Education, Kenya, + 10 millions d'utilisateurs cumulés

Date de création : 2011

Fondateurs : Kago Kagichiri, Toni Maraviglia, Chris Asego

Origine : Kenya

Déploiement : Kenya, Ghana, Côte d'Ivoire, Tanzanie, Rwanda...

Chiffres : Plus de 10 millions d'utilisateurs cumulés

Application SMS / USSD permettant d'accéder à des leçons, quiz et révisions pour les élèves ruraux et non connectés. Elle démocratise l'éducation dans des zones à faible infrastructure numérique.



9. Fintech : Djamo, Côte d'Ivoire, + 1 millions d'utilisateurs

Date de création : 2019

Fondateurs : Hassan Bourgi et Régis Bamba

Origine : Côte d'Ivoire

Déploiement : Côte d'Ivoire, Sénégal

Chiffres : Plus d'un million d'utilisateurs actifs

Néobanque mobile francophone avec compte digital, carte Visa et outils d'épargne/investissement. La société a levé 17 M \$ en 2025 pour renforcer son expansion.



10. Healthtech : Helium Health, Nigeria, + 1 million de dossiers patients

Date de création : 2016

Fondateurs : Adegoke Olubusi, Tito Ovia, Dimeji Sofowora

Origine : Nigeria

Déploiement : Nigeria, Ghana, Sénégal

Chiffres : + 5 000 professionnels de santé utilisent la plateforme, plus d'1 million de dossiers patients

Plateforme EMR / HMIS + HeliumCredit pour financement des cliniques. Elle modernise la santé et améliore l'accès aux soins en Afrique. Levée récente : 30 M \$ en série B en 2023 pour développer HeliumCredit.

Top 10 African Applications Transforming Daily Life

At the heart of Africa's digital transformation, these ten startups created by African entrepreneurs are reinventing essential sectors — fintech, logistics, transport, education, health, and agritech. Thanks to major funding rounds and growing adoption across the continent, they play a decisive role in financial inclusion, job creation, and access to services in historically underserved areas.



1. Communication / Super-app: Ayoba, Africa, +35 million users

Creation date: 2019

Founder(s): Progressive Tech Holdings (via SIMFY Africa)
Origin: South Africa / Mauritius

Deployment: Present in several African countries (Nigeria, Cameroon, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya...)
Figures: 35 million monthly active users (MAU) reported in 2024

Ayoba offers messaging, voice/video calls, file sharing, and local micro-apps. It strengthens digital connectivity, especially in low-bandwidth areas, and provides "Made in Africa" digital services. The company continues to grow and explore B2B partnerships and monetization via micro-apps.



2. Govtech: GovChat, South Africa, +9.5 million active users

Creation date: 2016

Founders: Eldrid Jordaan and Goitseone Konopi

Origin: South Africa

Deployment: National platform — chat via WhatsApp, USSD, SMS / web with local and national governments

Figures: 9.5 million active users

GovChat allows citizens to report municipal issues, access public services and social aid via WhatsApp / USSD / web, and plays a key role in civic engagement.



3. Mobility / Super-app: Yassir, Algeria, +8 million users

Creation date: 2017

Founders: Nouredine Tayebi and Mahdi Yettou

Origin: Algeria

Deployment: Algeria, Morocco, Tunisia, Mauritania

Figures: 8 million users

Yassir combines ride-hailing, delivery, and payments, structuring the informal sector and offering a local alternative to global mobility apps. The company raised around \$150M in 2022 to accelerate its expansion.



4. Fintech: Chipper Cash, Ghana / Uganda, +5 million users

Creation date: 2018

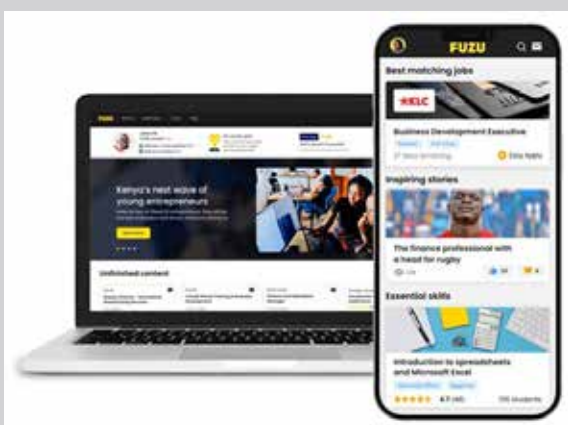
Founders: Ham Serunjogi (Uganda) and Maijid Moujaled (Ghana)

Origin: Although headquartered in San Francisco, the founders and impact are African

Deployment: Ghana, Uganda, Kenya, Nigeria, Tanzania, Rwanda, South Africa

Figures: 5 million users

Highly accessible P2P transfers between African countries + investment/crypto services, strengthening cross-border financial inclusion. The company raised nearly \$100M in Series C to expand its services.



5. Job-tech: Fuzu, Kenya / East Africa, +2.8 million users

Creation date: 2015

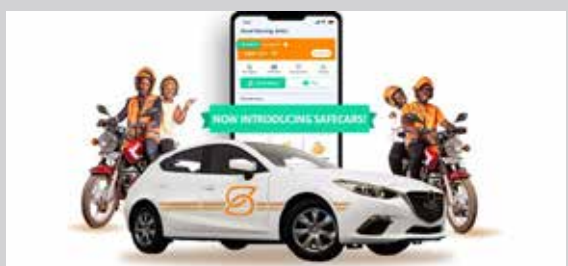
Founders: Jussi Hinkkanen (and a local/international team)

Origin: Kenya

Deployment: Kenya, Uganda, Nigeria

Figures: Over 2.8 million users

Fuzu combines learning, career guidance, and recruitment: it provides skill assessments, AI-based job recommendations, and career development content. It particularly targets young unemployed people and professionals, helping them develop skills and connect with employers across the continent.



6. Mobility: SafeBoda, Uganda, +1 million clients

Creation date: 2014

Founders: Ricky Rapa Thomson, Maxime Dieudonné, Alastair Sussock

Origin: Uganda

Deployment: Uganda, with planned expansions

Figures: SafeBoda claims "over 1 million clients." 70+ million trips completed, 40,000+ drivers trained



7 Agritech: Farmerline, Ghana, +2.3 million farmers

Creation date: 2013

Founders: Alloysius Attah (CEO) and Emmanuel O. Addai

Origin: Ghana

Deployment: Presence via partners in 48 countries (NGOs, cooperatives)

Figures: Mergdata supports 2.3 million smallholder farmers
Farmerline provides agronomic data, training, inputs, and a chatbot "Darli" to help farmers improve yields and incomes, facilitating market access and climate resilience. It raised \$1.5M from Hivos-Triodos to expand its services.



8. Edtech: Eneza Education, Kenya, +10 million cumulative users

Creation date: 2011

Founders: Kago Kagichiri, Toni Maraviglia, Chris Asego

Origin: Kenya

Deployment: Kenya, Ghana, Côte d'Ivoire, Tanzania, Rwanda...

Figures: Over 10 million cumulative users

SMS / USSD application providing lessons, quizzes, and revision for rural and unconnected students. It democratizes education in areas with low digital infrastructure.



9. Fintech: Djamo, Côte d'Ivoire, +1 million users

Creation date: 2019

Founders: Hassan Bourgi and Régis Bamba

Origin: Côte d'Ivoire

Deployment: Côte d'Ivoire, Senegal

Figures: Over one million active users

Francophone mobile neobank with digital account, Visa card, and savings/investment tools. The company raised \$17M in 2025 to strengthen its expansion.



10. Healthtech: Helium Health, Nigeria, +1 million patient records

Creation date: 2016

Founders: Adegoke Olubusi, Tito Ovia, Dimeji Sofowora

Origin: Nigeria

Deployment: Nigeria, Ghana, Senegal

Figures: 5,000+ healthcare professionals use the platform, over 1 million patient records

EMR / HMIS platform + HeliumCredit for clinic financing. It modernizes healthcare and improves access to care in Africa. Recent Series B funding: \$30M in 2023 to develop HeliumCredit.



ANA kids



subscribe

www.anakids.net

L'Afrique réécrit son récit à l'ère numérique

Dans cette tribune, Kwame Senou, Executive Director chez THOP et l'un des plus influents conseillers en communication stratégique sur le continent, analyse comment l'Afrique reprend le contrôle de son récit à l'ère numérique. À travers l'innovation technologique, l'essor de l'économie des créateurs et la montée d'une jeunesse hyperconnectée, il montre comment le continent renverse les stéréotypes hérités et affirme sa propre vision face au monde.

Par Kwame Senou



Pendant des décennies, l'image de l'Afrique a été façonnée par des récits conçus ailleurs. Guerre, famine, maladies : tels étaient les thèmes dominants à l'écran en Occident.

Aujourd'hui, cependant, une révolution silencieuse transforme cette perception. Avec 415 millions d'utilisateurs de l'internet mobile sur le continent, selon un rapport récent de la GSMA, les Africains équipés de smartphones, connectés et dotés d'une créativité sans limites reprennent le contrôle de leur propre histoire. Raconté de l'intérieur, ce récit révèle un continent d'innovation, d'entrepreneuriat et de dynamisme, qui pousse le monde à revoir ses préjugés.

Reprendre le récit

La révolution numérique africaine dépasse la simple adoption technologique. Elle représente avant tout une démocratisation de la voix. Là où les médias traditionnels imposaient leurs cadres d'interprétation, les réseaux sociaux, blogs et plateformes de streaming permettent désormais aux créateurs africains d'exprimer leurs propres réalités.

Nollywood, l'industrie cinématographique nigériane, produit plus de 2 500 films par an, rivalisant avec Bollywood en volume. Des créateurs comme Wode Maya, YouTuber ghanéen

avec près de deux millions d'abonnés, traversent le continent pour en montrer la beauté et la vitalité. Selly Raby Kane, au Sénégal, projette sa vision futuriste de la mode africaine sur Instagram. Burna Boy remporte un Grammy et cumule des milliards de streams sur Spotify. Cette multiplicité de voix brise le concept monolithique d'une Afrique uniforme, révélant cinquante-quatre pays aux cultures distinctes, aux dynamiques uniques et aux réalisations sous-reconnues.

L'innovation comme nouveau visage

L'Afrique transforme son image grâce à une innovation spectaculaire. Le continent accueille désormais plus de mille hubs technologiques. Silicon Savannah à Nairobi, Yabacon Valley à Lagos et Kigali Innovation City au Rwanda sont devenus des noms familiers dans l'écosystème technologique mondial. Ces innovations ne sont pas de simples reproductions de modèles occidentaux : elles répondent à des défis spécifiquement africains avec une ingéniosité remarquable.

La banque mobile, pionnière avec M-Pesa lancée au Kenya en 2007, a révolutionné l'inclusion financière pour plus de 50 millions d'utilisateurs bien avant que l'Europe n'adopte la

fintech. Zipline déploie des drones au Rwanda et au Ghana pour livrer du sang et des vaccins dans des zones isolées, avec plus de 100 000 livraisons vitales réalisées.



Ces innovations positionnent l'Afrique non pas comme un simple récepteur de technologies, mais comme un laboratoire d'idées révolutionnaires

Flutterwave et Paystack, chacune valorisée à plus d'un milliard de dollars, facilitent les paiements numériques sur tout le continent. Ces innovations positionnent l'Afrique non pas comme un simple récepteur de technologies, mais comme un laboratoire d'idées révolutionnaires. Cette créativité attire désormais des investissements significatifs. Les startups africaines ont levé plus de 5 milliards de dollars rien qu'en 2021-2022.

“

Le récit dominant est en train de changer progressivement : Aujourd'hui, on parle d'un continent qui, loin de subir la transformation numérique, la façonne activement et l'utilise pour réécrire son destin

La jeunesse : architecte d'un nouveau soft power

La transformation de l'image de l'Afrique se reflète particulièrement dans sa jeunesse hyperconnectée. Avec un âge médian de dix-neuf ans, l'Afrique possède la population la plus jeune du monde. Loin des stéréotypes de passivité, cette génération construit activement une culture numérique puissante. Des influenceurs africains comme Khaby Lame (Sénégalais-Italien, plus de 160 millions d'abonnés sur TikTok) figurent parmi les créateurs les plus suivis au monde. Des gamers sud-africains comme Thabo "Yvng Savage" Moloji

participent à des tournois e-sport internationaux. Ushahidi, plateforme créée au Kenya pour cartographier la violence post-électorale, est désormais déployée mondialement pour la gestion de crises.

Cette visibilité génère un soft power culturel inédit : la mode africaine inspire Beyoncé et Rihanna, le morceau Water de Tyla domine les charts mondiaux avec ses sonorités amapiano, et des films comme Black Panther s'inspirent de l'afrofuturisme développé par des créateurs africains. Ce soft power numérique transforme fondamentalement la perception du continent.

Les défis comme catalyseurs de résilience

Paradoxalement, les infrastructures limitées qui auraient pu handicaper l'Afrique sont devenues un moteur d'innovation. Face à une connectivité intermittente, les développeurs africains optimisent leurs applications pour fonctionner avec une bande passante minimale. Confrontés au coût élevé des données, ils conçoivent des solutions légères et efficaces. Cette capacité d'adaptation, cette résilience créative, est devenue une marque de l'excellence africaine dans le domaine numérique.

Les entrepreneurs numériques africains démontrent

que la création est possible sans ressources abondantes. William Kamkwamba, au Malawi, a construit une éolienne à partir de matériaux de récupération à quatorze ans — son histoire inspire désormais des millions de personnes. Bethlehem Tilahun Alemu a développé SoleRebels en Éthiopie, vendant ses chaussures dans le monde entier via le e-commerce. Cette ingéniosité, cette capacité à accomplir beaucoup avec peu, impressionne et inspire bien au-delà des frontières africaines.

L'Afrique fait certes encore face à d'immenses défis : fracture numérique, accès inégal à l'électricité, infrastructures insuffisantes et parfois réglementations inadéquates. Pourtant, le récit dominant est en train de changer progressivement. Aujourd'hui, lorsque l'on parle de l'Afrique et du numérique, la conversation se concentre sur les opportunités, le potentiel et l'innovation. On parle d'un continent qui, loin de subir la transformation numérique, la façonne activement et l'utilise pour réécrire son destin.

*Kwame Senou est Executive Director chez THOP, l'un des principaux conseillers en communication stratégique sur le continent

Africa Rewrites Its Narrative in the Digital Age

By Kwame Senou

In this op-ed, Kwame Senou, Executive Director at THOP and one of the continent's leading strategic communications advisors, examines how Africa is reclaiming ownership of its narrative in the digital age. Through technological innovation, a booming creator economy, and the rise of a hyper-connected youth, he shows how Africa is overturning inherited stereotypes and asserting its own vision to the world.





These innovations position Africa not as a passive technology recipient, but as a laboratory for breakthrough ideas

For decades, Africa's image has been shaped by narratives crafted elsewhere. War, famine, disease—these were the dominant themes on Western screens. Today, however, a quiet revolution is transforming this perception. With 415 million mobile internet users across the continent according to a recent GSMA report, Africans equipped with smartphones, internet connectivity, and boundless creativity are reclaiming control of their own story. This story, told from within, reveals a continent of innovation, entrepreneurship, and dynamism that compels the world to reconsider its prejudices.

Reclaiming the Narrative

Africa's digital revolution transcends mere technology adoption. It represents, above all, a democratization of voice. Where traditional media once imposed their interpretive frameworks, social networks, blogs, and streaming platforms now enable African creators to articulate their own realities. Nollywood, Nigeria's film industry, produces over 2,500 films annually, rivaling Bollywood in output. Creators like Wode Maya, a Ghanaian YouTuber with nearly two million subscribers, traverse the continent showcasing its beauty and vitality. Selly Raby Kane in Senegal projects her futuristic vision of African fashion on Instagram. Burna Boy wins a Grammy and accumulates billions of streams on Spotify. This multiplicity of voices shatters the monolithic concept of a uniform «Africa,» revealing fifty-four countries with distinct cultures, unique dynamics, and underrecognized achievements.

Innovation as the New Face

Africa is transforming its image through spectacular innovation. The continent now hosts over one thousand technology hubs. Silicon Savannah in

Nairobi, Yabacon Valley in Lagos, and Kigali Innovation City in Rwanda have become familiar names in the global tech ecosystem. These innovations are not mere replications of Western models—they address specifically African challenges with remarkable ingenuity.

Mobile banking, pioneered by M-Pesa launched in Kenya in 2007, revolutionized financial inclusion for over 50 million users long before Europe embraced fintech. Zipline deploys drones in Rwanda and Ghana to deliver blood and vaccines to remote areas, completing over 100,000 vital deliveries.

Flutterwave and Paystack, each valued at over one billion dollars, facilitate digital payments across the entire continent. These innovations position Africa not as a passive technology recipient, but as a laboratory for breakthrough ideas. This creativity now attracts significant investment. African startups raised over \$5 billion in 2021-2022 alone.

Youth: Architects of New Soft Power

The transformation of Africa's image is particularly embodied in its hyper-connected youth. With a median age of nine-

teen, Africa possesses the world's youngest population. Far from stereotypes of passivity, this generation actively constructs a powerful digital culture.

African influencers like Khaby Lame (Senegalese Italian, over 160 million TikTok followers) rank among the world's most-followed creators. South African gamers like Thabo «Yvng Savage» Molloi compete in international e-sports tournaments. Ushahidi, a platform created in Kenya to map post-election violence, is now deployed globally for crisis management.

This visibility generates unprecedented cultural soft power: African fashion inspires Beyoncé and Rihanna, Tyla's «Water» dominated global charts with its amapiano soundscapes, and films like «Black Panther» draw upon Afro-futurist aesthetics developed by African creators. This digital soft power fundamentally transforms perceptions of the continent.

Challenges as Catalysts for Resilience

Paradoxically, the limited infrastructure that could have handicapped Africa has become a catalyst for innovation. Facing intermittent connectivity,

African developers optimize applications to function with minimal bandwidth. Confronting high data costs, they engineer lightweight, efficient solutions. This adaptive capacity, this creative resilience, has become a hallmark of African excellence in the digital domain. African digital entrepreneurs demonstrate that creation is possible without abundant resources. William Kamkwamba in Malawi constructed a wind turbine from salvaged materials at age fourteen—his story now inspires millions. Bethlehem Tilahun Alemu developed soleRebels in Ethiopia, selling footwear worldwide through e-commerce.

This resourcefulness, this capacity to achieve much with little, impresses and inspires far beyond African borders. Certainly, Africa still confronts immense challenges: the digital divide, unequal access to electricity, insufficient infrastructure, and sometimes inadequate regulations.

Yet the dominant narrative is gradually shifting. Today, when Africa and digital technology are discussed, the conversation centers on opportunities, potential, and innovation.

We speak of a continent

that, far from merely experiencing digital transformation, actively shapes it and deploys it to rewrite its destiny.

“

Today, we speak of a continent that, far from merely experiencing digital transformation, actively shapes it and deploys it to rewrite its destiny

*Kwame Senou is Executive Director at THOP, he is one of the foremost strategic communications advisors on the continent

ANA

AFRICA NEWS AGENCY **MAG**



www.africa-news-agency.com